

GUIDE ARTS ET SPECTACLES

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13839 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 27 JUILLET 1989

Les changements dans les pays de l'Est

Pologne : Solidarité refuse le principe d'une coalition avec le PC

Tout ou rien ?

C'est une fin de non-recevoir que M. Lech Wałęsa a opposé, mardi 25 juillet, à l'offre du président de la République, fraîchement élu, le général Jaruzelski, de constituer un gouvernement d'entente nationale entre le Parti communiste et Solidarité. Avant même de se rendre au palais du Belvédère, où, pour la première fois depuis la proclamation de l'état de « guerre » en 1981, il était invité à rencontrer officiellement le chef de l'État, le chef de l'opposition avait placé la barre à un niveau rendant difficile tout accord. Il avait tout simplement revendiqué tout le gouvernement ou rien, se refusant même à faire un pas de côté des ministères de la défense, de l'intérieur et des affaires étrangères.

A l'issue de l'entretien, le président de Solidarité a annoncé que son mouvement formerait un cabinet fantôme pour « dire » tout ce qu'il avait à dire sur la situation du pays, et qu'il se préparait à la solution qu'il jugeait la plus juste.

Ce refus ne ferme pas complètement la voie à des compromis. M. Wałęsa a indiqué qu'il avait accepté, sous la condition du général Jaruzelski de mettre en place un organisme qui se situerait « au-dessus » de nos différends pour superviser la réalisation du programme de transformations démocratiques. Il a surtout insisté qu'il ne s'opposait pas à l'entrée au gouvernement d'un membre de Solidarité. Mais il précisait aussitôt que « cela ne signifiait pas que Solidarité participe au gouvernement ».

Lancé, dès le début juillet, par un éditorial de M. Adam Michalski dans le quotidien de Solidarité « Gazeta », dont il a la direction, le débat sur une telle participation est loin d'être clos au sein de l'opposition. A l'argument, encore majoritaire, selon lequel il serait trop dangereux pour Solidarité de prendre des responsabilités gouvernementales dans les structures de pouvoir actuelles, un fort courant oppose sa volonté d'accélérer le cours des réformes.

(Lire nos informations page 4.)

Le général Jaruzelski, président de la République polonaise, et M. Lech Wałęsa n'ont pas réussi à s'entendre, mardi 25 juillet, au cours d'une rencontre à Varsovie, sur la formation d'un gouvernement entre le Parti communiste et l'opposition. Le chef de Solidarité, refusant tout principe de coalition, avait revendiqué le droit pour son mouvement d'occuper tous les postes ministériels.



L'ENQUÊTE : une nouvelle industrie touristique

Des parcs de loisirs à l'aventure

Parcs de loisirs et aquacenters, toboggans et mangées... L'Hexagone se met à l'heure des grandes surfaces du divertissement. Des milliards investis, mais aussi des Français à séduire.

Les Français seraient-ils atteints par une épidémie de « parconomanie » ? En avril, l'Aquaboulevard, paquebot de béton et de verre ancré à l'orée de Paris, ouvre ses sabords à la foule des amateurs de piscines à vagues ; en mai, Jacques Delors et Laurent Fabius s'extasiaient devant le grand huit du Big Bang Schtroumpf, en Moselle ; la même semaine, les Parisiens qui

se ruent vers les gaudioleries d'Antix bloquent l'autoroute du Nord ; en juin, René Monory publie un bulletin de victoire pour son Futuroscope de Poitiers ; à Paris, le commandant Costeau court de l'Académie au Forum des halles pour y ouvrir son parc océanique.

Ces cinq équipements touristiques ont engendré à eux seuls 2,7 milliards de francs d'investissement. Pour équilibrer leurs comptes, ils devraient accueillir, avant la fin de 1989, quatre millions et demi de clients. Si les autres parcs et aquacenters plus modestes réalisent leurs objectifs, près d'un Français sur cinq aura fréquenté cette année l'un ou l'autre de ces établissements.

URSS : la grève des mineurs a entamé le rôle du parti

Alors que la grève dans les mines paraissait presque terminée, le Soviet suprême - à la demande de M. Gorbatchev - a affirmé, mardi 25 juillet, son soutien aux « exigences légitimes des travailleurs ». Il semble se confirmer qu'une grande partie des revendications des mineurs sera acceptée et aura pour effet une remise en question du rôle du Parti au profit de l'appareil d'Etat.

MOSCOU
de notre correspondant

La grève des mineurs qui a secoué l'Union soviétique pendant plus de quinze jours, et qui touche maintenant à sa fin, ne restera certainement pas sans conséquences. Dans le domaine économique, mais aussi et surtout dans le domaine politique. Ce premier conflit social d'envergure est un véritable coup de semence pour la classe politique, qui avait oublié que la population pourrait un jour affirmer haut et fort ses revendications.

Le réveil a dû être rude, en particulier pour les cadres locaux du parti et des syndicats, qui ont été abondamment critiqués par les grévistes. La Pravda s'interrogeait, mardi 25 juillet, dans son éditorial : « On était certains dirigeants quand les mineurs du Kouzbass avaient leurs justes

exigences. Pourquoi ne combattent-ils pas en faveur des intérêts des travailleurs ? » Le quotidien reconnaissait que « certains comités du parti regrettent le bon vieux temps et le recours à la force pour régler les problèmes ».

Plus encore que les revendications matérielles avancées par les grévistes, ce sont leurs exigences politiques qui sont susceptibles d'avoir le plus grand impact. En premier lieu, les mineurs ont relancé la question fondamentale des élections locales, que redoutent tant les conservateurs du parti, ceux-ci souhaitant les voir repousser le plus tard possible. Le Soviet suprême a dû s'emparer de cette question épineuse, et plusieurs députés progressistes en ont profité pour dénoncer la prostration des cadres locaux.

(Interim.)
(Lire la suite page 4.)

Campagne électorale en Inde

M. Rajiv Gandhi à la conquête de « six cent mille villages »
PAGE 6

Conférence sur le Cambodge

La difficulté du dialogue
PAGE 8

Le succès de Rhône-Poulenc

Premier producteur mondial d'analgésiques
PAGE 18

1939-1940 L'année terrible

Dans la masse de Dunkerque
PAGE 2

Festival d'Avignon

PAGE 13

La mort de la petite Malienne

Le deuil et l'incompréhension
PAGE 9

Congrès de pédiatrie

Les enfants faits et défaits par la télévision
PAGE 8

Le mécontentement des gendarmes...

Ils demandent un accroissement des effectifs
PAGE 8

... et des policiers

Ils réclament une augmentation des traitements
PAGE 22

Le sommaire complet se trouve page 22

CAHIERS DU CINEMA 422

Spécial

Sergio LEONE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 30 F

Le Festival Roma-Europa

La Villa Médicis «sang neuf» de Rome

Ville morte en matière culturelle, Rome s'anime en été grâce à un programme pluridisciplinaire, le Festival Roma-Europa, proposé en plein air et en « territoire français » (les jardins de la Villa Médicis). La Ville éternelle déjà à l'heure européenne ?

« N'est-il pas curieux que ce soient les Français... qui apportent un sang neuf, un souffle de vie, à ceux qui pétrissent la mémoire de Rome ? », disait récemment Dino Villatico, critique musical de l'influent quotidien Repubblica à propos de la quatrième édition du Festival Roma-Europa organisé - jusqu'au 29 juillet - sous l'égide de la Villa Médicis-Académie de France dans les somptueux jardins d'entre Pincio et Trinité-des-Monts.

La question est à plusieurs degrés. « Fossiliser la mémoire de Rome », tout d'abord, c'est rappeler qu'il y a un abîme entre cette image de richesse culturelle illimitée que suscite, dans la plupart des esprits, la simple évoca-

tion du nom de la Ville éternelle, et un présent infiniment moins glorieux. Envoyés ailleurs les peintres des années 50, éteints les projecteurs du cinéma des années 60, retombée la fièvre des créations théâtrales des années 70, Rome est devenue avec simplement 3 millions d'habitants en plus - cette métropole somnolente à quoi la Contro-Réforme avait rabaisé, dès le dix-septième siècle, l'éclatante cité de la Renaissance. Qui, pour s'en tenir à un seul exemple, serait la comparaison de son Opéra provincial (et trop souvent en grève) avec la Scala de Milan, la Fenice de Venise, ou le San Carlo de Naples ?

S'il est un lieu qui souffre du « mauvais gouvernement » généralisé de la péninsule, c'est bien sa capitale - dont la municipalité a d'ailleurs, depuis plus de trois mois, une nouvelle fois démissionné. Un projet de construction d'un auditorium digne de ce nom (1) ne traîne-t-il pas depuis un quart de siècle ?

En 1976, l'adjoint à la culture (communiste) d'une des rares municipalités de gauche,

M. Renato Nicolini, avait lancé l'été romain : une série de manifestations populaires destinées à redonner à cette ville, écrasée par les « années de plomb » du terrorisme, le goût de se retrouver « in piazza ». De l'« Estate romana », la mémoire collective a surtout retenu de gigantesques séances de cinéma en plein air sous les voûtes de la basilique de Maxence et de Constantin. Faute sans doute de la continuité avec des ressources nécessaires, M. Nicolini avait placé son « consulat » à l'« enseignement de l'éphémère » : la fête où tous « s'éclataient » sans la prétention de marquer le futur.

JEAN-PIERRE CLERC.
(Lire la suite page 13.)

(1) Les concerts de la Villa sont normalement hébergés par l'Académie Sainte-Cécile, qui est du Vatican !

Immobilier
Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 14 à 16

M 0147 - 0727 D - 4,50 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; France, 4,50 F ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 3.400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,90 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Prises en étau par les troupes allemandes, et sous le feu de leurs avions et de leur artillerie, les forces alliées embarquent à Dunkerque pour rejoindre la Grande-Bretagne. En neuf jours, 338 226 combattants sont évacués dans des conditions inouïes auxquelles s'ajoutent les rivalités entre Français et Britanniques. Le 4 juin, l'opération « Dynamo » est terminée ; le drapeau à croix gammée flotte sur la rade de Dunkerque.

«TANT que l'on parlera anglais, le nom de Dunkerque sera prononcé avec le plus grand respect», écrivait le *New York Times* après l'évacuation de Dunkerque. Quand Churchill, le 4 juin, entra dans la Chambre des communes, les députés l'ovationnèrent debout ; en scandant ses mots, il déclarait dans sa péroraison : « Nous nous battons sur les plages, nous nous battons sur les terrains de débarquement, nous nous battons dans les champs et dans les rues, nous nous battons sur les collines ; nous ne nous rendrons jamais. » Les Anglais — et les Français — étaient, effectivement, pendant neuf journées pleines, terriblement battus sur les grèves de la mer du Nord, pour protéger une évacuation sans précédent dans l'histoire. S'ils s'en étaient sortis avec les honneurs de la guerre, ils avaient frôlé la catastrophe.

Le 20 mai, en effet, la situation sur le front semblait perdue : après avoir parcouru 60 kilomètres en quatorze heures, deux divisions de Panzers commandées par Heinz Guderian avaient atteint Abbeville et la mer. La Wehrmacht réalisait le coup de la faucille, et quel coup ! Les armées alliées étaient coupées en deux ; entre les deux mâchoires de la tenaille, un million d'hommes étaient pris au piège : la meilleure armée française — la 1^{re} — des troupes belges et tout le corps expéditionnaire britannique, les BEF (British Expeditionary Forces). Les Panzers reprirent alors l'ordre de pivoter vers le nord et les ports de la côte ; le 24, les avant-gardes de Guderian établissaient six têtes de pont sur l'Aa et parvenaient à Bourbourg, à 15 kilomètres de Dunkerque ; elles avaient pratiquement le champ libre. C'est alors qu'un ordre impératif les cloua au sol, jusqu'au matin du 27. Trop tard. Les Alliés, en effet, avaient pu se regrouper en hérissons solidement défendus et tenaient pied à pied une sorte de corridor s'étendant de la région lilloise à Dunkerque, sur une centaine de kilomètres de profondeur, et 30 à 40 de largeur ; les Français verrouillaient Lille ; au nord-est, des forces anglo-belges avaient battu en retraite pour se barrer sur l'Yser ; au sud-ouest, des troupes franco-anglaises tenaient vaillamment la ligne d'eau que formaient l'Aa et le canal de la Bassée.

POUR se dégager, le nouveau généralissime, Weygand, avait conçu sur le papier une contre-attaque classique : ses divisions franchiraient la Somme et marcheraient sur Arras, tandis que les Franco-Anglais pris dans la nasse feraient mouvement vers le sud. Mais la manœuvre fut lente. Et elle laissait sceptique le patron des BEF, le général Gort. C'était un homme de terrain, jadis impressionné par les qualités de l'armée française durant la Grande Guerre, mais à qui désormais le hant commandement français semblait totalement dépassé par les événements. Churchill, il le savait, appuyait le plan Weygand ; mais il pensait, lui, que la contre-attaque ne donnerait rien ; et, pour l'appuyer, il lui fallait bouleverser complètement son dispositif, si bien que les Allemands risquaient de se glisser le long de la côte ; et, dans ce cas, il serait fait comme un rat. Il estimait plus raisonnable d'utiliser toutes les forces dont il disposait pour renforcer son flanc nord, sérieusement attaqué ; ce choix impliquait, à court terme, de renoncer à la contre-attaque ; à moyen terme, de procéder à l'évacuation des BEF. Celle-ci était devenue, à ses yeux, inévitable. Le cabinet de guerre finit par lui donner raison ; le 26 mai, Eden, le secrétaire à la guerre, lui télégraphiait : « En de telles conditions, une seule issue

vous reste : vous frayer un chemin vers l'ouest, où toutes les plages et les ports situés à l'est de Gravelines seront utilisés pour l'embarquement. La Marine vous fournira une flotte de navires et de petits bateaux, et la RAF vous apportera un support total... »

L'entreprise fut baptisée « opération Dynamo » : le vice-amiral Bertram Ramsay, qui l'avait en charge, avait installé sa salle de briefing dans une cave du château de Douvres, où avait fonctionné, jadis, un groupe électrogène. Elle dura neuf jours pleins : du mardi 26 mai au jeudi 4 juin. On posait comme postulat que les défenseurs tiendraient bon. Or, le 28 au matin, Léopold III, le roi des Belges, capitulait sans conditions, créant une brèche de 30 kilomètres que Montgomery, avec son savoir-faire et sa brutalité, dut combler *in extremis* ; le 29, une fraction des forces françaises était encerclée autour de Lille ; le « corridor » n'allait plus maintenant que — côté mer — des environs de Dunkerque au petit port belge de Nieuport-les-Bains (en englobant les grèves de Malo-les-Bains, Zuydcoote, Bray-Dunes, La Panne), aux canaux de Bergues à Furnes et de Furnes à Nieuport — côté terre. Bien plus, rassemblé en un laps de temps aussi bref qu'une petite Armada n'était pas chose aisée. La Royal Navy détacha 39 destroyers, qui se révélèrent bien adaptés, avec des dragueurs de mines et quelques autres bâtiments. Mais c'était très peu.

Mai 1940



Soldats britanniques et français attendant sur les dunes les bateaux qui les évacuèrent vers l'Angleterre.

VIII - Dunkerque : sortir de la nasse

par Jean-Pierre Azéma

tannique] se rendit compte que son bateau se dirigeait vers une magnifique étendue de sable blanc qui semblait être plantée d'arbustes. Puis les arbustes se mirent à bouger et à se former en rangs dirigés vers la mer ; et Saunders comprit qu'il s'agissait de milliers de soldats qui attendaient d'être secourus.

La machine se rodait : le premier jour, 7 669 hommes avaient pu rejoindre un port allié, 17 804 le second, 47 310 le troisième, 53 823 le quatrième. C'était inespéré. L'Amirauté britannique jugeait que l'opération se terminerait relativement vite. Elle s'était, il est vrai, donné pour tâche prioritaire de rapatrier les BEF, sans prendre en charge les soldats français : c'est ainsi que, dans la journée du 29 mai, il y en eut, tout au plus, 655 sur un total de 47 310 évacués. Les lords de la Mer se retranchaient derrière la convention tacite passée avec l'Amirauté française : chacune des marines rapatrierait ses ressortissants. Mais les Français s'étaient floués eux-mêmes. Ils avaient fait de Dunkerque une tête de pont, et ne pas un appui temporaire pour l'évacuation. Ils avaient donc amené pour de bâtiments ; de surcroît, le gros de leur flotte de guerre croissait — comme il l'avait été entendu depuis toujours avec les Britanniques — en Méditerranée. Lorsque la situation devint désespérée dans le périmètre défensif de Dunkerque — et elle l'était d'autant plus que les BEF réembarquaient — le déséquilibre patent devint un problème politique.

DES incidents, fort déplaisants, se multipliaient : soldats français brutalisés, ou rejetés à la mer, parce qu'ils prenaient la place d'un honorable membre des BEF. Sans doute, ils restaient relativement isolés, mais les chiffres étaient, eux, sans appel : au 30 mai, sur 126 000 hommes réembarqués, moins de 15 000 Français. Churchill sentit le danger : les griefs entre Français et Britanniques étaient suffisamment nombreux pour qu'il faille éviter d'en ajouter un de taille. Il viola son propre cabinet de guerre, qui préconisait le rapatriement d'une quantité « convenable » de Français, et ordonna que la Royal Navy embarquât un nombre « équivalent ». Lors du conseil interallié qui se tint à Paris, le 31, il répondit aux remarques particulièrement aigres de Weygand, en lançant, avec son style inimitable : « On partage tout, bras dessus, bras dessous. » Et, de fait, dans la journée du 1^{er} juin, les Français furent plus nombreux (35 013) que les Britanniques (29 416) à être évacués. L'Amirauté britannique, dans un dernier sursaut d'énergie, lança même un appel supplémentaire à tous les équipages civils et militaires. L'opération « Dynamo » se poursuivait, malgré les pertes et la pénétration des divisions allemandes dans le

périmètre, pendant trois nuits. Le 4 juin, à 3 h 20, le *Shikari*, chargé à ras bord de soldats français, quittait le môle de Dunkerque et effectuait la dernière rotation. A 10 heures, le drapeau à croix gammée flottait sur la rade. En neuf jours, 338 226 combattants avaient pu être évacués ; la Wehrmacht mit la main sur quelque 35 000 soldats ; la quasi-totalité étaient des Français, dont la plupart avaient participé aux combats d'arrière-garde.

Pourquoi l'opération « Dynamo » avait-elle, somme toute, réussi ? Les Franco-Britanniques furent d'abord sauvés par la décision prise, le 24 mai, par le général von Rundstedt d'arrêter les Panzers de Guderian ; un ordre que confirma Hitler. Des mémorialistes ont affirmé que le choix du Führer était politique. C'est inexact. Assurément, devant des officiers de son état-major, il avait tenu une de ses habituelles conférences improvisées de géopolitique, soulignant, avec une pointe d'admiration, la singularité de la Grande-Bretagne et de son Empire. Ce discours n'était pas nouveau. Il insistait sur les risques qu'encourraient les blindés qui s'étaient par trop avancés, car il redoutait une « bataille de la Marne » : c'était l'ancien combattant qui parlait. Pendant quelques jours, il crut aux redondances de Goering, qui se faisait fort de nettoyer la place sous les coups de la Luftwaffe, l'arme la plus nazifiée de la Wehrmacht. Puis il se désintéressa de ce qui se passait à Dunkerque pour porter toute son attention au « plan rouge », qui avait, lui, Paris pour objectif.

La deuxième raison de la réussite est d'ordre météorologique : pendant près de huit jours, le Chantrel fut une mer d'huile, alors que la Manche reste rarement calme plusieurs jours d'affilée. En outre, le plafond des nuages, souvent très bas, et les fumées des incendies gênèrent la Luftwaffe, qui ne put sortir ses escadrilles que les 27, 29 mai et le 1^{er} juin. L'étonnante organisation de l'opération « Dynamo » fit le reste.

L'évacuation de Dunkerque, même si elle avait permis de sauver 123 095 combattants français (dont 102 570 le furent par des navires britanniques), suscita passablement d'aigreur chez bon nombre de responsables français. Les relations entre Alliés, souvent assez confuses, avec des difficultés de communication perceptibles à bien des échelons, seront désormais placées sous le signe de la méfiance. Weygand et d'autres feront grief aux Anglais d'avoir fait échouer la contre-attaque sur Arras, dont ils attendaient beaucoup.

Les divergences sur le bien-fondé de l'opération « Dynamo », évacuation pour les uns, consolidation d'une tête de pont pour les autres, alourdiront le dossier. L'incompatibilité d'humeur entre le général Gort, commandant les forces britanniques, et l'amiral Abrial, responsable du secteur de Dunkerque, qui avait autorité sur la côte de la mer du Nord, les heurts et les incidents sur place, attisèrent les différends : sans être la rupture, c'était déjà la broutille. Tandis qu'à Londres ce qui prévalait, c'était le soulagement et la gratitude : les combattants de Dunkerque furent traités en vainqueurs, non en vaincus ; sur les quais de débarquement, comme dans les gares, on leur fit fête.

L'ANGLAIS moyen éprouva un sentiment de fierté très britannique : n'était-ce pas tout un peuple qui, sur les bateaux les plus divers, dans la meilleure tradition de son passé maritime, s'était porté au secours d'une ville assiégée ? Il fallait, certes, jeter un voile pudique sur le refus d'appareiller de certains équipages civils, voire de quelques marins de la Royal Navy, redoutant un nouveau bombardement. Mais ces actes d'indiscipline furent marginaux, et le constat était réconfortant : le peuple anglais avait fait preuve d'un exemplaire esprit de sacrifice pour le bien commun.

Ces réactions, par leur côté excessif, et disproportionné, embarrassaient Churchill. Sans doute était-il, lui aussi, satisfait de la Royal Navy, comme du comportement de chacun ; sans doute également, la Wehrmacht n'apparaissait-elle plus comme invincible, commettant, elle aussi, des erreurs tactiques. Mais il voulait garder raison : les Britanniques, pour ne parler que d'eux, avaient dû abandonner près de 2 500 canons et plus de 64 000 véhicules ; sans parler des 35 000 prisonniers restés aux mains de l'adversaire. C'est pourquoi, dans la péroraison de son discours du 4 juin, il prit soin de mettre en garde ses compatriotes : « Si nous avons réussi à sauver tant de nos frères, nous devons bien nous garder de donner à cette opération le caractère d'une victoire. Les guerres ne se gagnent pas avec des évacuations. »

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Winston S. Churchill, *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale*, 1^{re} heure révisée, 4 volumes, Paris, Plon, 1948, 387 p.
► Walter Lord, *Le Miracle de Dunkerque*, Paris, R. Laffont, 1983, 321 p.

Demain :
Le visiteur du matin : Adolf Hitler

La discipline

La discipline, c'est la règle. C'est la loi. C'est la base de tout. C'est ce qui permet de vivre ensemble. C'est ce qui permet de progresser. C'est ce qui permet de réussir. C'est ce qui permet de braver les épreuves. C'est ce qui permet de surmonter les difficultés. C'est ce qui permet de vaincre. C'est ce qui permet de triompher. C'est ce qui permet de devenir un homme. C'est ce qui permet de devenir un grand homme. C'est ce qui permet de devenir un héros. C'est ce qui permet de devenir un légende. C'est ce qui permet de devenir un exemple. C'est ce qui permet de devenir un modèle. C'est ce qui permet de devenir un maître. C'est ce qui permet de devenir un sage. C'est ce qui permet de devenir un saint. C'est ce qui permet de devenir un Dieu. C'est ce qui permet de devenir un Dieu.

La discipline, c'est la règle. C'est la loi. C'est la base de tout. C'est ce qui permet de vivre ensemble. C'est ce qui permet de progresser. C'est ce qui permet de réussir. C'est ce qui permet de braver les épreuves. C'est ce qui permet de surmonter les difficultés. C'est ce qui permet de vaincre. C'est ce qui permet de triompher. C'est ce qui permet de devenir un homme. C'est ce qui permet de devenir un grand homme. C'est ce qui permet de devenir un héros. C'est ce qui permet de devenir un légende. C'est ce qui permet de devenir un exemple. C'est ce qui permet de devenir un modèle. C'est ce qui permet de devenir un maître. C'est ce qui permet de devenir un sage. C'est ce qui permet de devenir un saint. C'est ce qui permet de devenir un Dieu. C'est ce qui permet de devenir un Dieu.

La discipline, c'est la règle. C'est la loi. C'est la base de tout. C'est ce qui permet de vivre ensemble. C'est ce qui permet de progresser. C'est ce qui permet de réussir. C'est ce qui permet de braver les épreuves. C'est ce qui permet de surmonter les difficultés. C'est ce qui permet de vaincre. C'est ce qui permet de triompher. C'est ce qui permet de devenir un homme. C'est ce qui permet de devenir un grand homme. C'est ce qui permet de devenir un héros. C'est ce qui permet de devenir un légende. C'est ce qui permet de devenir un exemple. C'est ce qui permet de devenir un modèle. C'est ce qui permet de devenir un maître. C'est ce qui permet de devenir un sage. C'est ce qui permet de devenir un saint. C'est ce qui permet de devenir un Dieu. C'est ce qui permet de devenir un Dieu.

La discipline, c'est la règle. C'est la loi. C'est la base de tout. C'est ce qui permet de vivre ensemble. C'est ce qui permet de progresser. C'est ce qui permet de réussir. C'est ce qui permet de braver les épreuves. C'est ce qui permet de surmonter les difficultés. C'est ce qui permet de vaincre. C'est ce qui permet de triompher. C'est ce qui permet de devenir un homme. C'est ce qui permet de devenir un grand homme. C'est ce qui permet de devenir un héros. C'est ce qui permet de devenir un légende. C'est ce qui permet de devenir un exemple. C'est ce qui permet de devenir un modèle. C'est ce qui permet de devenir un maître. C'est ce qui permet de devenir un sage. C'est ce qui permet de devenir un saint. C'est ce qui permet de devenir un Dieu. C'est ce qui permet de devenir un Dieu.

La discipline, c'est la règle. C'est la loi. C'est la base de tout. C'est ce qui permet de vivre ensemble. C'est ce qui permet de progresser. C'est ce qui permet de réussir. C'est ce qui permet de braver les épreuves. C'est ce qui permet de surmonter les difficultés. C'est ce qui permet de vaincre. C'est ce qui permet de triompher. C'est ce qui permet de devenir un homme. C'est ce qui permet de devenir un grand homme. C'est ce qui permet de devenir un héros. C'est ce qui permet de devenir un légende. C'est ce qui permet de devenir un exemple. C'est ce qui permet de devenir un modèle. C'est ce qui permet de devenir un maître. C'est ce qui permet de devenir un sage. C'est ce qui permet de devenir un saint. C'est ce qui permet de devenir un Dieu. C'est ce qui permet de devenir un Dieu.

L'élection de M. Baron à la présidence du Parlement de Strasbourg

La discipline de vote a été respectée

M. Enrique Baron Crespo, socialiste espagnol, a été élu mardi 25 juillet à une large majorité (301 voix sur 475 suffrages exprimés) président du Parlement européen dès le premier tour de scrutin (nos dernières éditions du 26 juillet). Les quatorze vice-présidents de l'Assemblée de la CEE ont été également désignés : M^{me} Nicole Pery (socialiste, Française), M^{me} Siegfried Alber (PPE, Allemand), Georges Anastassopoulos (PPE, Grec), Johannes Peters (SPD, M^{me} Nicole Fontaine (PPE, Française), M^{me} David Martin (travailliste, Britannique), Georges Roussos (socialiste, Grec), Robert Forthomme (PPE, Italien), Fred Catherwood (conservateur, Britannique), José Cravinho (socialiste, Portugais), Yves Gelland (libéral, Français), Antonio Capucho

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Vote sans surprise : le schéma établi par les socialistes et les chrétiens-démocrates a été réalisé à la perfection. La victoire sans bavures de M. Baron montre combien la machine mise au point par M. Egou Klepsch, président des chrétiens-démocrates (Parti populaire européen ou PPE), était bien huilée. Sur les 121 membres du PPE, le nouveau président n'a dû enregistrer - le vote ayant lieu à bulletin secret - qu'environ 20 % de défections.

En privé, les parlementaires chrétiens-démocrates laissent entendre - sans qu'aucun soit explicite - qu'ils n'ont pas voté pour le candidat socialiste. Combien étaient-ils parmi les 25 bulletins nuls ? Difficile de le savoir. Toujours est-il que M. Giscard d'Estaing a vu juste en considérant que sa candidature était une opération à haut risque. Même si, ici et là, notamment chez les chrétiens-démocrates italiens, on estimait que « la partie était jouable » pour le président de l'UDF.

Respecter la règle démocratique

Le candidat libéral, Allemand, Rüdiger von Weizsäcker, s'est plutôt bien défendu en obtenant 93 suffrages alors que son groupe (49 représentants) et le Rassemblement des démocrates européens (20 membres dont 12 du RPR et un du CNR) ne totalisent que 69 sièges. Candidat de dernière minute et surtout peu connu, le représentant du FDP ne

peut avoir pour objectif que de faire respecter la règle démocratique.

Quant aux autres candidatures, elles n'ont pas rassemblé, à quelques voix près, que les suffrages de leurs propres groupes : M^{me} Maa (sans groupe, Portugaise), 31 voix ; M^{me} Winifred Ewing (nationaliste, Ecosse), 20 ; M. Jean-Marie Le Pen, 18. Egal à lui-même, M. Marco Pannella a fait cavalier seul. Son adhésion récente à la formation libérale - qu'il est déjà sur le point de quitter - ne l'ont pas empêché de se présenter à la présidence ; il a recueilli 12 voix.

Une belle revanche

Au total, M. Klepsch, en contrôlant ses troupes, a honoré son contrat à l'égard de M. Jean-Pierre Cot, le président du groupe socialiste. La déclaration de la semaine dernière de l'ancien ministre de la coopération - « En 1992 nous examinerons avec sympathie une candidature émanant du PPE » - laisse toutefois planer un doute sur l'engagement des socialistes à l'égard des chrétiens-démocrates. Dans l'entourage des parlementaires PPE, on se montrait persuadé qu'il s'agissait « d'un marché de dupes ».

Pour l'heure, M. Baron Crespo a pris une belle revanche. Battu d'extrême justesse (5 voix d'écart) en 1987 par lord Plumb (conservateur, Britannique), il assure depuis l'élection européenne au suffrage direct (1979) une deuxième présidence aux socialistes après la victoire de M. Piet Dankert en 1982. Les chrétiens-démocrates (avec l'élection de M. Pierre Pflimlin en

libéral, Portugais), Fernando Perez Royo (conservateur, Espagnol), Wilfried Telkämper (vert, Allemand). L'élection de M. Baron Crespo a été précédée d'incidents dus à la volonté de M. Claude Autant-Lara (Front national) de prononcer un discours d'ouverture en sa qualité de doyen d'âge de l'hémicycle. Les élus de gauche (socialistes et communistes) et M^{me} Simone Veil ont quitté la salle avant que le cinéaste français ne prenne la parole. De nombreux parlementaires de droite, dont M. Valéry Giscard d'Estaing, ont fait de même lorsque M. Autant-Lara s'est interrogé sur une démocratie qui ne conduisait aux urnes qu'un électeur sur deux et a dénoncé l'« apathie » de l'Europe face à « l'impérialisme culturel des Etats-Unis ».

1984) et les libéraux (M^{me} Veil avait assumé la présidence en 1979) n'ont obtenu qu'un seul succès depuis 1979, alors que la droite était largement majoritaire jusqu'au scrutin du 18 juin. Aujourd'hui, la gauche - sans les Verts - et la droite - sans l'extrême droite - sont quasiment à égalité. C'est dire si, dans deux ans et demi, l'affaire ne sera pas aussi simple que semble le croire M. Klepsch. D'autant que l'élection du 25 juillet va laisser des traces chez pas mal de parlementaires de droite.

M. S.

L'ascension du « Baron rouge »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

« Ce serait un honneur pour moi d'affronter M. Giscard d'Estaing », confiait M. Enrique Baron Crespo quelques instants avant son entrée à la présidence du Parlement de la CEE. Le « Baron rouge » - jeu de mots un peu facile de lord Plumb, lorsqu'il se disputait le pouvoir européen en 1987 - n'a pas eu vraiment à lever le bras. Mais bien que sans adversaires susceptibles de le mettre en difficulté, le représentant du PSOE a enregistré une belle victoire et effacé sa défaite d'il y a deux ans et demi.

Cet homme de quarante-cinq ans, d'aspect sobre, au nez droit qui l'a scellé dans son pays. Jusqu'au milieu de 1985, tout semblait lui réussir. Un des dirigeants de l'Union syndicale ouvrière sous le régime du général Franco, il devient, au début des années 70, un des principaux avocats des antifranchistes. N'est-il pas défendu, en 1973, les accusés du procès 1001 - procès de dix dirigeants des commissions ouvrières - qui s'était ouvert le jour de l'attentat



contre l'amiral Carrero Blanco, premier ministre franquiste ? Depuis aux Cortes dès 1977, M. Baron Crespo occupe le poste de ministre des transports et des communications dans le premier gouvernement de M. Felipe Gonzalez en octobre 1982. Mal lui en prit : confronté à une série de grèves et à deux catastrophes aériennes successives, M. Baron Crespo a dû subir, dans le même temps, l'opposition de M. Miguel

Boyer, alors ministre de l'économie et des finances ; victime de la première crise du gouvernement socialiste, il s'est alors tourné vers l'Europe. Arrivé en 1986 à l'Assemblée de Strasbourg, à la tête de la principale composante socialiste de la Communauté, il a été désigné candidat de son groupe pour occuper la présidence européenne. En 1987, il fut nommé président du Mouvement européen et responsable de l'élaboration du programme commun socialiste pour les prochaines élections européennes.

Aujourd'hui, celui qui, il y a quelques années encore, se considérait comme l'égal de M. Felipe Gonzalez a répondu à ses détracteurs en Espagne. Sans compter qu'il donne à cet Est un poste plus prestigieux, sinon plus important, que ceux qu'occupent les commissaires espagnols dans l'exécutif communautaire.

Sympathique, attachant, polyglotte, d'esprit cosmopolite : les qualificatifs sont tellement nombreux à son égard qu'on oublie l'impression de superficialité (sans doute parce que trop à l'aise dans n'importe quelle circonstance) qu'il peut parfois donner.

MARCEL SCOTTO

La politique selon M. Autant-Lara

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

En sa qualité de doyen d'âge, M. Claude Autant-Lara, quatre-vingt-huit ans, élu du Front national, a prononcé, mardi 25 juillet à Strasbourg, le discours inaugural de la nouvelle législature du Parlement européen. Devant un hémicycle largement désert, avant même le début de son allocution, par les députés socialistes et communistes, et très rapidement par les démocrates-chrétiens et les libéraux (nos dernières éditions du 26 juillet) jugeant inacceptables les attaques du cinéaste contre les Etats-Unis, M. Autant-Lara a consacré l'essentiel de son intervention au cinéma, à la culture et au spectacle, en faisant dans le domaine politique des analyses qui n'ont pas retenu son auditoire.

DÉMOCRATIE : « Il n'y a plus de démocratie lorsqu'un électeur sur deux se moque complètement

du gouvernement par le peuple, c'est-à-dire de la démocratie elle-même. »

ETATS-UNIS : « Lorsqu'il arrive dans un pays, le visiteur étranger - et Dieu sait s'il y en a - qu'une élection vraiment démocratique de certains - progressistes - risque fort de menacer le vrai pouvoir américain, alors cette grande démocratie n'hésite pas - on l'a vu, par CIA interposée, à faire assassiner le leader indésirable... pour installer un dictateur. »

MENACE : « On dit, à bon droit peut-être, que l'Union soviétique représente une menace militaire [...]. Mais ce n'est pas, je sais, l'Union soviétique qui menace notre culture. Nos cultures, mes très chers frères européens. Cette menace nous vient des Etats-Unis d'Amérique. »

BARBARES : « Il suffit d'une simple et forte détermination pour faire reculer n'importe quelle invasion de barbares. Et, aujourd'hui,

c'est vous, chers collègues, qui êtes chargés, responsables, de cette vigilance. »

PROFIT : « Je pense, mes chers collègues, que, parmi toutes les religions existantes, c'est la religion du profit qui est celle qui mène le plus inexorablement, le plus sûrement, au pire de tous les fanatismes. »

VOLTAIRE (MOHAMED BEN) : « L'islam, si je ne me trompe, n'en est qu'à l'an 1300 de l'ère ? Il lui faudra donc encore cinq cents ans pour engendrer son Voltaire. Mais ce Mohamed Ben Voltaire obtiendra, de moi-même, la même admiration, la même gratitude. »

KEATON (BUSTER) : « Le personnage rassemble les traits de votre Jacques Delors : même visage de sphinx - totalement dépourvu de sympathie. Mais lui, c'était un grand artiste. Il n'avait besoin d'aucune roublardise politique pour s'épanouir. Le whisky suffisait. »

CALOMNIOPHILIE : « Je me dois de rendre, publiquement, cette justice à Jean-Marie Le Pen que j'ai accusé faussement - mensongèrement - selon des calomniographies professionnelles et indignes, de sectarisme, d'autoritarisme, de fanatisme, qu'il a été le seul de tous nos fameux leaders politiques - s'il vous plaît - à balayer toutes nos différences. »

COCA-COLA : « Je demande solennellement à tous les jeunes de mon pays, à tous les jeunes de tous les pays d'accepter une dérogation à ce qui est devenu pour eux, hélas, la seule loi : la loi du marché. Je leur demande, à l'heure des libérations, une fois, une seule fois au moins, de renoncer au Coca-Cola et de commander, à la place, un petit vin de chez nous, d'Alsace bien sûr [...]. Si par malheur, après cette expérience, le Coca-Cola reprendrait le dessus, rien, rien, rien ! personne ne pourrait plus rien pour eux. Ce verre serait, alors, celui du condamné. »

O. B.

La présidence française de la Communauté européenne

Six mois pour convaincre, faute de séduire

A l'occasion de la première session du nouveau Parlement européen, M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, doit faire, jeudi 27 juillet à Strasbourg, une déclaration sur le programme d'activités de la présidence française de la Communauté européenne. La France assure cette présidence depuis le 1^{er} juillet, et pour six mois, à la suite de l'Espagne.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
De notre correspondant

C'est un agenda chargé mais peu propice aux coups d'éclat qui attend la présidence française. Pas de crise à dénouer, comme en 1984 à Fontainebleau (le conflit budgétaire), ni d'initiative majeure à prendre. « Ce devrait être une présidence de chef de gare », plaisante un haut fonctionnaire bruxellois. Les Français sauront-ils gérer avec efficacité la construction européenne en période incertaine ? Les circonstances pourraient être plutôt favorables : « Nous nous trouvons pendant une phase de réchauffement britannique et avons une phase de glaciation allemande », ajoute notre interlocuteur.

Les succès pour les Français dépendraient ainsi de leur capacité à organiser, à convaincre plutôt qu'à séduire. C'est une situation frustrante pour un pays qui ne cache pas son désir d'infléchir le cours de la construction européenne. M. François Mitterrand l'a souligné avec force lors du dernier sommet de Madrid : l'action collective des Douze ne peut se limiter à supprimer les entraves aux échanges. Pour la France, cette libéralisation - et, singulièrement, celle des mouvements de capitaux le 1^{er} juillet 1990 - implique des sacrifices qui

ne se justifient que par l'existence d'un plus vaste dessein.

L'acte unique ne peut se réduire à la mise en place d'une zone de libre-échange. Si la France a la garantie que les Douze sont en train de bâtir un système économique, financier, monétaire plus intégré, elle peut prendre certains risques. Si elle constate, en revanche, que certains pays partenaires remettent en cause, de manière permanente, des engagements déjà pris, elle pourrait être amenée, elle aussi, à revoir sa position.

La présidence aurait pu être l'occasion de favoriser ce réajustement entre libéralisation et harmonisation. Les Français pourraient agir dans ce sens mais, compte tenu du rapport des forces, ils seront contraints de modérer leurs ambitions.

La progression vers l'union économique et monétaire (UEM) demeure la grande affaire des années à venir. Le premier sceau était d'éviter qu'après les tensions qui ont marqué le conseil européen de Madrid le dernier ne s'enlise. M. Pierre Bérégovoy, aidé par la Commission européenne, a obtenu, en juillet, que les travaux préparatoires à la première étape et ceux concernant la conférence intergouvernementale - chargée d'adopter les amendements du traité qu'implique l'UEM - soient entrepris avec détermination et de manière concomitante.

Un parallélisme nécessaire car, pour la France, fidèle à la logique du rapport Delors, il ne servirait à rien d'avoir une première étape si celle-ci n'était pas suivie par les étapes ultérieures. Pour l'instant, le risque de désaccords entre la première étape et les deux suivantes a été écarté. Un calendrier serré a été adopté. Il prévoit que les travaux préparatoires à la première étape (laquelle doit démarrer le 1^{er} juillet 1990) soient achevés avant la fin de l'année.

Ceux concernant la conférence intergouvernementale seront-ils

jugés suffisamment « complets et adéquats », ainsi que le réclame la déclaration des Douze à Madrid, pour que M. Mitterrand puisse proposer sa convocation lors du conseil européen de Strasbourg le 8 décembre ? Cela suppose que les Douze soient parvenus à un pré-consensus sur les options essentielles. Par ailleurs, certains partenaires trouvent peut-être mal venu de fixer ainsi la date d'ouverture de la conférence sept ou huit mois à l'avance (il est acquis qu'elle ne réunira pas avant juillet 1990).

Voie étroite

« Il faut qu'il y ait une Europe sociale lorsque naît une Europe économique et monétaire », a répété à Madrid M. Mitterrand. Pourtant, compte tenu des réticences britanniques, la voie est étroite.

A la veille de Madrid, M. Jacques Delors, irrité par l'activisme, à ses yeux peu réaliste, manifesté par les ministres du travail des onze (leur collègue du Royaume-Uni n'avait pas souscrit à la déclaration qu'ils avaient transmise au conseil européen), avait rappelé la limite de ce qui était faisable : adopter une charte des droits sociaux fondamentaux, c'est-à-dire, précisait-il, une déclaration politique dépourvue d'effets juridiques contraignants, puis s'efforcer de mettre en place des procédures permettant de vérifier que ceux qui ont la mission de faire respecter ces droits - les autorités nationales ou les partenaires sociaux - s'en acquittent effectivement. Pour le reste, s'en tenir aux compétences limitées que le traité reconnaît à la Communauté. Un tel programme décevra les salariés. Mais la présidence française pourra-t-elle faire davantage ?

La politique de la recherche, la coopération technologique, lui offrent l'occasion d'un engagement moins précautionneux. C'est à l'automne que les Douze doivent adopter le nouveau programme

cadre de recherches pour les années à venir. Les grands programmes communautaires, tels Esprit, Race, se développent de façon satisfaisante. De même que les projets menés en liaison avec Euratom, ni en 1985 d'une initiative du président de la République.

Tel est le cas de la TVRD (télévision à haute définition), où les Européens s'unissent pour contrer l'hégémonie technologique du Japon, comme de Jéni, qui associe les principaux groupes électroniques de la Communauté pour la mise au point de télévisions miniaturisées. Le succès appelle le succès, la présidence française devrait réussir à convaincre les Douze de consacrer un effort accru.

Même chance de réussite pour les actions communes à mener en faveur de l'environnement. C'est sous la présidence française que sera décidée la création d'une agence européenne chargée de recueillir les informations nécessaires à une lutte efficace et coordonnée contre la pollution.

Progrès sur la fiscalité

Réussir, à l'automne prochain, les assises de l'audiovisuel voulues par le président de la République paraît moins évident. En raison du désaccord sur l'opportunité d'imposer aux diffuseurs des quotas de productions communautaires, il n'a toujours pas été possible d'adopter la directive sur la télévision sans frontières. Les nombreux ministères français concernés n'ont pas manqué - c'est le moins que l'on puisse dire - de manière convaincante et, aujourd'hui, le vide juridique, dont ils sont en partie responsables, est source de désordre.

La présidence française continuera à gérer la mise en place du marché intérieur de 1993. Quelques dossiers superbes l'attendent, parmi lesquels le contrôle des grandes

concentrations industrielles, l'ouverture des marchés publics dans les secteurs dits exclus, c'est-à-dire les plus sensibles (eau, électricité, les transports, les télécommunications) ; l'adoption d'un statut de société européenne européenne ; plusieurs directives ayant trait à la libéralisation des assurances et à celle des services financiers.

Des progrès devraient aussi être accomplis sur le terrain si sensible de la fiscalité. S'agissent des impôts indirects, et en particulier de la TVA, les positions en présence - qu'on pourrait juger inconciliables - se sont rapprochées. Les Français, qui souhaitent une harmonisation de la taxation des revenus de l'épargne, devront se contenter d'un vague renforcement de la coopération administrative contre la fraude.

Les du conseil « marché intérieur » de juillet, M^{me} Edith Cresson a manifesté un intérêt particulier pour les dossiers des transports, des télécommunications, de l'énergie, ce qu'on appelle pompeusement à Bruxelles la mise en place des « grands réseaux structurants ». Il y a là en effet des décisions importantes à prendre avant le fin de l'année.

Le président de la République veillera, il l'a indiqué, à ce que les Douze ne négligent pas « l'Europe des citoyens ». Nombreux sont les dossiers en attente, par exemple ceux touchant le droit de vote pour les ressortissants de la CEE aux élections locales, le droit de séjour des inactifs, la suppression des contrôles aux frontières.

L'Europe de l'éducation, jadis négligée, a pris un nouvel essor. Les Douze devront bientôt se prononcer sur la proposition de la Commission visant à augmenter les crédits affectés au programme Erasmus d'échanges universitaires. « Promouvoir les langues, les échanges d'étudiants, c'est aussi important que créer une monnaie commune », s'exclama récemment un haut fonctionnaire de l'Elysée.

Le volet des relations extérieures à traiter avant la fin de l'année est, lui aussi, fourni. Les Douze devront boucler les négociations concernant le renouvellement de la convention de Lomé qui lie la CEE à soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Ils seront attentifs au développement des relations avec l'Est. Les négociations en vue d'un accord de coopération avec l'URSS viennent de commencer ; celles avec la Pologne s'achèvent. La Commission a été chargée par le sommet des Sept de coordonner l'aide des pays industrialisés à la Pologne et à la Hongrie. Elle soumettra bientôt aux ministres des affaires étrangères des Douze un premier rapport sur la demande d'adhésion de la Turquie.

Les mêmes ministres se rencontreront en novembre, avec leurs six collègues de l'ALEE (Association européenne de libre-échange), afin d'examiner comment renforcer les relations entre les deux organisations. La crainte commune des pays tiers est de se retrouver exclus du bénéfice du grand marché.

« Nous sommes dans notre droit lorsque nous réclamons, pour nos entreprises, aux pays tiers, un traitement équivalent à celui dont eux pourront bénéficier grâce au marché unique. Nous avons jusqu'ici marqué de détermination. Nous ne devons pas nous laisser culpabiliser. Il faut en débattre avec nos partenaires de la CEE », souligne un collaborateur de M. Mitterrand.

A Bruxelles, on se montre sceptique quant aux chances de convaincre les pays membres les plus libéralisés. « Si les Français insistent pour avoir un débat d'ensemble sur ce thème, ils seront battus. Ils n'ont une chance qu'en abordant le problème secteur par secteur », estime un haut fonctionnaire bruxellois.

PHILIPPE LEMAITRE

POLOGNE

Signature d'un accord de commerce et de coopération entre Varsovie et la CEE

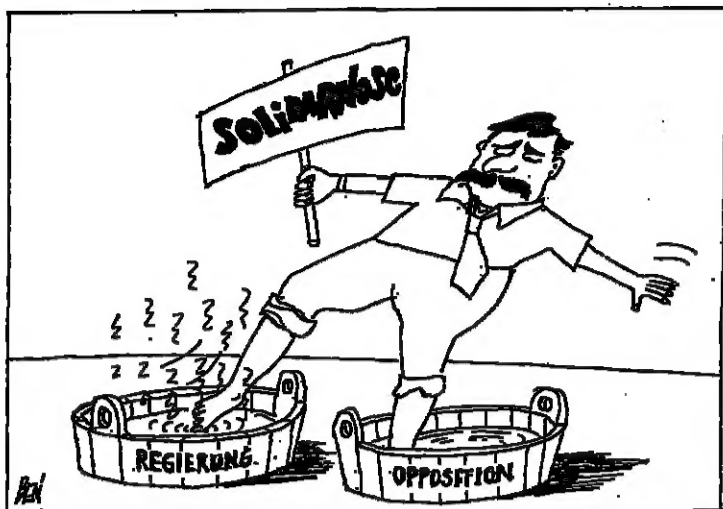
BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Communauté va signer un accord de commerce et de coopération avec la Pologne. Les négociations qui avaient été engagées en mars ont abouti mardi 25 juillet. La CEE a déjà conclu de tels accords avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Des négociations viennent de débiter avec l'Union soviétique et la Bulgarie. La Communauté est liée depuis plusieurs années par un accord commercial de moindre portée avec la Roumanie, mais elle a interrompu les pourparlers en vue d'en étendre le champ d'application afin de marquer sa désapprobation à l'égard du régime de M. Ceausescu.

Les Douze renforcent ainsi peu à peu le cadre légal de leurs relations économiques avec les pays de l'Est. Cette série d'accords est devenue possible après la reconnaissance de la Communauté et du CAEM (l'organisation économique des pays de l'Est, plus connue sous le nom de COMECON).

Intervenu en 1986, l'accord, sur le point d'être signé, prévoit, comme c'est le cas avec la Hongrie, l'élimination progressive des restrictions quantitatives appliquées par la CEE aux importations polonaises. En 1994-1995, ces restrictions seront supprimées, avec cependant quelques exceptions pour les produits les plus sensibles.

La balance commerciale de la Pologne avec les pays à monnaie convertible a connu en 1988 un excédent d'environ 1 milliard de dollars. Mais la balance des paiements courants a été, quant à elle, déficitaire de 500 millions de dollars, en raison du paiement des intérêts de la dette. L'endettement de la Pologne en devises convertibles (plus de 37 milliards de dollars en 1988) est pratiquement équivalent à celui de l'URSS, le plus élevé du CAEM. La nécessité de contenir la progression de la dette, voire de la diminuer, menace d'affecter sérieusement la



Solidarité entre l'opposition et la participation au gouvernement (Ständische Zeitung).

croissance économique. Le service de la dette représente actuellement près de 70 % de la valeur des exportations.

« Une action de solidarité exceptionnelle »

Suite aux orientations fixées par le sommet des Sept à Paris, les pays de l'OCDE ont décidé d'aider de manière coordonnée la Pologne et la Hongrie, et de « transformer leur économie » (le Monde du 25 juillet). Les Douze viennent de décider de mobiliser en faveur de la Pologne une aide alimentaire importante. Les premières livraisons pourront débuter à partir de la semaine prochaine, en fonction des besoins décidés par Varsovie, et en prenant soin, bien sûr, d'éviter de perturber la commercialisation des récoltes de céréales actuellement en cours.

M. Henri Nallet, qui a présidé lundi et mardi une réunion des ministres de l'Agriculture des Douze, a salué cette « action de solidarité exceptionnelle par son ampleur et par la rapidité de sa mise en

œuvre ». Au-delà de ce premier effort, comment contribuer à améliorer la productivité de l'agriculture polonaise ? « Nous devons être capables de mettre à la disposition de la Pologne des techniciens ainsi que des responsables professionnels. Nous pourrions promouvoir des coopérations entre entreprises agro-alimentaires polonaises ou hongroises et des entreprises de la Communauté. Certaines d'entre nous (surtout la RFA et la France) le font déjà, avec l'URSS. Il se posera bien sûr, alors, un problème de financement », a noté M. Nallet. Le ministre de l'Agriculture a insisté pour que la coopération avec ces deux pays de l'Est s'organise « avec rigueur et précision ». Il a indiqué que la France était prête à envoyer en Pologne des missions d'experts, afin de coopérer à l'extension des régions forestières. M. Nallet a précisé que la Pologne était en position de « demandeur, car elle rencontre des problèmes considérables de pollution et de gestion pour maintenir sa forêt en état ».

Ph. L.

Les paysans bloquent les routes

Plusieurs milliers d'agriculteurs ont bloqué, mardi 25 juillet, de nombreuses routes en Pologne pour protester contre l'incertitude actuelle quant à la politique de fixation des prix agricoles.

Cette nouvelle victime porte à vingt-deux le nombre officiel des personnes tuées en Géorgie depuis l'explosion de violence, il y a une dizaine de jours, dans la République autonome d'Abkhazie (rattachée à la Géorgie).

L'agitation, d'autre part, gagne du terrain à Tbilissi, la capitale géorgienne, qui est quotidiennement le théâtre de rassemblements et de manifestations nationalistes. L'agence l'ass a reconnu, mardi,

qu'un meeting rassemblait quelque 18 000 personnes à propos des événements en Abkhazie avant en lieu à Tbilissi. Trente étudiants, dont trois ont déclaré une grève de la faim, ont entamé un sit-in dans le centre ville, a ajouté l'agence, en précisant qu'ils exigent « la complète indépendance de la Géorgie ».

« A bas l'empire russe ! », a été l'un des slogans entendus lundi soir, selon une source nationaliste. Mardi, pour le deuxième jour, plus de 20 000 personnes réclamaient l'indépendance se sont encore rassemblées dans le centre de Tbilissi.

Un scénario identique à celui qui avait conduit le 9 avril, devant la

(Suite de la première page.)

Un projet sur les modalités des élections nationales, devant servir de modèle aux élections dans les Républiques, doit être examiné dans les prochains jours par les députés.

L'heure des bilans est venue. Même si le mouvement des mineurs se poursuivait encore lundi dans soixante-dix-neuf mines, le travail a repris mardi en particulier dans la région de Donetsk, en Ukraine, qui fut pendant plusieurs jours la pointe de la grève.

Les mineurs du Donbass ont obtenu satisfaction sur presque toutes leurs revendications, qui recourent pour l'essentiel celles des autres grévistes ; elles portent sur leurs conditions de travail, mais aussi sur la gestion générale des mines. Les mineurs ont déposé un passage « le décret et le pouvoir discrétionnaire des ministères et des organes de direction ».

Les résultats obtenus par les mineurs portent notamment sur la hausse des salaires, le problème des retraites, des jours de congé hebdomadaire, des primes de nuit, mais aussi les conditions de sécurité dans les mines, ainsi que le contrôle sanitaire. Certaines revendications ponctuelles reflètent bien les problèmes aigus d'approvisionnement de l'économie soviétique. Comme leurs collègues sibériens, les mineurs du Donbass réclamaient une augmentation des livraisons de savon. Le protocole d'accord signé entre le comité de grève de Donetsk et la commission gouvernementale prévoit ainsi que chaque mineur aura droit à 800 grammes de savon par mois. La norme de

400 grammes en vigueur jusqu'ici avait été établie en 1923.

Toujours selon le protocole d'accord signé à Donetsk, les grévistes se sont vu promettre « la pleine autonomie financière et juridique des entreprises minières du Donbass », ainsi que le droit des entreprises minières de « verser, à partir du 1^{er} août 1989, leur production dépassant le plan au prix qu'elles souhaitent ».

Le ministre de l'Industrie houillère dispose d'un mois pour mettre au point un décret mettant cette pratique en accord avec la législation soviétique.

Les grévistes ont aussi obtenu l'intervention directe de M. Mikhaïl Gorbatchev et du premier ministre M. Nikolai Ryjkov, dans le conflit. Le numéro un soviétique est finalement entré en lice, dimanche à la télévision, pour appeler, certes, les grévistes à reprendre le travail, mais en reconnaissant que leur mouvement était en partie fondé.

M. Ryjkov a également reçu à deux reprises des délégations de mineurs du Donbass, et ensuite du bassin houiller de la Petchora, dans le Grand Nord, ainsi que de Pavlograd, dans la région de Dniepropetrovsk, en Ukraine.

Quel est le bilan financier de la grève des mineurs ? Il va falloir dans un premier temps établir la facture des mesures en leur faveur. Selon des estimations provisoires avancées par des députés dans les couloirs du Soviét suprême, cette facture s'élèverait à environ 5,5 milliards de roubles, soit environ 55 milliards de francs au cours officiel.

Le fait que les autorités soviétiques aient largement accepté les

revendications des grévistes peut inciter d'autres catégories professionnelles à lancer un mouvement similaire au leur, lequel a bénéficié de surcroît d'une couverture assez large dans les médias. Une telle possibilité existe, et M. Gorbatchev avait lui-même évoqué des menaces de grèves dans les chemins de fer à partir du 1^{er} août.

Le Soviét suprême, conscient de ce risque, a lancé mardi soir un « appel » au peuple soviétique en le mettant en garde contre le danger de « réactions en chaîne » à la suite des grèves et des conflits de nationalités. Les parlementaires soulignent qu'ils partagent les demandes des travailleurs de voir « avancer dans la mesure du possible » la date des élections locales, qui doivent « se dérouler sur des bases totalement démocratiques », ainsi que de « nettoyer l'appareil dirigeant » et « briser les obstacles bureaucratiques » à la réussite des réformes.

Le conflit des mineurs aura enfin mis au jour un phénomène politique inédit depuis 1917, susceptible d'avoir des implications considérables, celui d'un premier transfert du pouvoir dont dispose en URSS le Parti communiste vers les organes gouvernementaux. Ce sont en effet le Soviét suprême qui se sont occupés de ces grèves, alors que la direction du Parti communiste restait sur la touche. Lors d'une réunion au comité central, M. Ryjkov n'a-t-il pas souligné la semaine dernière que, si le parti ne savait pas s'adapter, il pouvait « perdre de son influence dans l'administration de l'Etat » ?

(Infirm.)

La grève des mineurs a entamé le rôle du parti

L'agitation nationaliste se développe en Géorgie

Un capitaine de la milice a été tué par balles, dimanche, dans un village de l'ouest de la République soviétique de Géorgie, a annoncé, mardi 25 juillet, l'agence Tass.

Cette nouvelle victime porte à vingt-deux le nombre officiel des personnes tuées en Géorgie depuis l'explosion de violence, il y a une dizaine de jours, dans la République autonome d'Abkhazie (rattachée à la Géorgie).

L'agitation, d'autre part, gagne du terrain à Tbilissi, la capitale géorgienne, qui est quotidiennement le théâtre de rassemblements et de manifestations nationalistes. L'agence l'ass a reconnu, mardi,

qu'un meeting rassemblait quelque 18 000 personnes à propos des événements en Abkhazie avant en lieu à Tbilissi. Trente étudiants, dont trois ont déclaré une grève de la faim, ont entamé un sit-in dans le centre ville, a ajouté l'agence, en précisant qu'ils exigent « la complète indépendance de la Géorgie ».

« A bas l'empire russe ! », a été l'un des slogans entendus lundi soir, selon une source nationaliste. Mardi, pour le deuxième jour, plus de 20 000 personnes réclamaient l'indépendance se sont encore rassemblées dans le centre de Tbilissi.

Un scénario identique à celui qui avait conduit le 9 avril, devant la

Maison du gouvernement, à une brutale intervention des forces de l'ordre ; est en train de se mettre en place, estiment les observateurs. L'abolition en mars et en avril avait débuté à propos des manifestations nationalistes des Abkhazes, qui s'estiment bafoués dans leurs droits par les Géorgiens. Très vite, le nationalisme géorgien s'était radicalisé et des manifestations indépendantistes s'élevaient devant la Maison du gouvernement jusqu'à leur dispersion. Une vingtaine de personnes avaient été tuées lors de l'action conduite par l'armée et des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur. (AFP, Reuters.)

Le Vatican nomme un évêque en Biélorussie

Tadeusz Kondrusiewicz, architecte et mathématicien soviétique âgé de quarante-trois ans, diplômé de Leningrad, sera le premier évêque biélorusse depuis la seconde guerre mondiale. Le Vatican a annoncé mardi 25 juillet sa nomination comme administrateur apostolique de Minsk, « ad interim Sanctus Sedes » (directement dépendant du Saint-Siège), avec la dignité épiscopale.

Les autorités de l'URSS et de la Biélorussie, a déclaré le porte-parole du Saint-Siège, ont été informées de la décision du souverain pontife. « Dans le cadre du nouvel esprit instauré par le gouvernement soviétique, a-t-il ajouté, elles ont courtoisement fait savoir au pape qu'elles n'avaient aucune objection à opposer à ce sujet ».

La nomination d'un

administrateur apostolique, Minsk représente un premier pas vers la réorganisation de la hiérarchie catholique dans cette République soviétique.

Le 10 mars dernier, Jean-Paul II avait pu réorganiser la hiérarchie en Lituanie, y nommant deux archevêques et trois administrateurs apostoliques. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléc. MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 48-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 480 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les paysans bloquent les routes

Plusieurs milliers d'agriculteurs ont bloqué, mardi 25 juillet, de nombreuses routes en Pologne pour protester contre l'incertitude actuelle quant à la politique de fixation des prix agricoles.

Cette nouvelle victime porte à vingt-deux le nombre officiel des personnes tuées en Géorgie depuis l'explosion de violence, il y a une dizaine de jours, dans la République autonome d'Abkhazie (rattachée à la Géorgie).

L'agitation, d'autre part, gagne du terrain à Tbilissi, la capitale géorgienne, qui est quotidiennement le théâtre de rassemblements et de manifestations nationalistes. L'agence l'ass a reconnu, mardi,

qu'un meeting rassemblait quelque 18 000 personnes à propos des événements en Abkhazie avant en lieu à Tbilissi. Trente étudiants, dont trois ont déclaré une grève de la faim, ont entamé un sit-in dans le centre ville, a ajouté l'agence, en précisant qu'ils exigent « la complète indépendance de la Géorgie ».

« A bas l'empire russe ! », a été l'un des slogans entendus lundi soir, selon une source nationaliste. Mardi, pour le deuxième jour, plus de 20 000 personnes réclamaient l'indépendance se sont encore rassemblées dans le centre de Tbilissi.

Un scénario identique à celui qui avait conduit le 9 avril, devant la

Maison du gouvernement, à une brutale intervention des forces de l'ordre ; est en train de se mettre en place, estiment les observateurs. L'abolition en mars et en avril avait débuté à propos des manifestations nationalistes des Abkhazes, qui s'estiment bafoués dans leurs droits par les Géorgiens. Très vite, le nationalisme géorgien s'était radicalisé et des manifestations indépendantistes s'élevaient devant la Maison du gouvernement jusqu'à leur dispersion. Une vingtaine de personnes avaient été tuées lors de l'action conduite par l'armée et des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur. (AFP, Reuters.)

Le Vatican nomme un évêque en Biélorussie

Tadeusz Kondrusiewicz, architecte et mathématicien soviétique âgé de quarante-trois ans, diplômé de Leningrad, sera le premier évêque biélorusse depuis la seconde guerre mondiale. Le Vatican a annoncé mardi 25 juillet sa nomination comme administrateur apostolique de Minsk, « ad interim Sanctus Sedes » (directement dépendant du Saint-Siège), avec la dignité épiscopale.

Les autorités de l'URSS et de la Biélorussie, a déclaré le porte-parole du Saint-Siège, ont été informées de la décision du souverain pontife. « Dans le cadre du nouvel esprit instauré par le gouvernement soviétique, a-t-il ajouté, elles ont courtoisement fait savoir au pape qu'elles n'avaient aucune objection à opposer à ce sujet ».

La nomination d'un

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, sur le plan politique et économique. Le retrait des troupes soviétiques en Hongrie a été évoqué. (AFP.)

Union soviétique, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec M. Mikhaïl Gorbatchev, a indiqué l'agence Tass. M. Nyers a déclaré que la Hongrie jouerait un rôle d

Proche-Orient

ISRAËL

Les récentes rencontres entre M. Shamir et des Palestiniens suscitent une polémique

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Si l'objectif des dirigeants de l'OLP, en annonçant la tenue de rencontres avec le premier ministre M. Itzhak Shamir, était essentiellement de relancer le débat politique en Israël, il a été parfaitement atteint. Surtout depuis qu'une personnalité palestinienne de haut rang, l'avocat Jinnah Tarifi, a, confirmé, au cours d'une conférence de presse, avoir effectivement été convoqué récemment à une entrevue avec M. Shamir.

Ministres et députés israéliens de diverses parties ont alors immédiatement engagé une vive polémique sur la signification de cette rencontre entre le chef du gouvernement et une personnalité qui n'est, certes pas, un dirigeant palestinien de premier plan, mais qui est présentée comme un homme d'avenir lié au courant centriste de l'OLP.

M. Jinnah Tarifi a eu droit à une longue interview, mardi soir 25 juillet, à la télévision israélienne. Il n'a pas caché avoir été surpris par cette rencontre avec M. Shamir. Convoqué pour une entrevue avec le coordonnateur des activités israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, le général Gonen, il a ensuite été conduit à la présidence du conseil. L'entrevue avec le premier ministre a duré environ quarante-cinq minutes.

Selon M. Jinnah Tarifi, le premier ministre israélien a, pour sa part, plaidé en faveur de son projet d'élections conduisant à la mise en place d'un régime intérimaire d'autonomie, que M. Shamir aurait présenté comme « un Etat semi-indépendant ». On sait que le premier ministre israélien a effectivement l'habitude d'expliquer que le

conseil autonome palestinien, conforme aux accords de Camp David, aurait tous les attributs d'un gouvernement, à l'exception des affaires étrangères et de la défense.

M. Jinnah Tarifi a, en outre, déclaré qu'il n'était pas formellement membre de l'OLP. M. Avi Pazner, le conseiller de presse de M. Shamir, a refusé de commenter les propos tenus par l'avocat.

En fait on croit savoir, de bonne source, que ces deux dernières semaines, M. Shamir a rencontré six personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza. Le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, lui a, ainsi, multiplié les contacts avec des Palestiniens des territoires occupés, en vue de relancer l'initiative de paix du gouvernement après le démantèlement de la crise avec les partenaires travaillistes de la coalition. Et même si MM. Shamir et Arens - ainsi que les autres dirigeants du Likoud - refusent de l'admettre, il est évident que ces rencontres constituent une forme de discussions indirectes avec l'OLP.

A la question de savoir s'il avait informé la centrale palestinienne des résultats de sa conversation avec M. Shamir, M. Jinnah Tarifi a répondu évasivement : « Rien ne se passe sans que l'OLP, qui dirige notre peuple, ne le sache ». Pour M. Benyamin Ben Eliezer, député travailliste et ancien gouverneur de Cisjordanie et de Gaza, la leçon de la rencontre entre MM. Shamir et Tarifi est claire : cela équivaut à des négociations avec l'OLP. « Il faut cesser de se voiler les yeux », a-t-il dit. Toutes les personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza sont aujourd'hui plus arabisées que Yasser Arafat. - (Interim.)

Enlevée il y a vingt mois par un groupe palestinien

M^{me} Jacqueline Valente a fait parvenir des lettres à M. Dumas

LYON

de notre bureau régional

Alors qu'ils achevaient leur quinzème jour de grève de la faim, M. André et M^{me} Annette M^{me} Valente, beau-frère et sœur de M^{me} Jacqueline Valente, dont l'enlèvement, en novembre 1987, avait été revendiqué par le groupe terroriste palestinien Abou Nidal, ont été convoqués à se rendre au Quai d'Orsay. Cette invitation leur a été transmise, mardi 25 juillet, par le secrétaire général de la préfecture de Rhône. Celui-ci les a informés que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait reçu des lettres et des photographies de M^{me} Jacqueline Valente et qu'il souhaitait les leur montrer, ainsi qu'aux parents de la jeune femme.

Les époux M^{me} Valente, qui se sont installés le 11 juillet dans une petite caravane sur la place Bellecour à Lyon, demandent que le gouvernement obtienne la libération de M^{me} Jacqueline Valente. Ils estiment que celle-ci est retournée contre sa volonté hors de France et refusent la thèse selon laquelle elle vivrait avec l'un de ses ravisseurs palestiniens (le Monde du 31 décembre 1988). « Qu'on nous apporte la preuve de ces affirmations », réclament-ils, en faisant observer qu'il serait invraisemblable que Jacqueline Valente, partie de France pour conserver la garde de ses filles, puisse accepter aujourd'hui d'être séparée. Reste donc à savoir si les documents confirmeront cette thèse ou non.

Depuis leur grève de la faim, les époux M^{me} Valente ont reçu plus de 7 000 pétitions et le soutien d'un certain nombre d'hommes politiques, notamment celui de M. Michel Noir, maire de Lyon et président de la communauté urbaine. Jean-Paul

Kauffmann, qui s'est rendu mercredi 26 juillet en fin de matinée à Lyon pour manifester son soutien à la famille Valente, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que « le gouvernement agit avec légèreté avec cette famille. Nous venons d'apprendre que des lettres et des photos se trouvent au ministère des affaires étrangères. Je suis effaré que l'on y convoque M. André M^{me} Valente et son épouse pour leur donner connaissance alors qu'il aurait été bien plus simple et humain d'envoyer un émissaire de Paris pour leur communiquer ces documents. Je trouve ce procédé scandaleux. (...) On manque de compassion pour Jacqueline Valente et ses enfants, et nous sommes là en présence de la pauvreté absolue ».

R. Ra.

I.T.S. Langues

LES PROFESSEURS
ENSEIGNENT
LEUR LANGUE
MATERNELLE
ANGLAIS - ESPAGNOL
PORTUGAIS - BRÉSILIEN

NOS OBJECTIFS : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue ainsi que des codes propres au pays avec lequel il sera en relation.

Afrique

TUNISIE : mise en garde aux islamistes

Le président Ben Ali émet des réserves sur la multiplication des partis

TUNIS

de notre correspondant

Pour M. Ben Ali, la démocratie ne doit pas être synonyme d'anarchie. Tel est le thème principal qu'il a développé, mardi 25 juillet, dans un discours prononcé à l'occasion du trentième anniversaire de la proclamation de la République. Tout en réaffirmant son attachement au pluralisme politique qu'il a effectivement favorisé depuis son arrivée au pouvoir, le chef de l'Etat n'a pas caché ses réserves à l'égard de la reconnaissance des divers mouvements plus ou moins représentatifs, qui demandent leur légitimation aux côtés des sept partis déjà existants. Il a estimé qu'une pléthore de partis « ne peut servir l'intérêt du pays, du fait qu'elle engendrerait la dispersion des énergies et crée des antagonismes ».

Réaffirmation du parti-Etat

Mais, c'est surtout aux islamistes que M. Ben Ali s'est implicitement adressé, non pas pour leur fermer la porte mais pour leur demander de mettre cartes sur table, une fois pour toutes, s'ils veulent que leur mouvement Emdahda (la renaissance) soit autorisé à se constituer en parti. « Rien ne justifie la constitution d'une formation tant que celle-ci n'aura pas défini le modèle de société qu'elle préconise, clarifié sa position vis-à-vis d'un certain nombre de questions de civilisation et tant qu'elle ne se sera pas engagée à respecter l'égalité en droits et en devoirs des citoyens et citoyennes et le principe de la tolérance et de la liberté de conscience », a-t-il déclaré. M. Ben Ali a aussi été très net en ce qui concerne la place du Rassem-

blement constitutionnel démocratique (RCD), dont il préside les destinées, en affirmant qu'il doit continuer à assurer un rôle-phare dans l'expérience démocratique. « Le RCD, a-t-il dit, doit être en mesure de prendre en charge cette étape décisive de notre histoire. Aussi proclamons-nous avec franchise et clarté qu'il est le parti du président, en même temps qu'il est le parti du changement. C'est là une réaffirmation à peine déguisée de la notion de parti-Etat, que l'opposition a relevée avec quelque dépit.

Mais, la précision avait aussi pour but, semble-t-il, de balayer les rumeurs qui ont circulé ces derniers mois, selon lesquelles le pouvoir pourrait favoriser la création d'une nouvelle formation politique, qui viendrait s'intercaler entre le RCD et le Mouvement islamique. Cette formule, selon ses partisans, aurait eu l'avantage d'éviter les dangers d'une bipolarisation - dont le chef de l'Etat lui-même serait conscient - et qui se sont fait jour après le cuisant échec lors des élections législatives d'avril de tous les autres partis.

C'est le cas, entre autres, du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), dont le conseil national s'est réuni, mardi, pour débattre de l'intention de M. Ahmed Mestiri de se retirer du secrétariat général. Les dirigeants du mouvement ont été unanimes à lui demander de revenir sur sa décision. M. Mestiri fera connaître sa position dimanche prochain. Il avait été repus, voilà quatre jours, par le président Ben Ali, qui, croit-on, apprécierait de le voir demeurer sur la scène politique.

MICHEL DEURÉ.

Accusée d'abus contre les droits de l'homme

La Mauritanie reproche à Amnesty International de reprendre les allégations du Sénégal

Le ministre mauritanien de l'information, M. Mohamed Lemine Ould Ahmed, a accusé, mardi 25 juillet, le Sénégal de se livrer à des « massacres » contre les Mauritanais vivant sur son territoire, en réponse à Amnesty International, qui avait déposé, le matin même, « une vague d'abus contre les droits de l'homme en Mauritanie ». Dans une déclaration diffusée à la radio, M. Ould Ahmed a invité l'organisation humanitaire à se pencher sur « la situation de centaines de milliers de Mauritanais encore gardés au Sénégal dans les conditions les plus inhumaines », accusant les forces de l'ordre sénégalaises de « traquer » les Mauritanais du Sénégal.

Le matin même, Amnesty International avait rapporté des « informations solides et crédibles » faisant état de tortures, d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires commises par les forces mauritanaises, lors de l'expulsion forcée de plusieurs milliers de Noirs vers le Sénégal, à la suite des affrontements d'avril dernier entre Sénégalais et Mauritanais.

Amnesty International, a affirmé le ministre, s'est contenté de « reprendre mot à mot les allégations et les accusations du gouvernement sénégalais contre la Mauritanie », sans « dire un seul mot », de ce qui est « très grave », de ce qui se passe au Sénégal, où « des Mauritanais ont été pillés en grand nombre, d'autres brûlés vifs ou mutilés, des crânes d'enfants brisés, des femmes agressées ».

D'autre part, la Mauritanie a adressé, mardi, une lettre au président du Conseil de sécurité des Nations unies sur le conflit qui l'oppose au Sénégal. Dans un communiqué, le ministre mauritanien des affaires étrangères a expliqué que cette lettre constituait la réplique à une lettre comparable envoyée, la semaine dernière, au Conseil de sécurité par le ministre sénégalais des Forces armées, M. Médoune Fall, assurant l'interim du ministre des affaires étrangères. Dans cette lettre, Dakar demandait notamment au Conseil de sécurité de trouver « la procédure appropriée » pour que cesse le banissement des Mauritanais de race noire et leur expulsion vers le Sénégal. - (AFP.)

ANGOLA : 42 morts dans un accident d'avion

L'UNITA dément avoir abattu un Antonov-26

L'Union internationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a nié, mardi 25 juillet, avoir abattu l'Antonov-26 qui s'est écrasé, dimanche, dans la province de Moxico (centre-est de l'Angola), tuant quarante-deux des quarante-huit personnes qui se trouvaient à bord. Le porte-parole de l'UNITA dans la capitale portugaise, M. Nor-

berto Castro, a « formellement démenti » que l'appareil ait été touché par un missile tiré par ses forces rebelles, comme l'avait annoncé l'agence officielle angolaise.

Selon le porte-parole du mouvement rebelle, l'attaque contre l'Antonov-26 qui assurait la liaison entre Luena, capitale de la province de Moxico, et Cazombo, pourrait être l'œuvre de « factions du MPLA (Parti unique au pouvoir à Luanda) opposées aux accords de Ghadilite (Zaire) », du 22 juin dernier sur un cessez-le-feu en Angola. « Le président José Eduardo dos Santos est fermement décidé à aller de l'avant dans le processus de paix en Angola, mais certains secteurs du MPLA sont radicalement contre », a estimé M. Castro.

Le département d'Etat américain a indiqué, dans un communiqué, qu'il ne pouvait confirmer qu'un avion ait été abattu ni que l'UNITA soit responsable. « Cependant, toute violation du cessez-le-feu (...) nous inquiète gravement », un cessez-le-feu réel étant « crucial » pour les négociations entamées entre Luanda et l'UNITA. Il presse les deux parties de « parvenir rapidement à un accord sur des mécanismes empêchant les violations » du cessez-le-feu. Les négociations menées avec la médiation du Zaire ont été suspendues le 22 juillet jusqu'au 31 juillet. - (AFP.)

Amériques

SALVADOR

La police multiplie les arrestations et les expulsions

Les autorités salvadoriennes ont décidé l'expulsion de quatre étrangers, un Américain, un Brésilien, un Français et une Péruvienne, qui travaillaient en coopération avec l'archevêché de San Salvador dans des quartiers pauvres de la capitale. Au cours d'une conférence de presse, mardi 25 juillet, le chef de la police salvadorienne, M. Heriberto Hernandez, a expliqué que les quatre personnes étaient accusées d'avoir « travaillé pour la subversion ». Des porte-parole de l'Eglise salvadorienne avaient auparavant dénoncé l'arrestation du médecin français Nathan Kamliot et de l'infirmière brésilienne Beatriz Cola-

pierio, accusée d'avoir fourni des médicaments à la guérilla salvadorienne. M. Salomon Enrique Rosa Chavez, frère de l'évêque auxiliaire de San Salvador, a lui aussi été arrêté, la police l'accusant de travailler pour Radio-Venceremos, la station clandestine de la guérilla.

D'autre part à Washington, un groupe de parlementaires démocrates a demandé au secrétaire d'Etat, M. James Baker, d'ouvrir une enquête sur des agissements présumés d'escadrons de la mort salvadoriens aux Etats-Unis. Dans une lettre à M. Baker, onze députés de la

Chambre des représentants soulignent que « la droite salvadorienne, peut-être inspirée par l'arrivée au pouvoir du parti ARENA, a préparé un programme de surveillance, d'intimidation et d'attaque » contre quelques-uns des sept cent cinquante mille réfugiés salvadoriens qui vivent aux Etats-Unis. Les documents rassemblés par la coordonnatrice nationale du Comité des réfugiés centra-méricains, M^{me} Carmen Monica, « indiquent qu'une campagne de terreur est menée par la droite salvadorienne » écrivent les parlementaires américains. - (AFP, Reuter, UPI.)

PRINTEMPS

EXPO LA MARSEILLAISE

18 juillet-16 août

Pour découvrir les dessous de l'Opéra-Ballet du 14 Juillet, le Printemps vous présente en exclusivité les créations de Jean-Paul Goude : les croquis, les maquettes de décor et les costumes qui ont donné naissance à ce spectacle magique.

Printemps Haussmann 2ème étage du Printemps de la Mode.

AU NOM DE DIEU

Le cinquième tour des élections présidentielles et le référendum de révision de la Constitution de la République Islamique d'Iran auront lieu le vendredi 28 juillet 1989 de 9 h à 20 h à l'Ambassade.

En participant à ces scrutins importants, nos chers compatriotes joueront bien entendu leurs rôles constructifs.

N'oubliez pas de vous munir de votre passeport pour voter. Ambassade de la République Islamique d'Iran à Paris.

Asie

CHINE

Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté dans l'université de Pékin

Pour la première fois depuis l'écrasement du « printemps de Pékin », il y a un mois et demi, au moins trois cents étudiants ont manifesté dimanche 23 juillet sur le campus de l'université de Pékin. Ils ont chanté ironiquement des chants patriotiques comme « Il n'y aurait pas de Chine sans le Parti communiste ! » avant de rentrer tranquillement dans leur dortoir. La manifestation a duré deux heures. Les autorités s'efforcent de retrouver les contestataires.

D'autre part, dans le province de Jiangsu, proche de Shanghai, la police a annoncé l'arrestation de trois mille sept cent quatre-vingt-deux personnes en trois jours et la découverte de plus de 10 000 dollars destinés à financer l'agitation antigouvernementale. — (AP, AFP.)

POINT DE VUE

M. Bérégovoy, l'économie et la démocratie

Par Bernard-Henri Lévy

Où ou non, la France versera-t-elle à la Chine le fameux prêt de 830 millions dont l'existence nous fut révélée, à la veille du 14 juillet, par une dépêche officielle de Pékin ?

On avait de bonnes raisons d'en douter après les prises de position de Jacques Attali, puis de François Mitterrand, qui répondaient à la vive émotion soulevée par la nouvelle (1). Depuis le mise au point du ministre des finances assurant que le Crédit national « honorerait ses engagements », tout semble remis en cause ; et il y a dans cette volte-face un parfum d'épiscopat qui ne peut qu'alarmer à nouveau tous ceux qui, depuis des semaines, plaident pour la fermeté.

La France n'aurait de raison, nous dit-on, de réviser sa position qu'en cas de « dégradation de la situation ». Que faut-il donc à ces messieurs ? Combien d'arrestations ? Combien de dissidents traqués, puis finalement arrêtés, comme vient de l'être M. Wang Dan ? Que M. Bérégovoy me pardonne : mais une « situation » de terreur où l'on continue d'étouffer les moindres manifestations de culture et de liberté me paraît suffisamment « dégradée » pour mériter la vigilance d'un Etat démocratique.

La France, continue-t-il, aurait sur le marché chinois des positions à défendre, des intérêts à préserver. Soit ! Mais on me permettra d'ajouter qu'elle a aussi des valeurs, des principes à illustrer. On me permettra de rappeler que, à l'heure où les experts des deux pays mettaient la dernière main aux « modalités techniques » d'application des contrats, nous voyions défiler sur les Champs-Élysées des étudiants chinois qui témoignaient pour l'existence de la Chine, par leur attitude, de la plus parfaite conformité à la vocation d'une France qui entendait, ce soir-là, diffuser à travers le monde le message des droits de l'homme ?

Nous avons signé des contrats, dit encore le ministre des finances, et nous devons coûte que coûte honorer notre parole. Certes. Mais nous avons tout de même, dans notre histoire, signé autre chose que des contrats. Nous avons des « déclarations » qui nous engagent au moins autant que les savants « protocoles » des fonctionnaires du Trésor. Que la France songe à son crédit commercial, c'est bien ; qu'elle songe à son crédit moral — ce sera mieux. Qu'elle honore sa signature financière, bien sûr ; mais à condition qu'elle ne se déshonore pas, ce faisant, aux yeux du peuple chinois et de tous ceux qui, hors de Chine, attendent d'elle une juste parole.

L'arme économique

Il y a une phrase enfin qui, dans le communiqué du ministère, est proprement scandaleuse. C'est celle qui stipulait que les versements au titre du protocole de printemps devaient être gelés « le temps que les esprits se calment ». L'impudence, cette fois, le dispute au cynisme. Et l'on aura rarement vu si franchement spéculer sur ce qu'il faut bien appeler la frivole de l'opinion, la volatilité de ses indignations. Laissons passer la

● HONGKONG : violents affrontements entre policiers et réfugiés vietnamiens. — De violents incidents ont opposé au cours du week-end plusieurs centaines de réfugiés vietnamiens, anciens « boat people », à des policiers, faisant un mort et « un nombre considérable de blessés », selon le responsable local du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). M. Robert Van Leuven. Ces affrontements ont eu lieu dans le camp de Sek-Kong, situé à la périphérie de la colonie britannique, où se trouvent actuellement cinquante mille réfugiés de la mer. — (AP, AFP.)

vague, semblent dire les fins stratèges. Attendons que ces fâcheux retournent à leurs études. Attendons même, pourquoi pas, qu'un massacre chasse l'autre. Et nous pourrions alors, toutes honte bue, et dans l'indifférence générale, subventionner les assassinats.

Entendons-nous. Je ne crois bien évidemment pas qu'il faille renoncer à nos liens avec la Chine martyre. Et lorsque nous avons, ici même (2), appelé à sanctionner le régime de M. Deng, il ne s'agissait en aucun cas d'une proposition de rupture. On peut investir à Pékin, disions-nous. On peut s'y installer. Mais en encourageant cette présence d'un certain nombre de conditions qui, non contentes de sauver l'honneur, sauvent des vies humaines.

Un contrat peut protéger un dissident, ouvrir les portes d'une prison. Il peut assurer un crédit à de grandes mesures de libéralisation. S'il ne saurait être question d'exiger d'un entrepreneur le respect d'une morale dont se fiche son ministre, on peut leur demander à tous deux de jouer de cette arme corbille — et au fond, plus efficace — qu'est l'arme économique. Peut-être restera à Pékin. Ainsi que François Mitterrand. Et peut-être est-il inévitable que soient finalement versés les fameux 830 millions. Mais je propose que, dans tous les cas, un échéancier soit établi, qui tienne aussi compte des droits de l'homme. Donnons-leur la parole du Crédit national contre une première liste de prisonniers dont nous tenons les noms à sa disposition.

(1) Cf. entre autres, l'appel signé avec Henri Cartier-Bresson, André Glucksmann et Yves Montand, le 16 juillet.

(2) « Des sanctions contre la Chine », le Monde, du 29 juin ; appel du Comité international contre la répression en Chine (secrétariat : 14, rue Duphot, 75001 Paris).

NEW-DELHI

De notre correspondant,

« Une poignée d'éléments opportunistes liés aux criminels et aux communistes ». Lorsque M. Rajiv Gandhi résume ainsi son sentiment sur les chefs de file de l'opposition, aucune voix ou presque ne s'élève en Inde pour relever que c'est là un langage peut-être un peu abrupt pour le premier ministre de la « plus grande démocratie du monde ». Dans moins de six mois, des élections générales vont sanctionner cinq années de « gestion Rajiv », et celui-ci a d'ores et déjà donné le coup d'envoi et le ton de la campagne électorale.

Le « jeune premier ministre » investi d'une aura de probité (on l'appellait « M. Propre ») et de l'image d'un « battant » après son succès électoral de 1984, qui, il est vrai, suivait de peu l'assassinat de sa mère Indira Gandhi, a bien changé. Introduit dans le sillage par accident, ce pilote de ligne sans ambitions politiques s'est mis au cours de ce quinquennat en un politicien qui se sert admirablement de tous les leviers d'un pouvoir qu'il entend bien conserver coûte que coûte. La lutte contre la corruption est passée au second rang des priorités.

L'appareil d'Etat est mobilisé en fonction de cette échecance et, alors qu'une certaine incertitude demeure quant à d'éventuelles élections anticipées, la stratégie du parti du Congrès est arrêtée : une campagne sans concessions pour « démolir » M. V.P. Singh et ses principaux lieutenants et, parallèlement, un slogan qui est à lui seul un formidable programme électoral : « le pouvoir au peuple ».

M. Gandhi a déjà obtenu un succès qui n'est pas mince, même s'il n'est peut-être que momentané : faire oublier qu'un nom et celui d'un gouvernement étaient jusqu'à une date récente synonymes d'une série d'« affaires » retentissantes. Oubliés donc Bofors, firme suédoise qui a versé d'importants pots-de-vin pour vendre des canons à l'armée indienne, Fairfax, (agence de détectives américaine utilisée à des fins politiques), HDW (une autre affaire de pots-de-vin liée à un contrat d'achat de sous-marins allemands), ces scandales jamais éliminés.

Effacés, les échecs électoraux du Bengale, du Kerala, de Haryana, du Tamil-Nadu et d'Allahabad ? Enterrés le souvenir de la « guerre » entre le premier ministre et l'ancien président Zail Singh, celui de la piémont rebelle qui s'est tenu jusqu'à une date récente synonymes d'une série d'« affaires » retentissantes. Oubliés donc Bofors, firme suédoise qui a versé d'importants pots-de-vin pour vendre des canons à l'armée indienne, Fairfax, (agence de détectives américaine utilisée à des fins politiques), HDW (une autre affaire de pots-de-vin liée à un contrat d'achat de sous-marins allemands), ces scandales jamais éliminés.

Effacés, les échecs électoraux du Bengale, du Kerala, de Haryana, du Tamil-Nadu et d'Allahabad ? Enterrés le souvenir de la « guerre » entre le premier ministre et l'ancien président Zail Singh, celui de la piémont rebelle qui s'est tenu jusqu'à une date récente synonymes d'une série d'« affaires » retentissantes. Oubliés donc Bofors, firme suédoise qui a versé d'importants pots-de-vin pour vendre des canons à l'armée indienne, Fairfax, (agence de détectives américaine utilisée à des fins politiques), HDW (une autre affaire de pots-de-vin liée à un contrat d'achat de sous-marins allemands), ces scandales jamais éliminés.

Effacés, les échecs électoraux du Bengale, du Kerala, de Haryana, du Tamil-Nadu et d'Allahabad ? Enterrés le souvenir de la « guerre » entre le premier ministre et l'ancien président Zail Singh, celui de la piémont rebelle qui s'est tenu jusqu'à une date récente synonymes d'une série d'« affaires » retentissantes. Oubliés donc Bofors, firme suédoise qui a versé d'importants pots-de-vin pour vendre des canons à l'armée indienne, Fairfax, (agence de détectives américaine utilisée à des fins politiques), HDW (une autre affaire de pots-de-vin liée à un contrat d'achat de sous-marins allemands), ces scandales jamais éliminés.

Effacés, les échecs électoraux du Bengale, du Kerala, de Haryana, du Tamil-Nadu et d'Allahabad ? Enterrés le souvenir de la « guerre » entre le premier ministre et l'ancien président Zail Singh, celui de la piémont rebelle qui s'est tenu jusqu'à une date récente synonymes d'une série d'« affaires » retentissantes. Oubliés donc Bofors, firme suédoise qui a versé d'importants pots-de-vin pour vendre des canons à l'armée indienne, Fairfax, (agence de détectives américaine utilisée à des fins politiques), HDW (une autre affaire de pots-de-vin liée à un contrat d'achat de sous-marins allemands), ces scandales jamais éliminés.

Effacés, les échecs électoraux du Bengale, du Kerala, de Haryana, du Tamil-Nadu et d'Allahabad ? Enterrés le souvenir de la « guerre » entre le premier ministre et l'ancien président Zail Singh, celui de la piémont rebelle qui s'est tenu jusqu'à une date récente synonymes d'une série d'« affaires » retentissantes. Oubliés donc Bofors, firme suédoise qui a versé d'importants pots-de-vin pour vendre des canons à l'armée indienne, Fairfax, (agence de détectives américaine utilisée à des fins politiques), HDW (une autre affaire de pots-de-vin liée à un contrat d'achat de sous-marins allemands), ces scandales jamais éliminés.

Effacés, les échecs électoraux du Bengale, du Kerala, de Haryana, du Tamil-Nadu et d'Allahabad ? Enterrés le souvenir de la « guerre » entre le premier ministre et l'ancien président Zail Singh, celui de la piémont rebelle qui s'est tenu jusqu'à une date récente synonymes d'une série d'« affaires » retentissantes. Oubliés donc Bofors, firme suédoise qui a versé d'importants pots-de-vin pour vendre des canons à l'armée indienne, Fairfax, (agence de détectives américaine utilisée à des fins politiques), HDW (une autre affaire de pots-de-vin liée à un contrat d'achat de sous-marins allemands), ces scandales jamais éliminés.

INDE : à cinq mois des élections législatives

M. Rajiv Gandhi à la conquête des « six cent mille villages »...

Après avoir déserté la Chambre basse, les parlementaires de l'opposition ont quitté mardi 25 juillet en masse la Chambre haute du Parlement indien au cours d'un débat houleux consacré au scandale Bofors sur la livraison, dans des circonstances controversées, de canons, à la suite d'un contrat signé en 1983. L'opposition exige la démission du premier ministre, M. Rajiv Gandhi. Celui-ci s'est déjà lancé dans une longue campagne électorale, s'attachant avant tout à consolider son assise rurale.

son Thakkar qui mettait en cause les circonstances pourtant bien étranges de l'assassinat d'Indira Gandhi ? Quand on fait le compte, M. Gandhi apparaît comme un miracle politique.

Mais les faits sont là : il a repris l'offensive. Grâce à un projet de loi, aux erreurs de ses adversaires, et aux conditions atmosphériques. Pour la deuxième année consécutive, les pluies de mousson, selon les experts, devraient être normales. Les prévisions concernant les récoltes sont donc optimistes, ce qui a bien sûr une incidence prépondérante sur la situation économique, et sur l'état d'esprit des électeurs.

« Historique et révolutionnaire » : telles sont, selon M. Gandhi, les caractéristiques de la loi sur les Panchayat (1) qui sera examinée par le Lok Sabha, la Chambre des députés. Le premier ministre a déjà entamé une série de déplacements en province pour expliquer aux 300 millions d'électeurs ruraux que cette loi leur apporte la « démocratie » (l'élection, tous les cinq ans, d'une assemblée dans chaque village) et la « décentralisation », et leur propose de prendre eux-mêmes en charge la gestion de leurs affaires.

En tenant ce discours, M. Gandhi a réussi à transformer sa propre image : retrouvant le style et les accents populistes qui ont si bien réussi à sa mère, il a gommé les aspects trop modernistes de sa personnalité, celle d'un premier ministre qui a longtemps cru que l'Inde allait se moderniser par une révolution technologique, un concept situé à des années-lumière de campagnes indiennes médiévales. Disait-on que M. Gandhi était surtout intéressé par l'élection des villes et l'émergence de cette fameuse « classe moyenne », grande dévoreuse de pouvoir d'achat et de gadgets à l'occidentale ? La voilà qui va à la rencontre des six cent mille villages, le cœur de l'Inde.

Pro-riches, le premier ministre ? Le loi sur les Panchayat prévoit que les intouchables, les castes et les tribus « inférieures » auront des sièges réservés en proportion de leur poids démographique, ce qui, dans une société indienne où les mas-

ses gratuits de harajans (intouchables) par des membres de castes « supérieures » ne sont pas rares, constitue effectivement une révolution (2). « Macho », le chef du gouvernement ? La loi accorde 30 % des sièges aux femmes. Imagine-t-on le bouleversement que représenterait une telle disposition dans ces villages du Rajasthan où il est encore de bon ton qu'une épouse commette le *sati*, c'est-à-dire qu'elle s'immole — plus ou moins volontairement — sur le bûcher de son mari ? L'application de la loi est une autre histoire. Peu importe : dans un premier temps, M. Gandhi compte bien profiter des retombées électorales de cet effet d'annonce.

Une oppression divine

Pour éviter que les Etats dirigés par l'opposition ne repoussent une loi qui est la réforme majeure des « années Rajiv », le texte deviendra le 64^e amendement de la Constitution. C'est sur ce thème que l'opposition entend mener une campagne de protestation : la loi rogne les pouvoirs des Etats au profit du pouvoir central, elle est donc une menace pour la structure fédérale de l'Union, garantie par la Constitution. Reste qu'il sera difficile aux législateurs du Front national (la coalition électorale de l'opposition, qui comprend notamment le Janata Dal de M. V.P. Singh) de mobiliser les paysans du Bihar sur cette atteinte à l'« esprit du fédéralisme ».

L'opposition — c'est la chance du parti du Congrès — et de son chef n'est toujours qu'une addition de particularismes régionaux et de personnalités qui acceptent parfois difficilement le leadership de M. V.P. Singh. Celui-ci tente de regrouper tous les mécontents et les déçus de l'ère Gandhi, mais il pâtit des divisions dans son propre parti, d'un certain manque de programme, et d'une nette pusillanimité dans le choix de ses alliés sur l'échiquier politique, entre les formations hindouistes de droite et les partis de gauche. L'enjeu est pourtant de taille : selon un récent sondage, l'opposition serait en mesure de devancer le Congrès si elle était capable de présenter un seul candidat par circonscription.

Le Janata Dal a conclu des alliances locales avec le BJP, une formation hindouiste de droite dont l'appui est indispensable à M. V.P. Singh pour espérer l'emporter dans les Etats dits de la « ceinture hindie », notamment au Rajasthan, en Uttar-Pradesh et au Bihar, tout en soulignant que ses divergences avec le BJP interdisent un accord national. Or, derrière le BJP, les formations minoritaires mais extrémistes comme le Shiv Sena et le RSS ne sont pas loins.

Dès lors, l'unité de l'opposition dans les Etats du Sud comme le Kerala et le Bengale, dirigés par le Parti communiste (avec qui M. Singh recherche aussi des alliances locales), devient très aléatoire. Enfin, l'un des principaux chefs du Janata Dal, M. Chandru Shekhar, poursuit une polémique publique et incessante avec M. Singh, dont il ne veut à aucun prix comme candidat au poste de premier ministre. Les relations entre les deux hommes se sont détériorées depuis que le gouvernement de M. Gandhi a dissous l'Assemblée locale du Karnataka, le seul Etat dirigé par la formation de M. Singh.

Comme le premier ministre, M. Singh voyage dans l'Inde profonde, affûtant çà et là des thèmes électoraux pour les prochains mois. Les stratégies du Front national vont continuer à utiliser l'image d'un premier ministre écologiste par les scandales et, si possible, tenter d'en faire émerger de nouveaux. L'objectif est de montrer que seul M. V.P. Singh mérite ce surnom de « M. Propre » qu'il portait effectivement lorsqu'il était le ministre des finances de la Karnataka, a-t-il lancé pour dénoncer la maladresse du pouvoir sur les moyens d'information publics.

Si les élections parlementaires ont lieu à leur terme (courant décembre), l'opposition dispose d'un délai pour soigner son unité, même si celle-ci risque d'être de courte durée. Reste une inconnue de taille : avec l'abaissement de l'âge du vote de vingt et un à dix-huit ans, un nouveau scrutin, dont nul ne connaît les inclinations, va participer pour la première fois au scrutin. Or ces jeunes électeurs sont 47 millions...

LAURENT ZECCHINI

(1) L'équivalent d'un conseil municipal.

(2) Selon le recensement de 1971, il y avait 82,5 millions d'Indiens appartenant aux « scheduled castes », c'est-à-dire aux castes d'intouchables, et 41,2 millions d'Indiens membres des « scheduled tribes », ou tribus ne relevant pas en propre d'une caste déterminée, 22 % de la population de l'Inde.

CAMBODGE : la table ronde de La Celle-Saint-Cloud

Désaccord total entre les quatre parties cambodgiennes

Réunis pour la première fois au château de La Celle-Saint-Cloud mardi 25 juillet sous la présidence et la médiation de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, les chefs des quatre parties cambodgiennes se sont séparés au bout de quatre heures sur un désaccord complet. Pendant que l'artillerie vietnamito-khmère pilonnait des camps de réfugiés khmers rouges à la frontière thaïlandaise, les dirigeants de la résistance — le prince Sihanouk, MM. Son Samnang (nationaliste) et Khieu Samphan (khmer

M. Roland Dumas leur avait pourtant demandé de « déposer leurs préoccupations immédiates ou leurs préférences » et d'« élever leur regard au niveau de l'intérêt national », et s'était entretenu avec tous les dirigeants khmers, sauf M. Khieu Samphan, pour les appeler à la raison. Mais il faudra tout d'abord qu'ils se mettent d'accord sur la manière dont ils se présenteront à la conférence : doivent-ils être une seule délégation, comme l'a suggéré le prince, deux, comme le demande M. Hun Sen, ou bien quatre ? Toujours est-il que le chef de régime de Phnom-Penh s'est montré au moins aussi intraitable que ses interlocuteurs.

De fausses confidences avaient tout d'abord laissé croire que tout se passait bien. Il n'en était en fait rien. Le déjeuner entre les quatre n'a pas eu lieu et la réunion prévue pour mercredi a été annulée. Le prince Sihanouk a donné le ton en affirmant que « la division est plus grave que jamais », qu'« accepter deux délégations, c'est reconnaître qu'il y a deux Cambodges, ce qui serait mortel pour l'avenir du pays ». « Je suis très pessimiste, mais le Quai d'Orsay m'a dit : « N'allez pas trop loin dans votre pessimisme ». Le prince continue d'exiger que les Khmers rouges

soient associés à toute solution, seule garantie qu'il n'y ait pas de guerre civile, et il ne manque pas de rappeler à M. Hun Sen qu'il est lui aussi un ancien Khmer rouge.

Plus courtois à l'égard du prince que la veille, M. Hun Sen s'est livré à un nouvel exercice de décongé des questions internes et internationales du Cambodge, et a tenté à nouveau de pousser un coin entre les trois délégations de la résistance en isolant les Khmers rouges. Il a affirmé que la responsabilité de l'échec incombait à M. Khieu Samphan, ce que nient les siennistes. « J'ai été trompé », a-t-il affirmé, exprimant toutefois l'espoir que les efforts de M. Dumas pour trouver un compromis soient couronnés de succès.

Si des indices glanés autour de la table ronde laissent à penser que les points ne sont pas totalement rompus malgré les déclarations fracassantes, les espoirs de ceux qui croyaient à une solution assez proche auront été déçus. Ceux qui, comme certains pays de l'ASEAN (1), jugeaient la conférence prématurée ou la position de la France trop « pro-Hunol et pro-Phnom-Penh », y trouveront sans doute la justification de leurs craintes. Le « dialogue » entre MM. Khieu Samphan et Hun Sen a été très dur, haineux même. Mais si

un compromis acceptable était trouvé dimanche, une bonne partie des obstacles — 30 % ou 40 % disent certains observateurs — pourraient être levés.

PATRICIE DE BEER.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

PHILIPPINES : à mi-parcours de son mandat

M^{me} Aquino dénonce « la corruption et l'incompétence » qui minent son régime

MANILLE

correspondance

Arrivée à la moitié de son mandat de cinq ans, qu'elle a dit ne pas vouloir prolonger, la présidente Cory Aquino a ouvert lundi 24 juillet la troisième session parlementaire de la « démocratie restaurée » en faisant d'amers constats.

Son discours sur l'état de la nation fut une ferme mise en garde à l'encontre de ceux pour qui, dans l'administration, « la corruption et l'incompétence » seraient devenues la norme. La veille, M^{me} Aquino avait été rudement interpellée par une lettre de l'évêque philippin qui accusait sans ambages « la confusion et la corruption dévotement aujourd'hui, à notre grande honte, un élément ordinaire de la vie publique de notre pays... Le plus terrible, c'est que ces actes ne sont plus perçus comme des péchés, mais comme des preuves d'habileté (lorsqu'ils réussissent) ou comme de simples erreurs (lorsqu'ils échouent) ».

M^{me} Aquino s'était elle-même faite des irrégularités qui entachent son régime. La dernière « affaire » en date est un dossier particulièrement sensible : la réforme agraire. Avec la conversion de fonctionnaires peu scrupuleux, nombre de propriétaires vendant leur terre afin qu'elle soit redistribuée avaient été à deux doigts de recevoir en compensation des sommes vingt fois supérieures à la valeur réelle de la terre.

Le visage les et sévère, la présidente philippine a promis, une fois de plus, d'avoir recours à des

moyens énergiques pour « déraciner » ce mal qui contribue tant, de son propre aveu, à discréditer son régime. « La fraude fiscale, a-t-elle observé, est devenue un sport national... »

Réveil économique

M^{me} Aquino a peu parlé, en revanche, de deux autres dossiers sensibles : le malaise de l'armée et le « terrorisme communiste ». Selon le chef de l'Etat philippin, en effet, le premier de ces maux aurait disparu ; le deuxième serait en voie de disparition.

M^{me} Aquino a fièrement souligné que l'économie avait redémarré de façon fulgurante (6,5 % de croissance en 1988, augmentation de 25 % de la masse des capitaux investis), tout en reconnaissant que le réveil économique « avait surtout permis le rétablissement des anciennes fortunes ». Vingt-neuf millions de Philippins, soit plus de la moitié de la population, restent « pauvres », dont 30 % « très pauvres ». Elle a demandé au Parlement de consacrer l'essentiel de la prochaine session à favoriser l'essor des régions rurales.

Mais l'impression qu'on retiendra de ce « constat à mi-parcours » est que M^{me} Aquino, sans désespérer, prend publiquement conscience de l'énormité de la tâche qui l'attend encore : changer l'état d'esprit d'une société sans avoir de nouveau recours à des méthodes « révolutionnaires ».

KIM GORDON-BATES

Le contentieux législatif

Deux lois jugées conformes par le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel a déclaré, mardi 25 juillet, conformes à la Constitution deux des lois qui lui avaient été déférées à la fin de la session parlementaire : le texte relatif à la prévention du licenciement

économique et celui qui étend aux voies de chemin de fer la procédure d'expropriation en matière d'urbanisme (le Monde des 1^{er} et 7 juillet).

La loi sur la prévention du licenciement économique a fait l'objet d'une interprétation contraignante en ce qui concerne le droit d'ester en justice des organisations syndicales.

Urbanisme et agglomérations nouvelles : l'expropriation ferroviaire à grande vitesse légitimée

Les députés de l'opposition ont contesté la loi relative à la procédure d'expropriation des voies de chemin de fer de la procédure, sous conditions, d'expropriation en matière d'urbanisme et de la compétence de cet article.

La procédure législative, le Conseil constitutionnel répond :

« Il a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 28 septembre 1988, un projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles : (...) par son contenu, ce texte concernait des aspects variés du droit de l'urbanisme : qu'il s'agisse des règles applicables aux schémas directeurs, aux plans d'occupation des sols, aux zones d'aménagement concerté ou à l'exercice du droit de préemption ; l'intérieur des zones d'aménagement différé ; (...) en raison de l'incidence de la réalisation des équipements d'infrastructure sur les choix d'urbanisme et la politique foncière des collectivités publiques, ne peuvent être regardés comme dépourvus de lien avec des projets soumis à la délibération des assemblées des dispositions qui, comme celles de l'article 9 de la loi déférée, ont pour objet de faciliter la réalisation d'équipements publics d'infrastructure ; (...) il s'agit de la loi qui a été soumise à l'examen du Conseil constitutionnel a été adoptée selon une procédure conforme à la Constitution. »

Quant au fond, les auteurs de la saisine estimaient l'article 9 de la loi contraire à la Constitution dans la mesure où il complète l'article L.15-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lui-même jugé inconstitutionnel par les juges saisis.

Après avoir rappelé : « Que la régularité au regard de la Constitution des termes d'une loi promulguée peut être utilement contestée à l'occasion de la soumission au Conseil constitutionnel de dispositions législatives qui la complètent, la loi déférée, le Conseil a jugé que la conformité à la Constitution de cet article L.15-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et des textes législatifs auxquels il renvoie.

Le Conseil estime : « Que l'article L.15-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique rend possible la prise de possession de terrains non bâtis

dont l'expropriation est poursuivie en vue de la réalisation de grands ouvrages publics d'intérêt national ; qu'en réservant la possibilité d'utiliser la procédure exceptionnelle qu'il prévoit dans le seul cas de « difficultés tenant à la prise de possession d'un ou plusieurs terrains non bâtis situés dans les emprises de l'ouvrage », le texte de l'article L.15-9 implique qu'il ne peut être invoqué que lorsque apparaissent des difficultés bien localisées susceptibles de retarder l'exécution des travaux et que la procédure normale est déjà largement avancée ;

« Que le recours à la procédure exceptionnelle requiert dans chaque cas l'intervention d'un décret pris sur avis conforme du Conseil d'Etat ; que la prise de possession, lorsqu'elle est autorisée, est subordonnée au paiement au propriétaire, et, en cas d'obstacle au paiement, à la consignation, d'une indemnité provisionnelle égale à celle de la collectivité expropriante si elle est supérieure ;

« Qu'il revient en tout état de cause au juge de l'expropriation de fixer le montant de l'indemnité définitive ; que le juge peut être saisi à l'initiative du propriétaire ; qu'est prévue l'allocation au propriétaire d'une indemnité spéciale pour tenir compte du préjudice qu'a pu entraîner la rapidité de la procédure ; (...) en raison, tant de son champ d'application qui est étroitement circonscrit que de l'ensemble des garanties prévues au profit des propriétaires intéressés, l'article L.15-9 du code de l'expropriation n'est pas contraire à l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1) ;

« Le Conseil rejette d'autre part toute éventuelle violation par les dispositions critiquées du principe d'égalité.

« L'article L.15-9 n'est contraire à aucune règle non plus qu'à aucun principe de valeur constitutionnelle ; l'extension de son champ d'application limitée aux voies de chemin de fer, qu'opère l'article 9 de la loi, n'est pas contraire à la Constitution. »

(1) « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé et ce n'est que lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige, évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

Prévention du licenciement économique : liberté syndicale et liberté personnelle du salarié

Les sénateurs auteurs du recours contre la loi modifiant le code du travail et relative à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion critiquaient la régularité de la procédure d'adoption de la loi et le contenu de huit des trente-huit articles de la loi.

Le Conseil constitutionnel indique d'abord : « La faculté ouverte au gouvernement par le quatrième alinéa de l'article 45 de la Constitution de demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement en cas de non-aboutissement de la procédure de la commission mixte paritaire ne saurait en rien limiter le droit qui lui est reconnu par l'article 31 d'être entendu à tout moment par l'une ou l'autre assemblée ; (...) il lui est loisible ainsi de faire connaître son opinion à tous les stades de la procédure législative aussi bien sur le texte soumis à la délibération de chaque assemblée que sur les amendements dont il fait l'objet ; (...) il n'est de la loi que le moyen tiré de la violation de l'article 45 de la Constitution est dénué de pertinence. »

La décision observe ensuite, en réponse à l'argument qui invoquait de nombreuses violations par le texte du principe d'égalité devant la loi : « La référence faite par les articles premier, 6, 10 et 25 de la loi aux notions de « salariés âgés » ou de « salariés présentant des caractéristiques sociales particulières », qui sont destinées à être précisées par les partenaires sociaux sous le contrôle des administrations et des juridictions compétentes, loin de méconnaître le principe d'égalité devant la loi, permet d'en assurer l'application à des situations diversifiées ; ainsi le moyen invoqué ne peut qu'être écarté. »

Le Conseil, qui écarte d'autre part comme « sans fondement » ou fondé sur une argumentation... les arguments sénatoriaux, procède à un examen détaillé de l'une des contestations soulevées par le recours. Elle concerne l'article 29 de la loi, relatif au droit d'ester en justice des organisations syndicales.

Le Conseil constitutionnel indique à ce propos : « Les modalités de mise en œuvre des prérogatives reconnues aux organisations syndicales doivent respecter la liberté personnelle du salarié qui, comme la liberté syndicale, a valeur constitutionnelle ;

« (...) L'article 29 de la loi permet à toute organisation syndicale représentative d'introduire, dans l'hypothèse qu'il vise, « toutes actions » en justice en faveur d'un salarié « ayant droit à l'indemnité de licenciement » ; (...) et le salarié doit être averti par lettre recommandée avec accusé de réception.

tion afin de pouvoir s'opposer, le cas échéant, à l'initiative de l'organisation syndicale, il est réparti avoir donné son approbation faite de réponse de sa part dans un délai de quinze jours ;

« (...) De telles dispositions pour respecter la liberté du salarié vis-à-vis des organisations syndicales impliquent que soient contenues dans la lettre adressée à l'intéressé toutes précisions utiles sur la nature et l'objet de l'action exercée, sur la portée de son acceptation et sur le droit à lui reconnu de mettre un terme à tout moment à cette action ; (...) l'acceptation tacite du salarié ne peut être considérée comme acquiescement qu'autant que le syndicat justifie, lors de l'introduction de l'action, que le salarié a eu personnellement connaissance de la lettre comportant les mentions sus-indiquées ; (...) c'est seulement sous ces réserves que l'article 29 de la loi n'est pas contraire à la liberté personnelle du salarié. »

La préparation du congrès du Parti socialiste

Les rocardiens veulent incarner... la « force tranquille »

Leur principal souci étant d'appuyer la politique conduite par le chef du gouvernement, les partisans de M. Michel Rocard ne sont évidemment pas pressés de rivaliser avec les mitterrandistes, les manroyistes, les fabiusiens ou autres courants socialistes dans les débats en cours pour la préparation du congrès que le PS doit tenir en mars 1990 à Rennes. Ils se borneront, jusqu'à la fin de l'année, à cultiver leurs différences en commençant par se pencher sur leur propre passé militant à l'occasion de deux journées de réflexion, les 28 et 29 août en Avignon, où ils consacreront plusieurs « carrefours » à un retour sur eux-mêmes, depuis les combats anticolonialistes de la fin des années 50 jusqu'à l'exercice gouvernemental.

Près, les 4 et 5 novembre, les rocardiens organiseront à la Maison de la chimie, à Paris, un colloque au cours duquel ils se proposeront de convaincre qu'ils « sont au cœur des problèmes de la société française », qu'ils « ont toujours des idées et des propositions susceptibles de nourrir une politique gouvernementale », qu'ils « n'ont pas de complexe, dans la mesure où ils mènent une action en profondeur de transformation sociale », qu'ils « se situent pleinement dans la logique du socialisme, de son projet comme de sa pratique » et qu'ils « possèdent un corps de valeurs et de propositions capables de rassembler largement les socialistes ». M. Rocard conclura personnellement ce colloque dont le thème central sera « le changement social ».

Le gub-guerre à peine soulevée qui écarte le courant majoritaire du Parti socialiste entre MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin d'un côté, M. Laurent Fabius de l'autre, sous l'œil critique de MM. Jean Poperen, Louis Mermaz, etc., fait plutôt sourire les amis de M. Michel Rocard, si l'on en juge par la pointe d'ironie

qui a caractérisé, mercredi 26 juillet, les propos tenus par M. Gérard Lindeberg, le secrétaire national du PS chargé des droits de l'homme et des libertés, qui présentait le programme de son propre courant pour les mois à venir et qui s'est situé en décalage par rapport à ceux des socialistes qui « sont à la recherche d'un grand dessein » ou « sont tentés par l'effondrement des vieilles idéologies ». « Pour ce qui nous concerne, a-t-il souligné, nous refusons de céder à la précipitation. » Les rocardiens, qui se démarquent sans doute fin septembre, au début octobre, selon l'évolution des débats au sein du courant majoritaire, s'en tiennent à deux observations.

Souci de rassembler et respect des procédures

« Nous étions venus au comité directeur de juillet pour écouter la petite musique de la différence, a déclaré M. Lindeberg, et nous avons entendu le grand air de la ressemblance. Personne n'est venu défendre une « autre politique », en rupture avec l'action du gouvernement. Nous sommes en effet dans un contexte différent des congrès de Valence, Bourg-en-Bresse et Toulouse. La plupart des leaders de courants sont ministres et la politique gouvernementale donne de bons résultats. L'espace pour une « autre politique » se trouve donc très réduit. Tel quel est engagé, le congrès de Rennes devrait se faire davantage sur des réflexions que sur des lignes politiques différentes ou des stratégies contradictoires. »

Les rocardiens en débattent que « le risque de voir naître de vrais-faux débats s'atténue : il n'y a pas les socialistes partisans du partage opposés aux socialistes réticents à l'idée de partage ; il n'y a pas les gestionnaires d'un côté et les porteurs de grands desseins de l'autre ». « La distinction entre socialistes de la transformation et socialistes de l'accompagnement ne m'apparaît pas pertinente, a ajouté M. Lindeberg, tant il est vrai qu'on ne fait pas de transformation sans bonne gestion. »

Le porte-parole des proches du premier ministre a conclu en disant : « Nous abordons ce congrès dans la sérénité, avec le souci de rassembler et dans le respect des procédures. A l'issue d'une réflexion collective, nous élaborerons un texte et le problème des signatures se posera après la rédaction de la contribution que nous déposerons le moment venu. Le souci légitime de telle ou telle sensibilité d'accroître son audience ne doit pas l'emporter sur l'exigence d'unité interne qui constitue la force principale des socialistes. »

Les rocardiens veulent incarner, « face aux incertitudes qui se manifestent ici et là », le slogan électoral de M. Mitterrand en 1981 : « la force tranquille ».

• M^{me} Benoîte Taffin (UDF), nouveau maire du 2^e arrondissement de Paris. — M^{me} Benoîte Taffin, présidente des adhérents directs de l'UDF de Paris a été élue, mardi 25 juillet, maire du 2^e arrondissement par onze voix et un bulletin blanc sur douze votants au cours d'une séance spéciale du conseil d'arrondissement. Elle succède à M. Alain Dumais (UDF) qui occupait ce poste depuis 1983 et qui a démissionné afin de se consacrer à certains grands dossiers parisiens, tel celui de la circulation. M^{me} Taffin, âgée de quarante et un ans et mère de huit enfants, devient ainsi la première femme maire d'arrondissement de la capitale. Le nouveau maire du 2^e arrondissement était depuis 1983 conseiller de Paris, adjoint de M. Dumais, chargée plus particulièrement des affaires sociales et de la vie associative.

Concours

les réponses

Question 29 :

Quel est l'auteur de cette étrange maxime ?

« Tout homme porte sur l'épaule gauche un singe et sur l'épaule droite un perroquet. »

→ Jean Cocteau

Question 30 :

Certains auteurs s'appliquent à la description d'objets familiers.

Dans son texte intitulé « L'homme et la coquille », on peut lire notamment :

« Je m'essaie d'abord à décrire cette chose. Elle me suggère le mouvement que nous faisons quand nous faisons un cornet de papier. »

Quel en est l'auteur ?

→ Paul Valéry

Question 31 :

Quels sont les noms de plume de a - Philippe Huc.

→ Tristan Derème

b - Frédéric-Louis Sauser.

→ Blaise Cendrars

Question 32 :

Nous connaissons tous certains vers dont nous serions bien en peine de citer avec précision l'origine et même l'auteur.

A quel docteur en ceux-ci ?

a - « Mon âme a son secret, ma vie a son mystère... »

→ Arvers

b - « Je suis venu trop tard dans un monde trop vieux. »

→ Masset

c - « Le coup passa si près que le chapeau tomba. »

→ Hugo

Question 33 :

Les principaux mots utilisés dans ces mots croisés sont empruntés à Proest. A vous de compléter la grille.

Horizontalement :

1. Diplôme. — 2. Sureau n'est fait que jurer. — 3. Tels les livres de ce « Cygne » qui devient le nom d'un yacht pour Albertine. — 4. Action « psychosomatique » / C'est pareil. — 5. Odeur en deux mots (abréviation) / Thomas-Ducloux pourrait ne porter qu'une seule. — 6. Les vacances de Comberg / C'est d'un tintement ovale.

Verticalement :

B. Un Canabie pour des Russes. — C. Son père est président d'un syndicat pour révolutionnaire. — D. Des débris humains. — E. Au son « compact, hâte, marche et deux ». — F. Départ pour l'Orient / Belgique à l'été. — G. Prétendu Comberg. — H. Sa mère est amie de M^{me} de Villiers. — I. Frost n'a jamais écrit pour ces initiales / Avant Mars, vécu en paix.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
1		N	O	R	P	O	I	S	
2			C	H	A	R	L	U	S
3			S	T	E	R	I	L	S
4	L	E	A		M		I	D	
5		R	V		E	P	E	E	S
6	E	T	E	S		O	R		T

Le TGV-Nord n'a pas déraillé

Les deux décisions de conformité à la Constitution rendues le 25 juillet par le Conseil constitutionnel ne vont pas faire (ou moins) deux mécontents. Le premier est M. Gilles de Robien, maire d'Amiens, député UDF de la Somme, inspirateur du recours contre la loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles. Il n'est pas parvenu à ses fins.

Du Conseil, il attendait, en fait, un coup de main décisif à ce projet de TGV-Nord qui l'empêche (et ses administrés) de dormir depuis que l'on sait que le tracé évitait Amiens. Depuis, tous les moyens, parfois des plus illustres, sont bons pour tenter de retarder l'application de cette décision jugée néfaste par Amiens et le Picardie.

La loi incriminée abrite sous le large chapeau de son titre des dispositions assez déparantes auxquelles est venue s'ajouter, par voie d'amendement parlementaire, en deuxième lecture, à l'Assemblée, l'opposition extension — pour l'Etat et la SNCF — aux constructions des chemins de fer de la procédure d'expropriation accordée jusqu'alors réservée, dans certains cas, aux routes, autoroutes et oléoducs. Il s'agit, en fait, de trouver un moyen de sortir de l'imbroglio créé par les Américains sur-mêmes qui ont occupé une foule de minuscules parcelles de terrain pour réaliser et multiplier les procédures d'expropriation.

M. de Robien a ferraillé comme il le peut pour tenter de mener à bien sa croisade. A ce qui demeure tout de même une loterie en dépit de l'abondante jurisprudence : déterminer ce qui est et ce qui n'est pas « travail législatif » indiment introduit dans

des textes, par nature composites ; il a perdu.

On ne saurait dire beaucoup plus. Car le Conseil constitutionnel invoque une vision à la fois inattaquable en théorie et parfaitement irréaliste en pratique : la procédure d'expropriation absolue cohérente ou tout entre-tendrait des liens nécessaires et logiques avec tout. La réalité est souvent gouvernée par des empires successifs qui se complètent et s'harmonisent en des logiques variables ou inévitables.

Dépôt sénatorial

Quant au fond, M. de Robien a conduit le Conseil à appliquer pour la première fois dans toute son ampleur un intéressant principe qu'il avait posé en janvier 1988. Revenant alors à la décision sur l'exercice de l'Etat en Nouvelle-Calédonie sur ses conceptions antérieures, le Conseil avait admis que « la régularité au regard de la Constitution des termes d'une loi promulguée peut être utilement contestée à l'occasion de l'examen de dispositions législatives qui la complètent ou affectent son domaine ».

Ici, le Conseil passe au peigne fin — mais les Picards n'y gagnent rien — les dispositions plus anciennes du code de l'expropriation contestées en même temps que leur actualisation ferroviaire. La maire, qui n'en demandait pas tant et voulait autre chose, contribue ainsi à ajouter un chapitre aux stratégies de recours devant le Conseil. Il s'agit aussi par la bande le débat sénatorial — en l'occurrence il est vrai — sur les voies et les moyens de remise en cause de textes législatifs en vigueur.

L'autre député du jour sera M. Jean-Pierre Fourcade. Le président de l'Assemblée nationale, le député du Sénat était, en effet, l'inspirateur du recours contre la loi relative à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion.

L'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, lui par un référendum de dépôt sénatorial, avait été par des considérations juridiques ou politiques, avait tiré à vue sur le texte. La décision du Conseil est truffée d'expressions dignes et sévères qui suggèrent un défaut certain de munitions efficaces chez M. Fourcade.

Une halle, toutefois, méritait de ne pas se perdre tout de suite. Les syndicats peuvent-ils, à la faveur de l'article 29 de la loi contestée, défendre en justice la cause de salariés qui au fond n'en auraient cure ?

Pour juguler ce risque, le Conseil a complété la portée des dispositions du texte par une interprétation neutralisante qui multiplie les précautions préliminaires. Ainsi une lettre peu explicite et, éventuellement, perdue dans la nature ne pourra pas servir de Sésame judiciaire à un syndicat trop zélé.

Cette conciliation, fortement soulagée entre la liberté syndicale et la liberté personnelle du salarié, épargne ainsi un zéro pointé à M. Fourcade et aux co-signataires du recours, contraints et forcés par la solidarité de corps. Tant mieux : les sénateurs, eux-mêmes grands pourvoyeurs de rares prix d'excellence et d'innombrables bonnets d'âne, n'aiment pas ces désagréments ordinairement réservés aux blancs-becs.

MICHEL KAJMAN.

Société

FAITS DIVERS

Le meurtre d'une fillette à Saint-Denis

Quartier Basiliq, le deuil et l'incompréhension

L'autopsie pratiquée sur le corps de la petite Malienne, retrouvée assassinée lundi 24 juillet, dans le parking d'un centre commercial de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a confirmé que la fillette a été étouffée par strangulation (le Monde du 28 juillet). Les sordides détails du meurtre ont été observés par les médecins présents.

Ce dimanche 23 juillet, comme tous les autres dimanches, le quartier Basiliq était vide, commerces fermés et rues désertes. Comme d'habitude, des grappes d'enfants profitaient de la chaleur de l'été pour s'égarer à l'ombre des palmiers marchandes. Les petites places résidentielles de leurs cris et du bruit de leurs planches à roulettes. A vingt heures, les gamins ont commencé à remonter chez eux. Seul Aminata, une petite Malienne de cinq ans, elle sera retrouvée, le lundi matin, au premier sous-sol du parking du centre commercial, à peine dissimulée par les feuilles d'un journal.

Sur les chaînes de télévision, Diamadou Soumano, le père, s'adressait à Paris depuis vingt ans, n'a pas montré ostensiblement sa souffrance. Il a seulement répété ce qu'il était « la fatalité » qui lui enlevait l'une de ses filles, huit jours après la naissance d'un nouveau fils. « Un musulman ne pleure pas devant les autres », explique un de ses proches. Dans l'appartement, les oncles, les tantes, les cousins, les amis se succèdent sans cesse. Beaucoup sont originaires de Moussemou, un village de l'arrondissement de Lorient, dans la province de Kayes, au Mali. Ils arrivent des banlieues de Paris, après le travail.

Il en sera ainsi pendant sept jours seulement, puisque « l'enfant était pure ». Certains apportent des sacs de riz, des oignons, de l'huile. Ce soir encore, les femmes en boubou frottent la cuisine pour tous ceux qui, au moment de la mort de la fillette en publiant son portrait circulant de main en main. Une ribambelle d'enfants de tous âges jouent sur les canapés,

draient de coups portés ou seraient la conséquence de chocs au cours du transport de son corps. Des prélèvements ont été effectués afin de réaliser une analyse génétique.

Ses résultats et ceux de l'autopsie, pourraient établir si l'enfant a subi des sévices sexuels et permettre de confondre un éventuel suspect.

Le graffiti a réussi. Pourtant ce succès a son revers. Le quartier se veut attractif. Il s'est devenu tellement que des citadins découverts viennent maintenant y chercher la lumière de la ville. Le quartier Basiliq, malgré sa jeunesse, subit les mêmes travers que n'importe quel centre urbain. Le dédale des galeries, des passerelles, des escaliers qui s'élèvent est ouvert aux quatre vents. Les « graffiti » s'en donnent à cœur joie en barbouillant les murs de leurs messages obscurs.

Or l'équilibre sociologique du quartier reste fragile. « Nous ne connaissons pas les mêmes tensions interethniques que dans un grand ensemble traditionnel », note M^{me} Elisabeth Fédricq, directrice du service d'action sociale de la ville. « Disons que les problèmes sont plus étendus. » Et voici que, en filigrane, le meurtre de la petite Malienne a révélé des tendances souterraines que la vie tranquille de ce lot avait jusqu'ici dissimulées. « C'est horrible », dit une compagne, mais « à-t-on idée de laisser ainsi des enfants jouer seuls à la tombée de la nuit ? » Les remarques presque anodines sur les pratiques éducatives des Maliens glissent vite, de bouche en bouche, sur le nombre d'habitants dans leurs appartements, la polygamie, et les exactions qu'on soupçonne. Même leur manière de porter le deuil, l'absence de haine dans leurs réactions augmentent l'incompréhension. Seuls sont partagés l'angoisse pour les enfants. Aujourd'hui, quand le soir d'été rafraîchit les terrasses, ils sont peu nombreux à en profiter. Deux garçons, qui peignent entre les bacs à fleurs, sont vite rappelés à l'ordre par leur mère. De sa fenêtre, elle leur ordonne de rentrer.

BRUNO CAUSSÉ.

« Mixité » de la population

Avec ses airs de Méditerranée, ses successions de terrasses étagées de soleil, de rues étroites, le quartier Basiliq s'est fait une place au centre ville. La municipalité a voulu maintenir la « mixité » de sa population en proposant un certain nombre de logements à des familles immigrées, qui côtoient des couches moyennes ainsi que des locataires aux revenus plus faibles. Pour en faire un véritable lieu d'échange, quatre-vingt boutiques et un centre commercial ont été installés.

JUSTICE

10 millions de dollars pour la mise en liberté éventuelle d'Adnan Kashoggi

Sous caution et sous bracelet électronique

M. John Keenan, juge fédéral à New-York, a fixé, mardi 25 juillet, à 10 millions de dollars la caution que devrait déposer l'homme d'affaires saoudien Adnan Kashoggi, actuellement détenu aux États-Unis, pour obtenir sa mise en liberté provisoire.

Le magistrat a cependant assorti cette décision d'un certain nombre de précautions. Non seulement le financier saoudien ne devra pas quitter la ville de New-York mais il ne retrouvera sa liberté que s'il accepte de porter, au poignet ou à la cheville, un bracelet électronique permettant de surveiller ses déplacements. De plus Adnan Kashoggi aura obligation de se présenter deux fois par semaine aux autorités et de leur téléphoner quotidiennement.

Justifiant cette décision, le magistrat new-yorkais a admis qu'« aucune précaution, y compris la détention provisoire, ne peut garantir la présence d'un accusé au procès ». Mais, selon lui, une caution « substantielle » et ces restrictions électroniques et téléphoniques à sa liberté constituent des « assurances » sur la présence future du prévenu aux audiences.

Le procureur fédéral, Charles La Bella, a immédiatement, après la décision du juge, fait connaître son intention de faire appel de cette mise en liberté sous caution qui, selon lui, pourrait permettre au prévenu de prendre la fuite. Quant à Adnan Kashoggi, il n'a pas fait savoir s'il acceptait les conditions, un peu particulières, de son élargissement.

Le décret publié au « Journal officiel »

Une procédure civile modifiée et accélérée

Le décret modifiant certaines dispositions de procédure civile, sur proposition du ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, est paru au « Journal officiel » du 25 juillet. Ce texte vise à raccourcir les délais et à purger les contentieux ou les plaideurs utilisent des procédés dilatoires. Il cherche ainsi à rendre plus transparent le coût des opérations d'expertise et veut éviter qu'elle ne devienne une source d'allongement anormal des procès. Les honoraires de l'expert seront consignés dans un délai fixé par le juge. Si ce délai n'est pas respecté, le juge se prononcera sans tenir compte de l'expertise.

En matière de référé, lorsque le juge estime que l'affaire doit être jugée au fond, le plaignant, sans passer par le président de la juridiction, pourra obtenir du juge des référés l'autorisation d'assigner son adversaire à une date déterminée. Quant aux procédures d'appel, elles sont trop souvent, estime-t-on à la chancellerie, utilisées par des justiciables de mauvaise foi qui tentent de différer l'exécution d'une condamnation, notamment le paiement de dommages-intérêts. Ils ne disposent plus que d'un délai de quatre mois pour faire appel, sinon le jugement deviendra exécutoire.

Engorgée par des pourvois abusifs, la Cour de cassation va, elle aussi, disposer des moyens de faire le ménage et de mettre un terme à des procédures jugées abusives. Son premier président, à la demande du défendeur, et après avoir recueilli l'avis du procureur général et des parties, pourra retirer l'affaire du rôle lorsque le demandeur n'aura pas exécuté la décision contre laquelle il se pourvoit. Pour faciliter un examen plus rapide des procédures, le premier président pourra d'office raccourcir les délais de dépôt des mémoires par les avocats. On déclarera irrecevable le mémoire du défendeur qui aura dépassé le délai de trois mois pour déposer des conclusions.

Lors de sa visite aux Baumettes

Les syndicats de gardiens de prison ont refusé de rencontrer M. Pierre Arpaillange

Les syndicats des personnels pénitentiaires de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille ont refusé, mardi 25 juillet, de rencontrer le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, qui a visité l'établissement pour préparer une émission de télévision qui doit s'y dérouler à la rentrée. M. Arpaillange a été accueilli par les sifflets de quelques gardiens de prison FO et CGT. « Tous les syndicats ont décidé de boycotter cette parade médiatique », a indiqué M. Joël Haug, délégué syndical de FO. « Il n'y a pas de dialogue possible avec M. Arpaillange », a déclaré M. Denis Gamin, délégué CGT, ajoutant que les revendications des gardiens restent la réduction des « vrais problèmes des Baumettes, notamment l'insécurité, le manque d'effectifs et le manque d'hygiène ».

A sa sortie, le garde des sceaux a regretté que les surveillants aient refusé de le rencontrer : « J'ai annoncé il y a quelques jours que vingt-cinq établissements pénitentiaires seraient supprimés, ce qui était prévu de longue date. Les syndicats ont répondu qu'ils refusaient cette mesure sans même avoir entendu mes explications ». Le ministre a ajouté qu'il souhaitait que les gardiens de prison « viennent [le] voir. Les gardiens (...) ont des problèmes comme chaque profession, mais ils bénéficient également d'avantages qu'ils ne doivent pas oublier ».

Le ministre de la justice a ensuite rendu hommage au directeur des Baumettes, M. Jacques Dagnière, pour les « nombreuses innovations qu'il a introduites dans la prison et ses efforts considérables en faveur de l'insertion des détenus ».

Communication

Saisie par les utilisateurs de musique

La Cour européenne de justice met en cause le monopole de la SACEM

La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) abuse-t-elle de son monopole pour imposer des tarifs prohibitifs aux utilisateurs de son répertoire ? L'arrêt rendu le 13 juillet par la Cour européenne de justice relance la vieille polémique entre la société de perception de droits et les discothèques.

Depuis dix ans, en effet, nombre de boîtes de nuit protestent énergiquement contre la position qu'occupe sur leurs recettes la SACEM : 8,25 % du chiffre d'affaires (TVA incluse) contre la possibilité de diffuser des disques. Les discothèques ne consentent pas en question le droit des auteurs et des éditeurs, établi par la loi, mais les pratiques tarifaires de la SACEM. Supportable il y a trente ans, ce taux de redevance serait aujourd'hui prohibitif pour des entreprises qui, comme l'ensemble du secteur du spectacle, connaissent une terrible épreuve de la fréquentation. Il serait aussi, selon les syndicats des discothèques, largement supérieur à ceux pratiqués dans d'autres pays : douze fois plus qu'en Grande-Bretagne et en Belgique, quinze fois plus qu'en Allemagne, cinquante fois supérieur à celui de la Grèce !

Certains établissements ont bien cherché à contourner la SACEM en s'adressant à des sociétés de droits d'auteurs pays du Marché commun, mais celles-ci les renvoient poliment vers leur homologues français. Pour le BENIM, syndicat des discothèques « rebelles », la cause est entendue : la SACEM abuse d'un monopole de fait, consistant en ententes illicites avec les homologues étrangers et renvoie les utilisateurs de musique pour nourrir sa propre bureaucratie (1). Et le syndicat engage ses adhérents à ne plus verser que une somme symbolique et à traîner la SACEM en justice pour abus de position dominante.

La société de droits se défend avec virulence. Ses tarifs, affirme-t-elle, ne sont pas comparables avec ceux des pays étrangers calculés sur le nombre de sièges ou la surface des établissements et non sur le chiffre d'affaires. Ses accords internationaux procèdent non d'une entente mais d'une gestion

rationnelle du marché. Enfin et surtout, la SACEM soutient qu'elle n'est pas une société de services et que, simple représentante des droits des créateurs, elle ne relève pas du droit de la concurrence. Prise entre deux feux, la justice française est restée longtemps béate. Mais au terme de plus d'un millier de procès et de cinquante pourvois en cassation, la balance semblait, jusqu'à présent, pencher plutôt du côté de la SACEM.

Début juillet, cependant, le fléau bascule dans l'autre sens. Le Conseil de la concurrence condamne la SDRM, société sœur de la SACEM spécialisée dans les droits de reproduction, pour atteinte à la concurrence et l'assimile, dans son arrêt, à une société de services. Le 13 juillet, la Cour européenne de Luxembourg, saisie par les tribunaux français, estime aussi que la SACEM est soumise au droit de la concurrence et précise longuement les critères qui peuvent définir les délits d'entente illicite et d'abus de position dominante.

Réquisitoire

Les organisations professionnelles des discothèques crient victoire : « La Cour de Luxembourg marque le début d'une flamme de nouveaux procès engagés contre la SACEM en remboursement des trop-versés et en demande de réparation de préjudice ». La société d'auteurs se défend en constatant que la justice européenne ne l'a pas condamnée explicitement et a renvoyé l'affaire à la compétence des tribunaux nationaux.

Mais l'optimisme de la SACEM est-il vraiment justifié ? Dans leur arrêt, les juges européens rejettent nombre d'arguments de la société d'auteurs. Ils valident la comparaison avec les tarifs pratiqués par des sociétés étrangères effectuée sur la base d'une enquête officielle menée par la Commission des Communautés européennes.

Enfin, ils dressent un véritable réquisitoire contre le mode de fonctionnement de la SACEM : « Lorsque, comme certaines indications figurent au dossier, les membres du personnel d'une telle société de gestion ne sont pas des spécialistes de la musique, le nombre de ceux-ci est insuffisant pour assurer la gestion de la SACEM ».

logues dans d'autres Etats membres et que, en outre, la proportion du produit des redevances affectée aux frais de perception, d'administration et de répartition, plutôt qu'aux titulaires des droits d'auteurs, y est considérablement plus élevée, il n'est pas exclu que c'est précisément le manque de concurrence sur le marché en cause qui permet d'expliquer la lourdeur de l'appareil administratif et, partant, le taux élevé des redevances ».

La justice française aura du mal à ignorer un tel diagnostic. Les discothèques espèrent que l'arrêt de la Cour européenne incitera la SACEM à négocier et à revenir à la baisse son taux de redevance. La société d'auteurs y sera peut-être contrainte sous peine de voir remis en question tout un système de perception qui, au-delà des boîtes de nuit, concerne aussi radios et télévisions.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Douze minutes de publicité par heure sur la Cinq et M 6

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient d'autoriser la Cinq et M 6 à diffuser 12 minutes de publicité par heure, à partir du 1^{er} août prochain et jusqu'en juillet 1990 (nos dernières éditions du 27 juillet). Les deux chaînes, qui étaient jusqu'à présent limitées à 10 minutes 48 secondes de publicité par heure, se trouvent ainsi alignées sur le régime de TF1 ou A 2. Cette mesure, souhaitée par le ministère de la communication, doit, selon le CSA, « permettre aux deux chaînes de considérer des moyens accrus à la production d'œuvres originales d'expression française ». La Cinq n'a pas été autorisée par le CSA à faire passer de 4 minutes 30 secondes à 6 minutes la coupure publicitaire des films de cinéma, le CSA estimant qu'il s'agissait d'un « engagement que la Cinq a pris elle-même » lors de son autorisation.

Le groupe Progrès entre au capital de TLM

Le groupe Progrès SA, qui publie notamment le quotidien régional le Progrès de Lyon, vient d'acquiescer 7 % du capital de la télévision locale Télé-Lyon-Métropole (TLM), qui émet depuis février par voie hertzienne sur Lyon et sa banlieue. L'entrée de Progrès SA (contrôlée par le groupe de communication de M. Robert Hérant depuis janvier 1986) dans le capital de TLM s'accompagne de la nomination au poste d'administrateur de son PDG, M. Xavier Elie, aux côtés des représentants des autres actionnaires de la station : la Compagnie générale des eaux, TVL, Sofracom, la SEDIT et le C-édit lyonnais.

TLM, qui dispose d'un budget de 20 millions de francs, dont 11,5 millions de francs sont consacrés aux investissements, tire son financement de la publicité et du parrainage. La région lyonnaise représente le deuxième marché publicitaire français après la région parisienne.

Le groupe Hérant, qui contrôle le Dauphiné libéré à Grenoble et plusieurs titres à Lyon (le Progrès, Lyon-Matin, le Figaro-Lyon), a mis en place, fin 1986, une régie publicitaire, Publi-Télé Régions. Celle-ci regroupe les régies de l'ensemble des quotidiens régionaux du groupe et comprend une subdivision pour les journaux de la région Rhône-Alpes, Publi Print Province n° 1. Elle est destinée à drainer la publicité régionale et pourrait donc travailler en synergie avec TLM.

L'assemblée générale de « l'Est républicain » maintenue au 31 juillet

L'assemblée générale des actionnaires de l'Est républicain aura lieu le 31 juillet. Ainsi en a décidé la cour d'appel de Nancy, qui n'a pas suivi les réquisitions du procureur général et les demandes de M. Gérard Lignac, président-directeur général du quotidien, qui souhaitaient un report.

Cette assemblée générale devra établir les nouveaux rapports de forces au sein du capital de l'Est républicain. Le groupe Cora-Revillon des frères Bouriez, qui contrôle 24 % des parts du journal, a conclu un accord avec le groupe Républicain lorrain pour le rachat de 22 % supplémentaires, ce qui lui permettrait de ravir la majorité au groupe de M. Lignac (32 %).

Toutefois, le tribunal doit encore se prononcer sur une demande de mise sous séquestre des 22 % du Républicain lorrain. Cette mise sous séquestre empêcherait M. Michel Bouriez de prendre le contrôle du journal lors de l'assemblée générale.

L'audience des magazines selon le CESP

La continuelle montée en puissance des hebdomadaires de programmes TV

L'Express avec 2 553 000 lecteurs, Femme actuelle avec 783 000 lecteurs et Télé 7 Jours avec 11 423 000 lecteurs réalisent, chacun dans sa catégorie (hebdomadaires d'actualité, presse féminine et presse de télévision), les meilleurs scores de la presse magazine, selon le Centre d'études des supports de presse (CESP).

Ces résultats, qui ne sont définitifs qu'en décembre, proviennent d'une enquête du CESP faite entre janvier et juin, auprès de 11 917 personnes représentatives de la population française de quinze ans et plus, soit plus de 40 millions de lecteurs. Pour être retenus, les magazines étudiés par le CESP (128 en total) doivent franchir un seuil de publication fixé à 425 000 lecteurs. Compte tenu des changements méthodologiques introduits dans l'élaboration des enquêtes en 1988 et en 1989, le CESP indique cependant que ces résultats ne peuvent être comparés directement avec les enquêtes antérieures à 1988.

Claude Durieux élu président de la Commission de la carte des journalistes au Monde et président de l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ), vient d'être élu président du bureau de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, au nom du Syndicat national des journalistes (SNJ), le bureau est composé de Philippe Dominique (SNJ-CGT), Jean Delbecq (CFDT), Jean-Claude Pauly (SAPIG-Fédération française des agences de presse) et René Finkelshtajn (Fédération nationale de la presse française).

Mort de l'écrivain-journaliste Henri Anger. — Le romancier Henri Anger, qui fut rédacteur en chef du Télégramme de Brest et de l'Ouest, est décédé le 20 juillet à Morlaix, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Henri Anger, originaire de Nantes, est entré au Télégramme en 1944. Nommé rédacteur en chef en 1965, il occupa ce poste jusqu'à son départ à la retraite en 1972. Il rédigeait, depuis, des billets d'homme dans les colonnes du quotidien breton sous la signature de Kerzaniel. Henri Anger avait fait ses débuts de romancier à soixante ans avec Chatte allaitant ses petits (Grasset).

Les chiffres du CESP confirment les tendances générales de l'évolution de la presse magazine entre 1981 et 1989 : fléchissement des hebdomadaires d'actualité, stabilité de la presse féminine et fort développement de la presse de télévision. Les résultats définitifs, qui seront dévoilés d'ici à la fin de l'année, ont peu de chances de contredire ces observations.

Pour les hebdomadaires, l'enquête dite « lecture de dernière période » (fournissant le nombre de personnes ayant lu un magazine au cours des sept derniers jours) indique que 2 551 000 lecteurs ont lu l'Express, 1 883 000 le Point et 1 425 000 l'Événement du Jeudi. Mais seuls les taux de pénétration en pourcentage (calculés par rapport à la population considérée) autorisent des comparaisons d'audience : en 1981, ces taux étaient de 7,2 % pour l'Express, de 7,1 % pour le Point et de 5,8 % pour le Point ; en 1989, ils reviennent respectivement à 6,1 %, 5,5 % et 4,5 %.

Quant à l'Événement du Jeudi, lancé en 1984, son taux progressa de 2,3 % en 1987 à 3,4 % en 1989 : c'est donc le seul hebdomadaire véritablement en hausse.

L'évolution de l'audience des hebdomadaires féminins est stable, avec deux exceptions notables : le taux de pénétration de Femmes actuelles (rattaché il y a six mois par le groupe Hérant) chute de 10,6 % en 1981 à 4,4 % en 1989 (1 813 000 lecteurs). Il faudra attendre pour savoir si la nouvelle formule du journal, qui a hérité les pages du Figaro-Matin, remontera la pente. La palme revient à Femme actuelle (du groupe Prima-Press, filiale de l'allemand de l'Ouest Gruner und Jahr), qui passe de 12,9 % en 1986 à 18,8 % en 1989 (7 830 000 lecteurs).

Au cours des neuf dernières années, c'est le marché de la presse de télévision qui a connu le développement le plus important, dû à l'arrivée de nouvelles chaînes. Télé 7 Jours conserve sa première place avec 27,5 % de pénétration en 1989 (11 423 000 lecteurs). Mais Télé Star européenne a bon score en progressant de 5,6 % en 1981 à 15,4 % en 1989 (6 405 000 lecteurs). Ces audiences ne doivent pas faire oublier la perçue de Télé 2, qui passe de 2,1 % en 1984 à 10,8 % en 1989 (4 489 000 lecteurs).

Enquête

Une nouvelle industrie

Des parcs de loisirs à l'aventure

(Suite de la première page.)

Pourtant, l'idée n'est pas neuve en Europe. Le célèbre Prater et son Luna Park ont été aménagés à Vienne en 1766 alors que Mozart était gamin. Le Tivoli ouvert à Copenhague en 1843 et le très parisien Jardin d'acclimatation inauguré par Napoléon III ont aussi quelques titres d'ancienneté. Mais c'est dans le terrain américain que nos vieux « jardins de plaisir » ont véritablement fait florès. Non seulement ils ont pris la taille et la vigueur mécanique qu'on leur voit, mais ils ont foisonné : on en dénombre près de deux mille sur le territoire des États-Unis.

Au royaume de la voiture individuelle, les forains n'avaient plus de raison de pérégriner de ville en ville. Ils se sont sédentarisés. Ce sont les clients qui nomadisent. Pour les attirer et les faire revenir, on imagine les attractions les plus sophistiquées. Jeune ou vieux, chacun peut y trouver son compte, après avoir garé sa voiture et acquitté le prix forfaitaire du ticket d'entrée. Mais il faut se nourrir et ramener quelque souvenir. Restaurants et boutiques s'ajoutent donc aux divertissements. Comme nous sommes au pays du cinéma, c'est au pied de la colline d'Hollywood que le cartoonist Walt Disney a poussé ce type de complexe, où l'on passe la journée en famille, au plus haut degré de perfection. Né il y a trente ans, le Disneyland de Californie a fait des petits : Disneyworld en Floride, puis Disney Tokyo, enfin, Eurodisneyland.

En vérité, les parcs d'attraction à la sauce américaine ont débarrasé au cours des années 50 dans les pays d'Europe du Nord où la nature est peu clémente. Allemands, Néerlandais, Belges, Britanniques y ont pris leurs habitudes. Les Français, eux, paraissent imperméables. Seul un modeste parc fondé à l'emplacement de sa maison de vacances par une famille de lainer du Nord s'ouvrait à Berk, sous le nom de Bagatelle. Au début, une guinguette avec un mini-golf et quelques animaux en cage. François Parent y a ajouté, au gré des rentrées d'argent, des manèges, des jeux, puis des attractions plus élaborées. Bagatelle, qui a fêté son trente-troisième anniversaire, accueille toujours une clientèle familiale. Dirigée avec pragmatisme et circonspection, ce parc vaut à son père fondateur d'avoir été élu président du Syndicat national des parcs de loisirs et d'attractions.

François Parent a fait longtemps figure d'oiseau rare. Pas un

financier n'aurait songé à miser un kopeck sur un équipement du style de Bagatelle. Pour attirer leur attention, il a fallu que les managers de Disney logent vers l'Europe et plus précisément, à partir des années 80, vers la France, ce no man's land des centres récréatifs. On s'est aperçu alors que, travaillant moins longtemps et gagnant davantage, les Français ont à la fois plus de temps et d'argent à consacrer à leurs loisirs.

Une course folle

D'une part, le temps de travail s'est amenuisé de 12 % au cours de la dernière décennie. D'autre part, on s'attend que les sommes affectées aux distractions augmentent elles aussi de 12 % dans les dix ans à venir. Pourquoi laisser ce marché aux Américains ? Du coup, les investisseurs se sont lancés dans une course folle qui ressemble à celle des émigrants galopant dans les prairies du Far-West pour marquer leur lopin. Grandes banques, privées et nationales, géants du bâtiment, comme Bouygues, Spie-Batignolles, Dumez, société de services comme la Lyonnaise des eaux, c'est à qui placera ses billes dans un projet de parc récréatif. En quelques années, la France est passée du sous-équipement à la pléthore. Sans compter les zoos et autres safaris, on y dénombre aujourd'hui une quarantaine de parcs terrestres et une bonne douzaine d'aquascapades. Les projets déclarés ou en début de réalisation sont une quinzaine.

Après les formules à l'emporte-pièce du style « les Français n'avalent jamais les mairies à la Mickey », nous voilà sur les mages roses des prévisions les plus folles. Il est vrai que, enquête faite, nos compatriotes ne sont pas du tout réfractaires aux attractions importées d'Amérique. Roland Mack, quarante ans, héritier d'une dynastie allemande de constructeurs de manèges, peut en témoigner. En 1975, il osait planter à Rust, juste de l'autre côté du Rhin, un Europe-Park qui en peu de temps atteignit le million d'entrées. « Au début, raconte-t-il, les Français boudaient. Aujourd'hui, ils représentent 30 % des visiteurs et sont nos meilleurs clients. Ils viennent, ils s'amuse, ils mangent, ils dépensent et ils paraissent toujours contents. »

Même son de cloche chez le Belge Eddy Meeus, soixante-trois ans, ancien agronome tropical

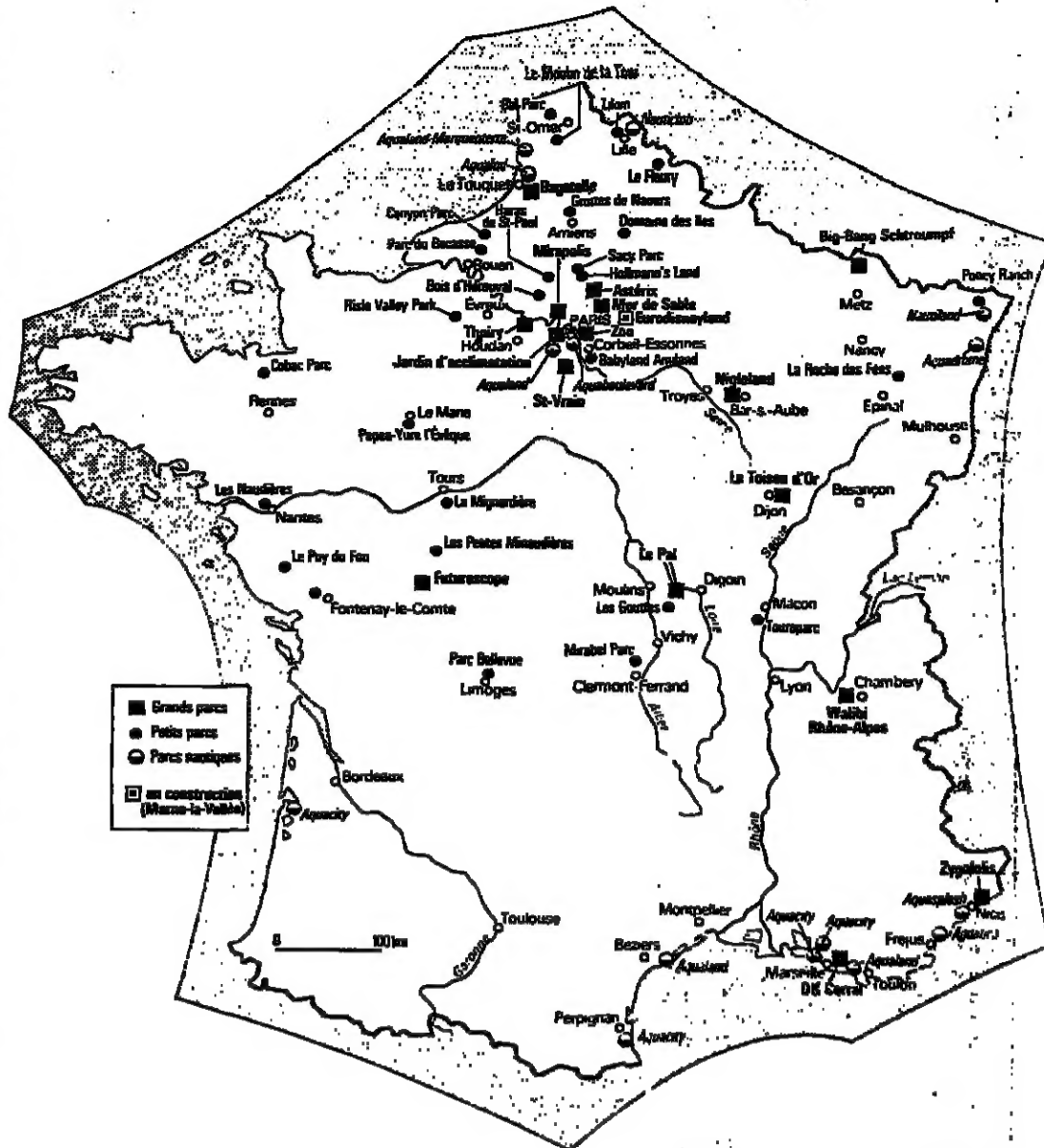
reconverti en amuseur public. Il a installé un parc dénommé Walibi, non loin de Waterloo. En dépit de ce mauvais souvenir, près d'un tiers de ses clients viennent de France. Il en est tellement satisfait qu'il vient de passer un accord avec la SNCF pour organiser des trains spéciaux à partir de Paris. On a rouvert une ligne désaffectée pour acheminer les convois jusqu'au pied de la grande roue. Quand aux experts de Disney, ils ne doutent pas un instant que les Français plébiscitent les merveilles électroniques qu'on leur mitonne à Marnes-la-Vallée. Mais comme ils ne laissent rien au hasard, ils organisent régulièrement des voyages de presse en Floride pour convertir les élus et les journalistes au culte de Mickey.

Car les promoteurs de parcs récréatifs doivent encore surmonter l'indifférence, la méfiance, voire même l'hostilité de certains. Lorsque Pierre Jullien, énarque et normalien de quarante-deux ans, a été chargé par Sacilor de transformer une friche industrielle en parc des Schtroumpfs, il lui a fallu blesser. C'est à l'abri de sociétés écrans qu'il fit faire discrètement les études de faisabilité. « Sauver les conventions, ne pas effaroucher les vieux sidérurgistes lorrains, tel était le mot d'ordre », se souvient-il.

Le retour des forains

A Poitiers, l'ancien ministre René Monory doit se comporter comme un despote — il ne déteste d'ailleurs pas cela — pour convaincre ses collègues du conseil général de financer le Futuroscope. Il est sans cesse sur le chantier, veillant personnellement au moindre détail. « C'est notre meilleure hôtesse », plaisantent les employés. A Nigloland, près de Troyes, comme à Walibi Rhône-Alpes, non loin de Chambéry, on attend depuis des années que les ingénieurs de l'équipement veuillent bien planter des panneaux indicateurs sur les autoroutes. Les responsables d'Astérix ont dû financer eux-mêmes la bretelle qui mène à leur parc car la société concessionnaire de l'autoroute du Nord faisait la sourde oreille. Mais c'est Mirapolis qui a subi l'épreuve la plus sévère. Le jour de l'ouverture, les forains en colère sont entrés en douce puis ont cassé tout ce qui leur tombait sous la main. Histoire d'attirer l'attention sur les difficultés de leur profession.

Ce malheureux parc a d'ailleurs essuyé tous les platras alors



que, en apparence, il avait toutes les chances. Grandes banques et sociétés aguerries s'étaient penchées sur son berceau. Il était parti tel un livre, se fiant à des études américaines, disposant d'un architecte connaissant bien la formule des parcs d'entre-Atlantique et se plaçant ainsi le premier sur le formidable marché des dix millions de Français.

La réalisation ne fut pas à la hauteur des ambitions. Dans la morne plaine de Cergy, surplombée par des lignes haute tension, les curieux ne découvrirent sous le ciel pluvieux du printemps 1987 que des promesses de verdure, des attractions peu convaincantes, trop dispersées et dégradées par l'agression des forains. On enregistra pourtant six cent mille entrées au cours de la première saison, puis un million en 1988. Mais on était loin des chiffres naïvement espérés et annoncés.

Le redressement sera dur. Il est mené par Marc Tombez, un bonhomme du Club Méditerranée. Aux investisseurs, on a demandé d'avancer 150 nouveaux millions, aux exploitants de réduire les frais de 40 %, aux jardiniers de fleurir le parc, aux employés de devenir de vrais professionnels de l'accueil, aux restaurateurs d'améliorer l'ordinaire et à Carlos d'animer le tout chaque week-end. Enfin, toute honte bue, on a fait entrer dans la place les ennemis d'hier : les forains, leurs manèges et leur savoir-faire. Malgré ces mesures, un printemps de rêve et la satisfaction affichée par les visiteurs, il est douteux que Mirapolis fasse cette année mieux que l'an dernier. Car, désormais, il lui faut livrer une deuxième bataille : celle de la concurrence. Astérix, Big Bang Schtroumpf, Aquaboulevard et le parc Consteau sont à présent sur les rangs.

Ceux-là non plus ne sont pas à l'abri des surprises. En Lorraine, pour le premier mois, on tablait sur une moyenne de huit mille cinq cents clients par jour. Il en est entré trois mille de moins. On attendait 55 % d'étrangers et 45 % de Français. Malgré une campagne de promotion menée chez eux, Allemands, Belges et Luxembourgeois n'ont représenté que 15 % des visiteurs. Le joli mois de mai paraissait favorable, on avait oublié les mariages et les communions solennelles qui retiennent ailleurs les familles.

Chez Astérix, c'est la gestion des fontaines qui a posé problème. Une bretelle autoroutière un peu

courte, des parkings trop longs à garnir, pas assez de places assises à l'heure de déjeuner, des attractions qui ne tournent pas suffisamment vite, il n'en fallait pas plus pour créer des bouillons automobiles et humains. Conséquence : la semaine suivante, les chiffres de fréquentation s'effondrèrent. Les managers d'Astérix ont immédiatement corrigé les défauts constatés. Le beau temps, la qualité du décor et l'afflux des scolaires en sortie de fin d'année ont fait le reste. En deux mois, les cinq cent cinquante mille entrées étaient dépassées.

Pourtant, Eric Licoys, banquier de cinquante ans devenu le PDG du parc, ne pavise pas. Il sait que le village gaulois et les amusements qui l'entourent ont englouti 880 millions de francs ; que pour faire revenir la clientèle, il devra investir à nouveau 80 millions chaque année ; qu'il lui faut donc au minimum deux millions de visiteurs par an pour s'en sortir. Or, au train pourtant fort soutenu où vont les choses, on ne dépassera pas 1,5 million d'entrées en 1989. Juste de quoi boucler le compte d'exploitation sans rembourser les dettes ni réinvestir.

Les aventures de Zygofolis

En rattrapant le temps perdu à marche forcée et en ouvrant de grands parcs à l'américaine sans en avoir le savoir-faire, les investisseurs français prennent des risques que les promoteurs allemands, belges, néerlandais et britanniques, partis plus tôt et plus modestement, ont su éviter.

Les aventures de Zygofolis prouvent que ces risques sont bien réels. Paribas, la Caisse des dépôts et la Société générale avaient cru faire un bon placement en se joignant au groupe luxembourgeois qui a ouvert ce parc de 24 hectares aux portes de Nice, en juillet 1987. « Sur un tel site, c'est du tout ou rien », assurait-on. Hélas, dès la fin de la première année, le déficit était de 46 millions, et à la fin de la deuxième l'affaire était mise en liquidation. Racheté à bas prix par des Britanniques qui vont y foiler afficher toujours « fermeture annuelle ». Les premiers pourvoyeurs de capitaux y ont laissé jusqu'à présent plus de 300 millions de francs !

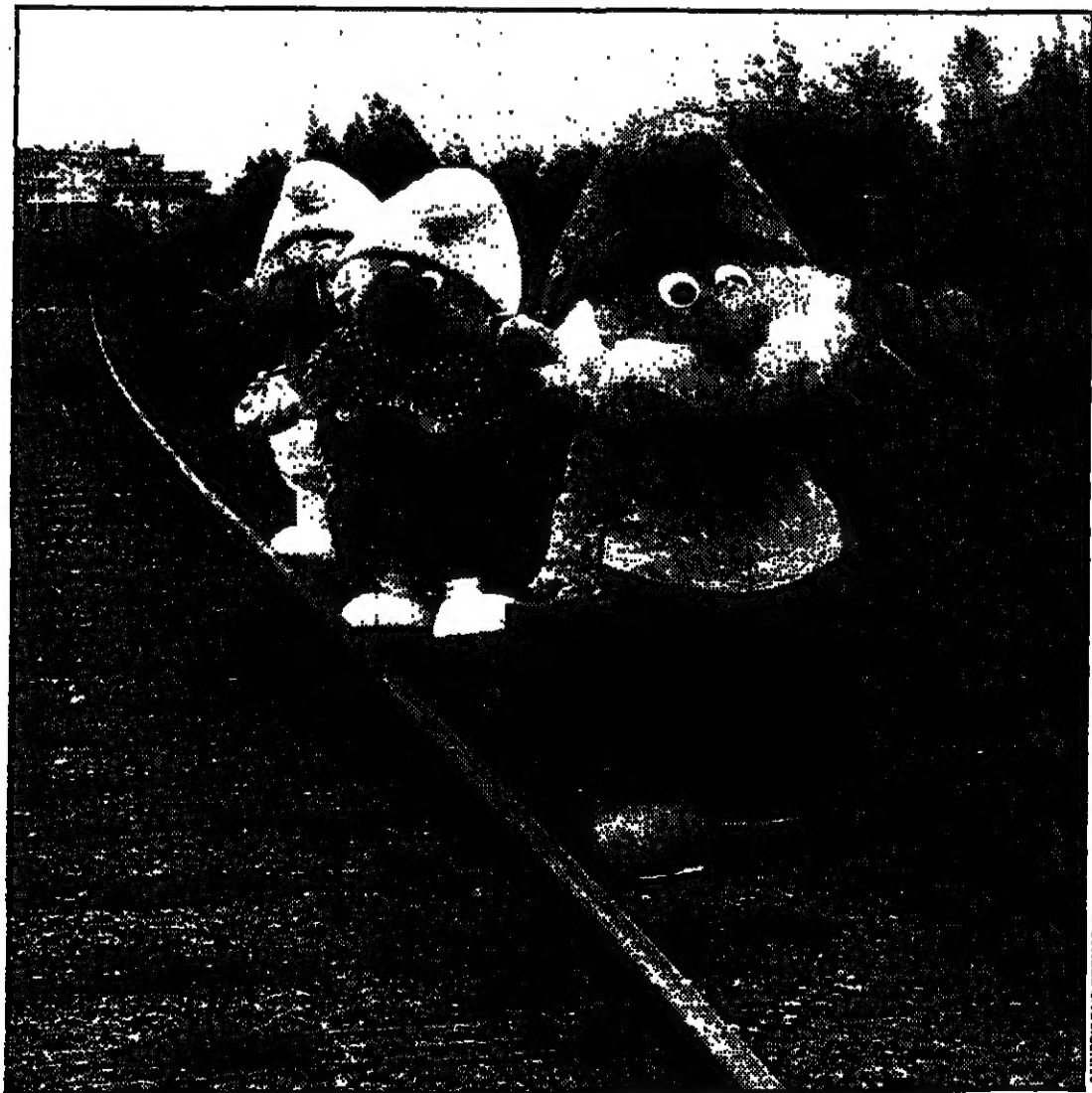
Même les petites entreprises familiales plus anciennes et se développant sur leurs fonds pro-

pres, comme Bagatelle, dans le Nord, ou Pal, dans la Nièvre, font de la corde raide. Quant à la douzaine d'aquascapades construits depuis cinq ans, seul le plus ancien, implanté au Cap d'Agde, est réputé gagner de l'argent. Michel Corbière, astucieux self-made-man qui a fait fortune dans les complexes sportifs et qui a conçu l'Aquaboulevard à Paris, ne se fait pas d'illusion. Sous leur pyramide de plastique transparent, sa piscine à vagues et ses bains bouillonnants attirent la foule et les journalistes. Mais il n'en attend que 25 % de ses recettes. Le reste, c'est-à-dire l'essentiel, viendra des huit clubs de sport, des quatre restaurants, des dix bars, des trente boutiques et des salles de congrès qui surplombent les baigneurs.

Le Futuroscope de Poitiers, avec ses jeux pour les enfants et ses multiples cinémas, n'est, à l'analyse, qu'un miroir médiatique. Il permet à René Monory d'attirer alentour un lycée ultra-moderne et des industries de pointe qui ne seraient jamais venues s'établir dans ce département (la Vienne) en perte de vitesse. On sait aussi que pour Robert Fitzpatrick, patron d'Eurodisneyland, l'enjeu ne consiste pas seulement à faire entrer 10 millions de visiteurs dans son royaume magique, mais surtout à équiper de la manière la plus fructueuse possible les 1 700 hectares de terrains environnants.

Faute d'avoir compris qu'un parc récréatif est d'abord une locomotive commerciale ou le noyau dur d'un aménagement plus ambitieux, les promoteurs de centres de loisirs en sont réduits à attendre le miracle. Quand on évoque devant eux l'incertitude de leur avenir, ils parlent tous de 1992. A cette date, Eurodisneyland devrait commencer à attirer les foules de l'Europe entière. Chacun rêve de ramasser quelques miettes du pactole, autrement dit de détourner vers ses caisses enregistrées une fraction du torrent touristique convergent vers Paris. Pour se rassurer, on écarte le spectre de la concurrence et l'on parle de « complémentarité dans un marché en expansion ». Si les Français sont sûrs désormais de ne pas manquer de parcs d'amusement, les financiers qui ont risqué dans l'affaire une quinzaine de milliards en dix ans vont se faire bien du souci.

MARC AMBROISE-RENDU.



En Moselle, présentation du futur parc du « nouveau monde des Schtroumpfs ».

مكتبة الأمل

Enquête

touristique

Un marché sans illusions pour les Français

AVEC un retard considérable sur ses voisins de l'Europe du Nord, la France voulait des parcs. Elle commence à en avoir. Le public apprécie mais les industriels y ont-ils trouvé leur compte ? Si Jean Lefebvre, Dumez, Bouygues, Spie-Batignolles et Caroni se sont taillé la part du lion dans le domaine des travaux publics, des mouvements de sols, des VRD et des voiries diverses, si Sodeho, Euxine ou Accor ont quasiment monopolisé la gestion des restaurants, les entreprises françaises n'ont pratiquement rien fourni d'important en matière d'attractions. C'est Vekoma, constructeur néerlandais de super attractions à étonnements, qui a livré les boom-rangs de Zygofolia et de Walibi Rhône-Alpes, la triple looping du parc des Schtroumpfs et le quintuple looping du parc Astérix. Le plus coûteux de ces équipements a dépassé 40 millions de francs. C'est Intamin, bureau d'étude suisse capable de fournir prati-

quement tout ce dont on a besoin sur un parc, qui a livré et installé des superbes circuits de rafting d'Astérix et de Walibi Rhône-Alpes. C'est Mack, constructeur allemand, qui a livré et installé presque tous les toboggans liquides. Une exception toutefois : l'Anaco, la magnifique montagne russe en bois du parc des Schtroumpfs. Dessinée par l'ingénieur américain Cobb, elle a été construite par Spie-Batignolles, qui a utilisé du bois des Vosges et l'a fait assembler à l'aide de quatre-vingt mille boulons par les équipes qui montent les pylônes de l'EDF. Pierre Julien, président du parc des Schtroumpfs, est fier, à juste titre, de cette grande première européenne. Une véritable cathédrale de bois, haute de 40 mètres, qui domine désormais la région. Autre première, toujours chez les Schtroumpfs qui ont voulu jouer la carte « France » pour

Coquet au point de cacher son âge, malicieux et touche à tout, Franck Bauer est une sorte d'émultrice grise du petit monde des parcs de loisirs. Après avoir été speaker à la BBC durant l'Occupation, membre de plusieurs cabinets ministériels, secrétaire général du Théâtre français et père fondateur des relations publiques en France, il a découvert les parcs d'attractions sur le continent américain. Le concept l'a séduit et il a créé à Paris, voici quinze ans, le premier cabinet d'ingénierie récréative. Le Futuroscope de Poitiers, le parc de la Toison d'or à Dijon ont profité de ses lumières. De ses cartons sortent peut-être un parc des géants de Douai, une île mystérieuse à Amiens, un musée des volcans à Clermont et un parc de l'ours dans les Pyrénées. Administrateur du Musée des arts décoratifs et pétillant d'idées neuves, il a fondé le groupe Eiffel, autrement dit l'association pour l'étude et l'ingénierie des formes futures des équipements de loisirs. Il exprime ici son opinion sur l'industrie française et les parcs de loisirs.

mieux séduire la clientèle allemande : la « rivière des rapides » 100 % française, réalisée par CGE Alphonse Atlanique, associée au bureau DBE pour les décors. « Chez nous, dit de son côté Eric Licoys, le patron d'Astérix, 90 % des attractions sont d'origine étrangère. Cependant,

des joint-ventures sont en train d'être conclues avec des Américains travaillant pour Disney de manière qu'Astérix devienne dans quelques années vendeur de know-how dans le domaine des parcs de loisirs. » Pour les spectacles audiovisuels qui équipent nos parcs, tout est

étranger. Suivant l'exemple de la Géode de La Villette dont seule la coque est française, les systèmes mis en œuvre, Imac, Omnimax, projection 70 mm sur écrans géants, projection 3D en relief, Showscan à 60 images/seconde, projection avec sièges asservis créateurs d'émotions fortes, sont canadiens, américains, britanniques et bientôt japonais.

Androïdes et informatique
Nos artisans se sont longtemps distingués par le raffinement et la variété de leurs automates. Cette fois, malgré le talent de certains créateurs comme Riby, Thierry Vide ou Metzger, nous n'avons pas su réaliser le catalogue de personnages que demandait l'industrie des parcs. Ce sont les Allemands qui depuis quinze à vingt ans font la loi. Et que dire des androïdes, des humains de bois, de métal et de plastique, nés de l'imagination des ingénieurs de Disney ? A Disneyworld en Floride, l'automate du président Lincoln qui « prononce » le discours de Gettysburg est animé par un système informatique appelé audioanimatronique, d'une complexité extrême. En France, seul Bernard Szagener a su maîtriser cette technique. On a pu voir l'une de ses œuvres, mais de manière fugitive, dans le spectacle d'andros de « Tulleries 89 ».

Pour les manèges au moins... Pas d'avantage. Les trois sont ici les constructeurs italiens comme Zamperla, Ciriaco et Moser, Barbieri, Bertazzoni ou Italides. Ils dominent le marché mondial de leurs créations luxuriantes et de leurs prix imbattables. On les trouve en force dans tous les salons internationaux, face à notre unique « Atelier 1900 » créé par un artiste amoureux de chevaux de bois, qui réalise de superbes carrousels à l'ancienne à des prix défiant toute concurrence. Les espaces de jeux et parcours sportifs pour enfants pourraient constituer un marché très prometteur. Ce type de produits se retrouve aussi dans les parcs urbains, les jardins publics, et les espaces verts d'HLM. Mais ici, la concurrence est rude. Toute l'Europe propose des jeux en bois, métal et plastique. Seules deux firmes françaises, Plastic Omnium et Husson, semblent pouvoir lutter à armes égales contre cette marée.

Alors que reste-t-il à nos entreprises ? Les petits parcs de loisirs. Ces sans-grade ont rarement les moyens de s'offrir les super attractions de luxe qui sortent des usines étrangères. Force leur est donc de faire confiance à des artisans ou à de petites firmes françaises. Le meilleur exemple en est Soquet, installée à Ambérieux. Avec une équipe restreinte déployée par une sous-traitance locale importante, on y fabrique, à la moitié des prix internationaux, la plupart des équipements dont un parc a besoin : train western, circuit rafting, train de mine, circuit de vieux tacots, etc. Parmi les clients de cette firme on trouve en effet les petits parcs français, comme Bagatelle, Le Pal, Niglo-

land et le futur parc de la Toison d'or.

Il serait injuste d'oublier Reverchon, la plus importante entreprise française de fabrication de manèges, qui fut longtemps le roi incontesté des autoscooters et qui produit également aujourd'hui des fournitures pour parcs. Elle a équipé Mirapolis d'un petit train des enfants, d'un circuit de tacots et de la « rivière des impressionnistes ».

Toute cette quincaillerie sophistiquée doit être contrôlée et vérifiée pour éviter les accidents, toujours tragiques dans un parc. Malheureusement, les grands cabinets de contrôle français manquent d'expérience pour dire si les accélérations qu'encaisse le train dans un looping suffisent à le faire tenir en l'air. Dans ce domaine, les Allemands sont les maîtres. Il reste tout de même un marché où les Français ont leurs chances : celui de l'entretien ou de la maintenance. La Lyonnaise des eaux, la Générale des eaux ou d'autres plus petits comme Gesteba, commencent à engranger sur ce point un savoir-faire nouveau.

Des Français sous-équipés

Tout cela explique que, en matière d'exportation d'attractions, en dehors de Reverchon qui durant des décennies dominait le marché mondial des autoscooters, on ne rencontre que le vide sidéral. Deux chiffres en donnent la mesure : au dernier salon allemand spécialisé « Interchau », sur cinquante exposants étrangers, on trouvait douze Italiens, dix Britanniques, huit ressortissants du Benelux, quatre Suisses et seulement trois Français. Au récent grand show de Dallas, (organisé par l'Association internationale des parcs) rendez-vous mondial de tous les fabricants et créateurs d'attractions, sur cent soixante-dix-sept exposants étrangers, on notait seulement quatre fabricants français. Pourtant, avec leurs huit cents parcs en constante évolution, les États-Unis constituent un marché très prometteur, curieux de ce qui est nouveau. La tour Eiffel, par exemple, produit français phare s'il en fut, est vendue là-bas en version réduite de 100 mètres de haut, avec un restaurant au dernier étage. Mais, elle est commercialisée par la société helvétique Intamin et fabriquée en Autriche par Waagner-Biro.

Dans ces conditions, on peut se demander s'il existe encore sur le marché des parcs de loisirs une place pour l'industrie française ? M. Bernard Saconn, exposant à Dallas et président d'un groupement informel de fabricants français de matériels forains, répond oui. Mais il donne à ses amis ce conseil : « Groupes-vous, sortez de l'Hexagone, prenez des risques. Une chance : le monde des parcs dure depuis près de deux cents ans. Il n'est pas prêt d'arrêter sa croissance et son perpétuel renouvellement. L'industrie française doit y trouver sa place.

FRANCK BAUER.

Hôtels, golfs, cinémas, maisons individuelles

Eurodisneyland ou le divertissement prétexte

« **P**ARC d'attractions », « destination vacances... » : avant même que les tours du château de la Belle au bois dormant n'émergent des bûches encore vertes de Marne-la-Vallée, Eurodisneyland a collecté les définitions. Il y en a une qui, pour être encore dissimulée par les herbes folles, n'en est pas moins juste : « centre d'activités tous azimuts ». En somme, Eurodisneyland, ou du golf au pré-à-porter en passant par le sauna.

Transfuge de la région Renault, Jean-Marie Garbeaux, directeur de la communication et du marketing d'Eurodisneyland est catégorique : « Notre parc n'est pas un Astérix sur le thème des personnages de Disney. C'est le secteur IV de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée qui nous a été confié avec, pour objectif, de créer un pôle d'activités à l'extrême est de Paris. »

On ne saurait être plus clair. Un « pôle d'activités », c'est en effet tout autre chose qu'un simple « parc d'attractions ». Eurodisneyland déploiera sur ses 1 943 hectares — le cinquième de Paris — des simulateurs de vols spatiaux et l'île au trésor du capitaine Crochet, certes, mais aussi six hôtels et 595 places de camping-caravaning, 22 000 m² de restaurants, boîtes de nuit et pires de sport, d'été l'ouverture, en 1992 ; puis, d'autres hôtels, trois golfs de dix-huit trous, 2 500 maisons individuelles et 3 000 collectives, 95 000 m² de commerces, 700 000 m² de bureaux et 750 000 m² de locaux d'entreprises ! Tout est dit. On pourra non seulement s'amuser, mais se loger, camper, faire ses courses, pratiquer un sport, se restaurer, participer à un congrès et travailler. A la limite, il sera même possible de se livrer à toutes ces occupations sans céder à la tentation d'entre elles qui sert d'enseigne : les attractions.

Un coup d'œil sur le site, avant de prendre la boue pour inventer les équipements, révèle l'essentiel. Aujourd'hui, la ligne A du RER, qui traverse la métropole parisienne d'ouest en est, s'arrête sur un hectare à Torcy. Demain, elle courra près de 10 kilomètres plus à l'est pour amener ses passagers au cœur du Magic Kingdom, le Royaume enchanté : au pied des attractions d'Eurodisneyland, devant le hall d'entrée d'un hôtel de 500 chambres. Car, pour la première fois depuis qu'existent les trois autres parcs Disney en Californie, en Floride et à

Tokyo, un hôtel accueillera les visiteurs dans l'encainte même du Magic Kingdom.

Conclusion : en trente minutes, on passera de la place de l'Opéra, à Paris, au Royaume enchanté. Et, comme le Magic Kingdom Hotel, avec ses balcons victoriens des stations balnéaires américaines du début du siècle et ses quatre-vingt-neuf lits ne sera que le fleuron d'un ensemble hôtelier de 18 200 chambres dans quelques années, on mesure quel formidable « apport » Eurodisneyland apportera au potentiel d'hébergement de l'Île-de-France. Sur les 63 828 chambres offertes actuellement à Paris, environ 40 000 relèvent des catégories deux étoiles et plus, ce qui correspond aux chambres Disney. Ainsi, dès 1992, les 5 200 chambres créées par Eurodisneyland représenteront plus du huitième du patrimoine parisien. A supposer que les onze millions de visiteurs attendus par le parc ne viennent pas... les hôtels de Mickey, eux, seraient là pour accueillir quelques-uns des douze millions de touristes qui dorment chaque année dans les hôtels de l'Île-de-France.

« Créer la joie »

Autre exemple : le golf. La pratique de ce sport, qui connaît une vogue croissante en France, n'est pas par essence une activité spécifiquement « Disney ». Pourtant, dès 1992, Eurodisneyland inaugurerait un parcours complet de dix-huit trous, auxquels s'ajouteraient deux autres parcours tout aussi complets en 1995. Il est vrai que la région parisienne est de moins en moins sous-équipée en terrains de golf. Mais ceux-là ne manqueront pas d'atouts : découpés dans les terres — fussent-elles américaines — ont entouré le berceau d'Eurodisneyland. Alors que le RER reliera en une demi-heure le parc au centre de Paris, il n'en faudra même pas autant au TGV pour rejoindre Roissy. Eurodisneyland au marché des wagons du TGV, à quelques coups de aile de l'aéroport appelé à devenir la porte de l'Europe, à quelques tours de roue des autoroutes A-4 et A-1 : autant dire que les golfs, le pétinole de l'Hôtel New-York, le centre d'équitation, celui de voile ou de canoë ne seront pas réservés aux seuls visiteurs des trente attractions du Magic Kingdom.

Pas plus que les boîtes de nuit et les cinémas du complexe de divertissement comparable au

Paradise Island de Disneyworld en Floride. Il ne sera pas demandé d'avoir affronté les « Pirates des Caraïbes », ni vu le film en vision 3D, corpu par Jean-Claude Carrière pour avoir accès à l'un des trente restaurants d'Eurodisneyland. C'est aussi vrai, à l'évidence, pour les congressistes qui séjourneront à l'Hôtel New-York, style Manhattan, superéquipé en moyens de communication et de traduction en vue d'accueillir des congrès, des « conventions » — comme l'on dit outre-Atlantique.

A se demander, en définitive, si le parc de Disney à Marne-la-Vallée sera aussi un parc de distractions. Assurément. Et le menu imaginé pour « créer de la joie », selon la philosophie de la Disney Society, est jugé tellement riche par ses promoteurs américains qu'ils prévoient une « durée de séjour par visiteur supérieure à deux jours, uniquement pour explorer les charmes du Magic Kingdom. Ces visiteurs-là devront se nourrir et se loger : ils voudront en outre acheter des souvenirs frappés au coin de Mickey, certes, mais aussi des vêtements, des bijoux, des livres.

Les hommes de Disney vont plus loin. Eurodisneyland jouera un rôle, prévoient-ils, de base de vacances. On choisira d'y passer une semaine comme on choisit tout jour à Agde ou à Val-d'Isère. Et, quand on y sera, on s'« oisiera » dans les trains fous de la Grande Montagne du tonnerre, on s'attendra à la rencontre de Peter Pan ou d'Alice. Mais pourquoi ne s'échapperait-on pas aussi une journée à Reims pour saluer la souris de l'Ange ou les caves de champagne ? Ou au Louvre et à Orsay ? Ou dans une petite église romane d'un petit village briard ? Ou... au parc Astérix dans l'oise proche ? D'ailleurs l'implantation d'un office de tourisme à l'intérieur du Magic Kingdom est au programme.

Lieu d'arrivée et base de départ pour onze millions de visiteurs, moitié français, 40 % étrangers, et 10 % étrangers non européens, le parc Eurodisneyland est destiné à respirer comme un portillon qui prend et donne. Ses promoteurs n'ont pas manqué d'atouts et d'habileté. Sur un terrain qu'ils ont acheté au moindre coût, au prix « agricole » de 11,70 F le mètre carré, ils démontent et dispersent les risques tandis qu'ils multiplient les chances. Même s'il n'est pas très bavard, Mickey n'a pas fini de nous étonner.

CHARLES VIAL.



Déjà 1.000.000 de signatures pour sauver l'Antarctique avec Europe 1 et le Commandant Cousteau

Grâce à cette pétition géante, la voix du Commandant Cousteau se fera mieux entendre dans le monde. Pour donner encore plus de pêche à sa mission, continuez d'apporter votre soutien au Commandant Cousteau.

EUROPE 1

C'est la pêche.

Culture

FESTIVAL D'AVIGNON

Le théâtre, puissance invitante du Festival, a délaissé la Cour d'honneur. Et celle-ci, autour d'une fête de la création, a accueilli la musique.



Michel Portal passe « comme un avion »

Dans la Cour d'honneur, devant le décor de percussions déjà en place pour le concert Xenakis, devant les grandes sphères métalliques dont la nuit gonfle l'éclair, deux musiciens, deux hommes seuls, vulnérables et sûrs d'eux : Bernard Lubat et Michel Portal, assurant la première partie de la Nuit de la création.

« Le décor et ses dimensions ont une grande importance, certainement. On a l'impression qu'il faut remplir ça. Si on n'a pas le feeling par rapport à un lieu, on se demande comment remplir cette immense chose. La musique est perturbée, la tête cherche, ce n'est pas très bon pour le jeu. C'est tout un langage, une composition orale, on se parle. La pluie a rendu certaines choses impossibles, elle a modifié notre dialogue. Si nous avions eu une partition, nous aurions dû pour suivre malgré tout. Nous aurions été obligés de subir. Là, non. « Hier, j'ai joué, il fallait être chaud, les gens s'élevaient avec les programmes. En ouvrant les yeux, je n'ai vu que ça : les feuilles qui se balançaient. J'ai pris un papier, je me suis écrié à mon tour, les spectateurs ont ri. Dans un concert classique, cela aurait été hors de question... A la fin d'un concert, on a l'impression de n'avoir rien fait, d'être passé comme un avion. »

Pour la première fois, Michel Portal expérimentait la Cour d'honneur, mais il a plus d'une fois participé aux concerts de la Chartreuse : un travail tout différent, pour un public ciblé. « On restait trois ou quatre jours sur place, et ça change tout. Dans le classique, c'est possible. Mais, habituellement, je dois aller à toute vitesse. C'est ainsi. Nous ne sommes pas reconnus comme créateurs, mais comme musiciens capables d'improviser. Il faut arriver avec un papier, une partition, quelque chose à montrer, sinon on n'est pas pris au sérieux. Moi, je fais partie des éphémères. »

Entre le classique, le jazz et la musique contemporaine, Michel Portal trouve du quoi satisfaire ses désirs contradictoires. « Si je ne me plaignais plus, alors je ne serais plus moi », dit-il. Malgré tout, il s'adapte aux conditions plébiscitées de certains festivals au programme diversifié : « Quand des couilles, l'organisateur vous fait signe en vous montrant sa montre que vous avez fait votre temps et que vous devez arrêter la musique, quand après vous passe le croquer pour lequel est venu le public... J'étais pour l'électisme, je reviens en arrière. »

Passé comme un avion, à peine posé à terre, Michel Portal a dit qu'il aimerait bien revenir, parce que, malgré tout, la Cour, c'est un endroit magnifique.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Musique contemporaine au Palais

L'air des cimes et les poubelles de l'Opéra

La fête de la création, organisée par le Centre Acanthes, brosse un panorama baroque et contrasté des musiques d'aujourd'hui.

C'était une gentille idée pour l'ouverture de cette fête que de demander à sept compositeurs du conservatoire de Paris une *Guitande révolutionnaire* sur un thème. « Les malheurs du temps », traité par « diminutions » successives : des tristes instruments accordés au premier, il ne restait plus qu'une contrebasse pour le dernier.

Mais, comme le prévoyait les mauvais esprits, cette *Guitande*, sagement écrite selon des modèles modernes passe-partout, n'avait rien de « révolutionnaire » ni de « savoureux » à part peut-être la caricature de la *Gogo de guitande* de Jean-Marie Siquet, ou le malade d'opéra de Thierry Escudé. Tout cela faisait honneur au sérieux de l'enseignement du CNSM, d'où émanait aussi l'ensemble instrumental dirigé par Arturo Tamayo.

On plongeait ensuite dans un abîme de bêtise, sous le patronage

du Bicentenaire de la Révolution, avec un « opéra » infra-minimaliste de Tom Johnson, mis en scène par Roland Topor : *Deux cents ans*. Une soprano mondaine très en voix (Brigitte Peyré) et un baryton en bleu de chauffe (Guillaume Edé) émaillent en chantant chacun des milieux qui séparent 1789 de 1989, tandis que deux comédiens vident les déchets de l'année.

Aucune allusion historique : ni 1793, ni 1848, ni 1870, ni 1914 n'éveillent quoi que ce soit. C'est un simple catalogue d'effets vocaux mis en scène avec les incertains rapports amoureux des deux chanteurs attirés près de leurs seurs à champagne, ou ceux des comédiennes. A l'arrière-plan, six violoncelles réclament la même note, montant parfois d'un ton ou d'un demi ton. A la poubelle !

Pour se remettre, il fallait bien l'atmosphère de Luigi Nono (qui est actuellement l'invité et le sujet des stages d'études du Centre Acanthes à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon). Dans la salle du concubine, où les auditeurs méditent face à face, dans des stalles échelonnées,

on respirait l'air des cimes avec *Das atemde Klarsein*, expression bien difficile à traduire (« l'être clair du souffle »).

Alternant avec la flûte grave de Patrice Bocquillon, les voix du Soliste-chor de Fribourg-en-Brisgau s'élevaient dans une sorte de stratosphère musicale, parfois proches des liturgies chrétiennes ou orientales très anciennes, modelées par André Richard en une sublime sculpture sonore, très douce en général.

Un orchestre composé de percussions

A chaque séquence chorale répondait donc un ample solo de flûte, comme un poème du souffle humain, amplifié, transformé par Nono lui-même dans les haut-parleurs grâce à l'installation d'électronique en direct du Sadwestfunk de Baden-Baden. Entrées prodigieuses, d'une dialectique purement musicale, qui semblaient émaner des nébuleuses, avant de reprendre pied sur terre, à la fin de l'œuvre, avec une grande violence.

Poursuivant le marathée, Michel Portal avait été chargé de chauffer le public de la cour d'honneur en

improvisant avec son compère Bernard Lubat, aux commandes de son synthétiseur, riche en sons de bastingues et de vassales cassés. Portal utilisait toute la gamme de ses saxos (avec ou sans embouchure) et son bandonion chéri. Mais ces numéros de free-jazz paraissaient quelque peu indigents, comme si le cadre immense ne s'y prêtait pas, d'autant que la pluie, tombant sur les géométriques, refroidissait l'enthousiasme et l'inspiration (lire l'entretien avec Michel Portal).

La musique de Xenakis, au contraire, respirait à l'aise dans ce lieu quelque peu mythique, aux résonances grandioses. Sur le podium central, comme la pythie sur son trépied, Sylvio Gualda interprétait *Rebonds a et b* pour percussion solo, immense rituel abstrait, une suite de mouvements et de martèlement sans aucune « contamination » folklorique, une musique pure de rythmes merveilleusement démultipliés, effroscents, au-delà du drame et des orages. Un nouveau chef-d'œuvre, le public ne s'y est pas trompé.

Plus problématique semble le *Voyage absolu des Unari vers*

Andromède, commande du directeur de l'Institut Goethe d'Osaka pour une exposition internationale de cerfs-volants. Ce « voyage spatial » aux traits assez gros reste enjûé dans la manière originale sortie de l'UPIP, cet instrument nouveau inventé par Xenakis : on devine les mouvements du stylo qui « dessine » sur écran informatique la musique toujours un peu molle et grasse.

Mais l'œuvre finale de Xenakis, *Idmen A et B*, sans électronique, n'en ressortait que davantage, conclusion splendide d'une « symphonie avec chœurs », où l'orchestre est composé uniquement de percussions. Une multitude de percussions disposées comme les collines de Rome, en huit groupes, autour du chœur Gubelkiden.

A côté d'Aix, bouleversante tragédie de la mort, *Idmen* n'est-il pas comme une apothéose de la vie pour Xenakis ? C'est ainsi qu'il apparaît dans la scénarisation interprétative, dirigée par Sylvio Gualda, avec les *Pièces* (ou dit aussi les *Gualdettes*), six extraordinaires percussions disciples de Gualda, et quelques autres.

JACQUES LONCHAMPT.

« L'Amour des trois oranges » à Aix-en-Provence

L'art du contre-pied bondissant

Un peu interloqué d'abord par la comédie ukesque de Gozzi et la musique « dévoyée » de Prokofiev, le public d'Aix-en-Provence a fait un triomphe à l'Amour des trois oranges, dans la production de l'Opéra de Lyon.

On ne résiste pas à l'entrain d'un spectacle monté sur un rythme et avec une précision de comédie musicale américaine par Louis Erlo et Alain Maratrat, avec une foule de chanteurs qui s'amusent et courent à perdre haleine autour de personnages aussi savoureux que le Roi de trèfle de Gabriel Bacquier, monarque autoritaire, incapable et désemparé, ou Crémonte, le terrible cadavre de Jules Bastin à la voix de Faurer, qui, avec sa louche, défend l'approche des trois oranges et lève sa garde pour un joli ruban...

L'étonnant est que Prokofiev ait réussi un tel chef-d'œuvre avec une pièce aussi problématique, conçue par Gozzi pour se moquer de ses rivaux, en particulier de Goldoni, un livret parodique, abracadabrante, qui tourne en dérision les genres comiques, tragédie, farce, féroce, drame lyrique, poétique ou fantastique, et qui emprunte à chacun d'eux les armes propres à le ridiculiser.

Prokofiev, qui a écrit lui-même le texte en français, rattachait encore dans sa musique : ses airs, récitatifs et chœurs sont des modèles d'écriture classique, mais toujours quelque peu dévoyés et assaisonnés d'une infaillible pointe d'ironie. Chacun des personnages essaie de jouer loyalement le jeu pour lequel il a été créé, de nous faire pleurer ou rire, mais il tombe dans les trappes du musicien.

Tantôt c'est l'orchestre qui se moque de lui en soulignant d'un rythme impossible ou narquois les épisodes les plus dramatiques, tantôt ce sont les instruments qui lui font défaut, comme ce pitoyable héros qui dispose seulement d'un trombone basse au lieu de son habituelle trompette d'or.

Le spectacle d'Aix retrouve à merveille cet art du contre-pied bon-

dissant : pas un mot qui ne fasse mouche et ne soit renvoyé à l'adversaire d'un châtiment fulgurant ! Les décors de Jacques Rapp offrent des surfaces lisses où tout s'inscrit, se réfléchit et s'efface en un instant, où les couleurs reflètent le désert et la nuit ; huit tourelles blanches et polissées glissent et vibrent, dessinant des labyrinthes, dévoilant des boîtes à malice pleines d'imprévu.

Des groupes de spectateurs, supporters fanatiques de tel ou tel genre théâtral, s'interpellent d'un bout à l'autre de la cour de l'archevêché, envahissent la scène, donnent un coup de main aux personnages en difficulté, apportent un robinet en plein désert pour désaltérer la dernière rescapée des trois oranges ou bien volatilisent la méchante Fata Morgana. Et l'on joue jusqu'à la fin du théâtre où Coello apparaît dans l'ouverture du fronton, tandis que l'air de l'opéra se rompt le cou.

Chaque chanteur semble avoir été mis au monde pour interpréter son rôle. Jean-Luc Viala, le prince hypochondrique, gros garçon mou à la Villiers, qui devient frénétique à la poursuite des trois oranges, et son mentor Truffaldino (Georges Gaudier), deux êtres malicieux et légers ; les traîtres aux voix et stours bien noirs (Vincent Le Texier et Hélène Ferraguin) ; Coello, le bon génie, Gregory Heimhart, au lyrisme soulé, comme ses vêtements, par tant de vent dans les voiles, et Michèle Lagrange, rayonnante Morgana, priquée trop séduisante ; enfin la ravissante Ninetta, Catherine Dubosc, fraîche comme une source.

C'est toute la troupe incroyablement nombreuse et brillante des Tragicques : Comiques, Lyriques, Têtes vides, Médecins, Diables, Courtisans et Acrobates qu'il faut encore citer, avec le superbe orchestre de l'Opéra de Lyon, sous la direction pétillante d'esprit, vigoureuse, mais d'une souplesse à toute épreuve, de Kent Nagano, d'un synchronisme parfait avec le rythme éveillé imprimé par Erlo et Maratrat.

J. L.

Prochaines représentations les 27 et 29 juillet (21 h 15). En coproduction avec la Fondation Total.

Le Festival Roma-Europa

La Villa Médicis « sang neuf » de Rome

(Suite de la première page.)

Avec le retour, en 1985, de la Démocratie chrétienne sur le devant de la scène, l'été romain a périéclité. Signe des temps : cette année où lui a été assés le coup de grâce, c'est Renato Nicolini qui a adapté une œuvre du grand écrivain Alfieri, *L'Androclote*, qui, par la richesse de sa mise en espace dans les jardins de la Villa, aura peut-être été le clou de Roma-Europa.

Le terrain, donc, était propice pour un nouveau Festival — effectivement lancé en 1986. Mais ses organisateurs ont dû se mouvoir avec prudence. Vis-à-vis des Italiens tout d'abord. Ceux-ci, en effet, depuis un demi-millénaire au moins — de Charles VIII à Napoléon III en passant par François I^{er} et Bonaparte — développent à l'égard des « bienfaits français » de justifiables méfiances.

Que le Festival de la Villa Médicis, comme on le dénomme encore, ait acquis pignon sur rue en moins d'un lustre est remarquable pour une autre raison : les graves incertitudes « franco-françaises » qui ont accompagné ses débuts. Car il est le fruit d'une conception que l'on peut bien, en cette année, qualifier de « révolutionnaire » — d'autant que « 1789 » est naturellement le thème autour duquel tournent les manifestations de musique, de danse contemporaine, de cinéma et de théâtre qui s'y sont succédés en juillet.

Pour que les Semaines de musique contemporaine, lancées pour quelques centaines d'amateurs fin 1977 par le directeur de la Villa Médicis d'alors, Jean Leymarie, puissent déboucher sur une formule touchant désormais près de 25 000 Romains, il fallait certes un bouleversement d'optique. L'Académie, fondée (en 1666) pour être le lieu d'accueil de « pensionnaires » —

aujourd'hui 22 peintres, musiciens, écrivains, sculpteurs, graveurs, architectes, restaurateurs, historiens d'art, cinéastes, photographes — devait aussi entreprendre d'exercer à plein sa fonction de « dialogue culturel » avec son milieu d'accueil italien, fonction qui avait été explicitement prévue par un décret de 1971 mais qui était jusqu'alors demeurée presque lettre morte.

Ce changement de perspective, assumé avec une énergie que l'on pourrait dire taurine par l'ancien réalisateur de télévision, Jean-Marie Drot, directeur de la Villa depuis 1985, a d'abord soulevé de légitimes préoccupations. Ce n'est pas seulement qu'elle bousculait les habitudes d'une institution vénérable : elle inquiétait ceux qui, familiers de Rome, y avaient, dans les années 70, observé une montée d'intolérance envers l'excessive occupation par les étrangers (et surtout seulement français) du cœur de la ville. Avec leurs sept hectares, les jardins de la Villa ne représentent-ils pas l'équivalent du Luxembourg à Paris ! Un fantasme courrait donc : « l'ouverture » risquait, à terme, de déboucher sur la mainmise.

Une « vitrine »

Où en est, dès lors le Festival Roma-Europa ? C'est peu de dire qu'il s'est imposé comme l'événement central de la « saison » dans la capitale. Une municipalité bien en peine de faire tourner l'abola nécessaire à volontiers attribué des moyens importants à la Villa (plus de 1 milliard de lire, soit 5 millions de francs, l'équivalent de 40 % du budget annuel global) afin d'être ainsi dotée d'une « vitrine culturelle ».

Les moyens complémentaires sont fournis, pour l'essentiel, par le mécénat privé, surtout italien, mais aussi français : une formule désormais entrée dans les mœurs

mais qui, au début, a fait elle aussi grincer bien des dents. Une association de droit italien, les amis de la Villa Médicis, présidée par un ancien ministre socialiste, le sénateur Giovanni Piaracini, assume désormais la responsabilité du Festival (2).

La programmation de Roma-Europa fait l'objet de nombreuses critiques au demeurant contradictoires. Vue de Paris, elle ne comporte « pas assez d'œuvres » — voire laisse s'infiltrer des productions de seconde zone. A Rome, certains lui reprocheraient plus volontiers, au contraire, un parti-pris « élitiste » — ou alors de flatter le snobisme à fleur de peau de la bonne société des « bords du Tibre ».

Monique Veante, trente-huit ans, philosophe de formation, ancienne productrice à Radio France devenue directrice artistique du Festival, navigue entre des impératifs contradictoires avec une souriante autorité : « Qu'on ait déjà vu quelque chose à Paris, je m'en fiche. C'est moins cher rendu à Rome », explique-t-elle.

Et d'aménager d'autres partis d'originalité. Ainsi, après avoir, les 29 et 30 juin, achevé (sur trois années) d'exécuter la quasi-totalité de son répertoire, Pierre Boulez (devenu un peu la « pointe de diamant » de Roma-Europa) a accepté de conduire, dans le cadre du Festival de 1990, un cours de direction d'orchestre pour une centaine de jeunes Italiens. Il est juste de dire aussi que quelques authentiques créations ont vu le jour dans les célèbres jardins, telles les *Épaves solennelles* de Saint-Louis-des-Français (composées par quatre compositeurs italiens inconnus, pour l'essentiel, en 1988 après trois cents ans d'oubli).

A la critique « anti-élitiste », les organisateurs répondent que,

dans la pénurie générale de lieux culturels qui celle de la ville tout entière, ils ne disposent vraiment jusqu'à nouvel ordre du modeste podium de 850 places dressé chaque année face à la célèbre loggia de la Villa (ce qui, d'ailleurs, crée soir après soir une quasi-émeute). C'est d'autre part, rappelle-t-on, Roma-Europa qui vient d'organiser le « 14 juillet » de la fameuse place Navonne, auquel ont participé, en chantant la *Marseillaise* en français, près de 50 000 personnes.

S'agissant enfin du parti de « modernité » adopté par le Festival — lequel peut certes tenir éloignés des spectateurs d'esprit plus classique — M. Drot justifie : « Rome est tout. Il ne lui manque que d'avoir su assumer ce siècle. Alors, nous, nous voulons exprimer à cette ville notre gratitude d'avoir accueilli, depuis plus de trois cents ans, nos artistes en lui proposant, dans le cadre de ses vieilles pierres, ce que le vingtième siècle offre de mieux, dans la mesure de nos moyens, naturellement. »

Et d'observer avec satisfaction que, ces deux dernières années, cinq des trente-deux académies étrangères qu'héberge la Ville éternelle ont, à leur tour, entrepris une action culturelle « hors les murs » : le Festival de la Villa ne pourrait-il, dès lors, déboucher un jour sur une programmation concertée qui justifierait pleinement son appellation de Roma-Europa ? La presse italienne, en tout cas, a accueilli cette hypothèse sans déplaisir.

JEAN-PIERRE CLERC.

(2) La Villa, elle, assure directement sur son budget propre, entre l'accueil des pensionnaires, des activités culturelles telles que, expositions, colloques, rencontres, concerts, et elle édite une revue.

Le Monde INTERNATIONAL

MONSANTO, A MAJOR MULTINATIONAL CHEMICAL COMPANY WITH EUROPEAN HEADQUARTERS IN BRUSSELS, ARE LOOKING FOR A (M/F)

BUSINESS PROJECT MANAGER, USSR/EAST-EUROPE

The position will be responsible for negotiating and implementing business projects in the Soviet Union and Eastern Europe. The projects currently being initiated include various forms of technology deals and joint ventures.

The successful candidates will have general business, technical, or financial experience and good knowledge of the chemical industry. Equally important, their mature and energetic personality will allow them to be effective as a leader or key member of ad hoc management teams.

MANAGER COUNTERTRADE USSR

The position will initially be responsible for assisting the Manager, Countertrade USSR/EE, in the purchasing and selling of countertrade goods. We are looking for a young Manager, with growth potential, aged 28-35, Knowledge of Soviet business practices and methods is not a strict requirement, but would be of added value.

Both positions require a good command of English, a degree-level education and good people skills. Russian would be an advantage. Candidates will be based in Brussels and are willing to travel in the USSR and elsewhere.

Interested candidates should send their c.v. to Mr J.C. Nicolay, Monsanto Services International, avenue de Tervuren 270/272, 1150 Brussels.

Monsanto



Université de Fribourg
(Suisse)

La Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse) met au concours un poste à plein temps de

professeur ordinaire d'histoire générale de l'art

orienté vers l'art moderne et contemporain

Enseignement en langue française (six heures hebdomadaires).

Connaissance de l'allemand souhaitable.

Titres : doctorat d'Etat, habilitation ou titres jugés équivalents.

Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1990 ou date à convenir.

Les candidats enverront à M. le Doyen de la Faculté des Lettres, Université de Fribourg, Mairie-Corbois, CH-1700 Fribourg une lettre de candidature, un C.V. avec photocopies des attestations correspondantes, la liste des publications et au moins un exemplaire des publications les plus importantes. Ils proposeront trois thèmes dont l'un pourra éventuellement être retenu pour une conférence. Délai de présentation : 30 septembre 1989. Une chaire de langue allemande pour l'histoire générale de l'art, avec orientation vers l'art médiéval, est mise au concours simultanément. Des informations complémentaires peuvent être obtenues au Doyennat de la Faculté des Lettres (tél. : 037/21.92.35).



École supérieure des Arts
et des Médias de Cologne

Le Land de la Rhénanie du Nord-Westphalie (République fédérale d'Allemagne) a récemment créé à Cologne l'École supérieure des arts et des médias. Cette année, le ministre de la science et de la recherche du Land a nommé son directeur. Les cours débuteront en 1990. Ils se présenteront dans un premier temps sous forme de sections pilotes de troisième cycle garantissant une qualification supplémentaire. Pour assurer ces cours, l'école offre trois postes de professeur (niveau doctorat d'Etat ou équivalence) : deux sont à pourvoir dès maintenant, le troisième à partir du 1^{er} octobre 1989.

L'École supérieure des arts et des médias de Cologne n'est pas exclusivement un établissement de formation, elle a aussi pour rôle de se consacrer aux nouveaux médias dans le cadre de projets de recherche et de développement artistiques et d'apporter ainsi sa contribution à leur intégration dans le domaine culturel.

L'école tient à ce que ses activités, la participation de personnalités venues du monde des arts et des médias et sa coopération avec des institutions à l'étranger reflètent sa dimension européenne et internationale.

Nous proposons les postes de professeur suivants :

— Télévision / cinéma

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Ce poste exige la réalisation de performances de haut niveau dans le domaine artistique et une très bonne expérience de la production télévisée et cinématographique internationale ; l'accent portera en particulier sur la création d'images par des systèmes électroniques.

— Art médiatique

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Sont souhaitées pour ce poste d'excellentes performances artistiques dans le domaine des nouveaux médias (par exemple vidéo, holographie, réalisations « multimédia », etc.).

— Dessin et animation sur ordinateur

(C4, à pourvoir à partir du 1^{er} octobre 1989)

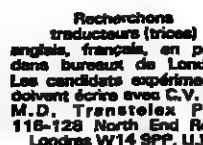
Ce poste requiert une grande expérience de la création artistique et de la technologie des médias au niveau de la création et de l'application d'images de synthèse et de leur interaction avec d'autres médias comme par exemple, le cinéma, la télévision, la vidéo, la musique, etc.

Les futurs titulaires des postes devront non seulement enseigner leurs spécialités et leurs bases théoriques, mais également participer aux projets de développement artistiques et à la recherche fondamentale. En outre, ils devront contribuer activement au développement de l'école et se montrer disposés à coopérer avec les disciplines voisines. Les postes à pourvoir exigent une bonne connaissance de la langue allemande.

En plus des conditions générales résultant du Code du travail, les candidats hommes et femmes doivent satisfaire aux exigences requises par le § 27 de la loi de l'enseignement supérieur du Land Rhénanie du Nord-Westphalie en matière de recrutement. La rémunération accordée se situera entre 70 000 DM et 100 000 DM par an, ce qui correspond à l'échelon C4 du barème allemand des traitements pour l'enseignement supérieur.

De plus amples informations concernant l'École supérieure des arts et des médias peuvent être fournies sur demande. Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, nous vous proposons d'envoyer un dossier de candidature dans les quatre semaines qui suivent la parution de cette annonce à l'adresse suivante :

An den Gründungsbeauftragten
Kunsthochschule für Medien
Peter-Welter-Platz 2,
5000 Köln 1/
République fédérale d'Allemagne.
Tél. : 19/49/221/23.46.33



École supérieure des Arts
et des Médias de Cologne

Le Land de la Rhénanie du Nord-Westphalie (République fédérale d'Allemagne) a récemment créé à Cologne l'École supérieure des arts et des médias. Cette année, le ministre de la science et de la recherche du Land a nommé son directeur. Les cours débuteront en 1990. Ils se présenteront dans un premier temps sous forme de sections pilotes de troisième cycle garantissant une qualification supplémentaire. Pour assurer ces cours, l'école offre trois postes de professeur (niveau doctorat d'Etat ou équivalence) : deux sont à pourvoir dès maintenant, le troisième à partir du 1^{er} octobre 1989.

L'École supérieure des arts et des médias de Cologne n'est pas exclusivement un établissement de formation, elle a aussi pour rôle de se consacrer aux nouveaux médias dans le cadre de projets de recherche et de développement artistiques et d'apporter ainsi sa contribution à leur intégration dans le domaine culturel.

L'école tient à ce que ses activités, la participation de personnalités venues du monde des arts et des médias et sa coopération avec des institutions à l'étranger reflètent sa dimension européenne et internationale.

Nous proposons les postes de professeur suivants :

— Télévision / cinéma

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Ce poste exige la réalisation de performances de haut niveau dans le domaine artistique et une très bonne expérience de la production télévisée et cinématographique internationale ; l'accent portera en particulier sur la création d'images par des systèmes électroniques.

— Art médiatique

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Sont souhaitées pour ce poste d'excellentes performances artistiques dans le domaine des nouveaux médias (par exemple vidéo, holographie, réalisations « multimédia », etc.).

— Dessin et animation sur ordinateur

(C4, à pourvoir à partir du 1^{er} octobre 1989)

Ce poste requiert une grande expérience de la création artistique et de la technologie des médias au niveau de la création et de l'application d'images de synthèse et de leur interaction avec d'autres médias comme par exemple, le cinéma, la télévision, la vidéo, la musique, etc.

Les futurs titulaires des postes devront non seulement enseigner leurs spécialités et leurs bases théoriques, mais également participer aux projets de développement artistiques et à la recherche fondamentale. En outre, ils devront contribuer activement au développement de l'école et se montrer disposés à coopérer avec les disciplines voisines. Les postes à pourvoir exigent une bonne connaissance de la langue allemande.

En plus des conditions générales résultant du Code du travail, les candidats hommes et femmes doivent satisfaire aux exigences requises par le § 27 de la loi de l'enseignement supérieur du Land Rhénanie du Nord-Westphalie en matière de recrutement. La rémunération accordée se situera entre 70 000 DM et 100 000 DM par an, ce qui correspond à l'échelon C4 du barème allemand des traitements pour l'enseignement supérieur.

De plus amples informations concernant l'École supérieure des arts et des médias peuvent être fournies sur demande. Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, nous vous proposons d'envoyer un dossier de candidature dans les quatre semaines qui suivent la parution de cette annonce à l'adresse suivante :

An den Gründungsbeauftragten
Kunsthochschule für Medien
Peter-Welter-Platz 2,
5000 Köln 1/
République fédérale d'Allemagne.
Tél. : 19/49/221/23.46.33

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

1^{er} arrdt
5 pos., 150 m² env.
2 950 000 F
LES HALLES
TRES BEAU DUPLEX
3615 IMMOB
Tél. : 43-87-86-76

2^e arrdt
M. BONNE-NOUVELLE, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

3^e arrdt
M. ARTS ET MÉTIERS, Gd
boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

4^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Nouveau habité dans
immeuble de prestige
vendu 95 m² :
+ appartement 118 m² :
6 800 000 F
Si vous souhaitez posséder
de beaux appartements avec
un grand jardin, contactez-nous
43-88-04-04, poste 22.

5^e arrdt
ST-GERMAIN-DES-PRÉS
App. 118 m², imm. p. de L.
Soleil, revêtement parq.
TRANS OPERA, 43-22-80-43.

6^e arrdt
RAVINSANT P.-A-TERRE
Auteuil, près champ de
cours, 118 m², imm. p. de L.
DUQUENNE, 47-06-99-10.

7^e arrdt
RUE TRÉVISE
PROCHE DES BOULEVARDES.
BEAU 2 P.CES, 118 m²,
s. de b. inv. 240 000 F
Tél. : 43-88-04-04, poste 22.

8^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

9^e arrdt
M. COLONEL-PARIS
Imm. mod. Gd cour.
s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

10^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

11^e arrdt
BEAU STUDIO 500 000 F
4^e ét., asc. PARKING.
Entrée de placard, Gd living,
s. de b. inv. 240 000 F
Tél. : 43-88-04-04, poste 22.

12^e arrdt
AV. DAUMESNIL, Près
Michelet-Stout, BEAU 3 P.
s. de b. inv. 240 000 F
Tél. : 43-88-04-04, poste 22.

13^e arrdt
BUTTE AUX CAILLES.
Petite maison s/2 p. dans
jolie cour. Beaucoup de
chambre rénovation de qualité
intérieur.
850 000 F. 43-28-43-47.

14^e arrdt
VUE EXCEPTIONNELLE
Imm. r. n. mod. Beau 4 p.
(3 ch.), s. de b. inv. 240 000
F. 43-22-80-43.

15^e arrdt
PLAISANCE
Studio 26 m² environ, état
impeccable, 657 000 F.
TRANS OPERA, 43-22-80-43.

16^e arrdt
SAINT-JACQUES
5/6 et 7/8, Gd 5 p.
cuis., s. de b. inv. 240 000
F. 43-22-80-43.

17^e arrdt
ALBIA
RÉCENT, 4^e ét., asc., balcon
sur jardin, Stud. STUDIO
TT CONFORT, 600 000 F.
Tél. : 43-22-80-43.

18^e arrdt
PARC MONTELOUIS
(Lyon) 1^{er} et 2^e ét., asc., balcon
sur jardin, Stud. STUDIO
TT CONFORT, 600 000 F.
Tél. : 43-22-80-43.

19^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

20^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

21^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

22^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

23^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

24^e arrdt
M. LONIS-ILAND, Près
Gd boulevard, bel imm. inv.
h. mod. s/cour, cuis. éq., s. b.
w.c., s. de b. inv. 240 000
M.D. Transelox P.C. 115-128
North End Road, Londres W14 9PP, U.K.

**ACHÈTE COMPTANT
IMMOBILIÈRES**
M. BRUNET, 43-41-11-00.

16^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

17^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

18^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

19^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

20^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

21^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

22^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

23^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

24^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

25^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

26^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

**ACHÈTE COMPTANT
IMMOBILIÈRES**
M. BRUNET, 43-41-11-00.

16^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

17^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

18^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

19^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

20^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

21^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

22^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

23^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

24^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

25^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

26^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

**ACHÈTE COMPTANT
IMMOBILIÈRES**
M. BRUNET, 43-41-11-00.

16^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

17^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

18^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

19^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

20^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

21^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

22^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

23^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

24^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

25^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

26^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

**ACHÈTE COMPTANT
IMMOBILIÈRES**
M. BRUNET, 43-41-11-00.

16^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

17^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

18^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

19^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

20^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

21^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

22^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

23^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

24^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

25^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

26^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

**ACHÈTE COMPTANT
IMMOBILIÈRES**
M. BRUNET, 43-41-11-00.

16^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

17^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

18^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

19^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

20^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

21^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

22^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

23^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

24^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

25^e arrdt
TROCADÉRO
Tél. : 43-22-80-43.

26^e arrdt
TROCADÉRO
Tél

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

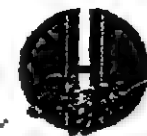
D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges	Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges	Type Surface / charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges
PARIS								
3 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 75 m ² , R.-de-Ch.	7, rue du Grand-veneur SAGGEL - 47-42-44-44	6.100 + 832						
4 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces + par. 60 m ² , R.-de-ch.	43/45, rue Vieille du Temple CIGIMO - 48-24-50-00	5.300 + 540						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces 172 m ² , 2 ^e étage	225, rue du Fbg St-Honoré AGF - 42-44-00-44	18.500 + 1 080						
5 pièces 181 m ² , 3 ^e étage	223, rue du Fbg AGF - 42-44-00-44	17.400 + 700						
9 ^e ARRONDISSEMENT								
3/4 pièces 100 m ² , 3 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	9.800 + 895						
3 pièces 75 m ² , 2 ^e ét.	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	7.500 + 525						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio meublé 28 m ² , rez-de-ch.	74, rue Amélie HOME PLAZZA - 40-21-20-00	1.740 CC/sem.						
Studio meublé 36 m ² , R.-de-Ch.	74, rue Amélie HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.170 CC/sem.						
2 pièces meublées 46 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amélie HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.480 CC/sem.						
4 pièces 89 m ² , 2 ^e étage	12/14, rue des Beaux AGF - 42-44-00-44	6.475 + 520						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 117 m ² , 2 ^e étage	8/10, rue Jules-César AGF - 42-44-00-44	10.400 + 1 340						
13 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 83 m ² , 3 ^e étage	14, rue des Filles d'Asie SGI/CNP - 48-24-50-15	5.800 + 795						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
2 p. + Parik. 61 m ² , 1 ^e étage	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	5.400 + 390						
3 pièces + Parik. 67 m ² , 3 ^e étage	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	6.897 + 500						
4 pièces + Parik. 87 m ² , 2 ^e étage	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9.202 + 700						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 68 m ² , 1 ^e étage	88, r. de la Fédération AGF - 42-44-00-44	5.215 + 860						
4 pièces 101 m ² , 6 ^e étage	7, rue A. Cabanis AGF - 42-44-00-44	8.100 + 1 180						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 53 m ² , 5 ^e étage	10, Passage des Eaux SAGGEL - 47-42-44-44	3.750 + 1 220						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 46 m ² , 2 ^e étage	2-10, rue Joinville AGF - 42-44-00-44	3.400 + 500						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 66 m ² , 2 ^e étage	7, rue St-Blaise AGF - 42-44-00-44	4.060 + 910						
60 - OISE								
3 pièces + parik. 71 m ² , 3 ^e étage	Chantilly 15, av. Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-19-97	2.697 + 847						
4 p. + parik. 88 m ² , 3 ^e étage	Chantilly 15, av. Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-19-97	3.370 + 1 047						
78 - YVELINES								
4 pièces + Loggia 94 m ² , 6 ^e étage	Montigny-le Bretonneux 3, allée des Epines SGI CNP - 30-44-01-13	3.266 + 1 062						
3 pièces 72 m ² , 6 ^e étage	Poisay 5, av. des Ursulines SGI CNP - 30-74-32-14	3.042 + 916						
2 pièces + parik. 65 m ² , 2 ^e étage	Versailles 36, bis rue Maréchal-Gallieni CIGIMO - 48-24-50-00	4.070 + 540						
2 pièces 51 m ² , 4 ^e étage	Versailles 58, av. de Paris SAGGEL - 48-08-80-36	3.900 + 531						
3 p. + balc. + p. 80 m ² , 1 ^e étage	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	5.480 + 780						
3-4 p. + balc., parik. 90 m ² , r.-de-ch.	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	5.830 + 870						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
2 pièces + parik. 49 m ² , 4 ^e étage	Boulogne 24, r. des abondances LOC INTER - 47-45-19-97	4.300 + 463						
2-3 pièces 70 m ² , 1 ^e étage	Boulogne 788, av. du Général-Lacour SAGGEL - 48-08-80-36	4.800 + 760						
2 pièces 48 m ² , 2 ^e étage	Boulogne 48-48, rue de Bellevue SAGGEL - 48-08-80-36	3.660 + 529						
4-5 pièces + Balc. + parik. 110 m ²	Garches 11, bis rue des Saisons CIGIMO - 48-24-50-00	8.155 + 800						
92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)								
4 pièces 83 m ² , 2 ^e étage	Issy-les-Moulineaux rue Jean-Monnet sacré r. J.-P.-Timbaud SAGGEL - 48-08-80-36	5.500 + 840						
2 pièces 53 m ² , 2 ^e étage	Issy-les-Moulineaux rue Jean-Monnet sacré r. J.-P.-Timbaud SAGGEL - 48-08-80-36	3.700 + 546						
3 pièces 66 m ² , 2 ^e étage	Issy-les-Moulineaux rue Jean-Monnet sacré r. J.-P.-Timbaud SAGGEL - 48-08-80-36	4.450 + 670						
3 pièces 67 m ² , 3 ^e étage ss ascenseur	Neuilly 2, rue théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	5.380 + 584						
Studio 40 m ² , 2 ^e étage	Neuilly 39, rue Parmentier AGF - 42-44-00-44	3.800 + 680						
2 pièces 50 m ² , 1 ^e étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	3.230 + 460						
Studio 45 m ² , r.-de.ch.	Saint-Cloud 2, rue Bois-de-Boulogne SGI CNP - 48-02-39-61	2.700 + 507						
2 pièces 52 m ² , 3 ^e étage	Saint-Cloud 2, Square Sainte-Clothilde AGF - 42-44-00-44	4.050 + 350						
4 pièces 89 m ² , 1 ^e étage	Saint-Cloud 6, Square Ste-Clothilde AGF - 42-44-00-44	6.370 + 600						
5-6 pces 125 m ² + terr. 22 m ² 5 ^e étage	Saint-Cloud 21, rue de la Libération SAGGEL - 48-08-80-36	12.600 + 1 066						
3 pièces 73 m ² , 3 ^e étage	Saint-Cloud 21, rue de la Libération SAGGEL - 48-08-80-36	5.750 + 680						
94 - VAL-DE-MARNE								
2 pièces + parik. 49 m ² , 4 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	4.400 + 601						
4 pces + parik. 87 m ² , 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	7.000 + 1 065						
Maison + jardin + parik, 157 m ²	Ormesson 6, square Victor-Hugo CIGIMO - 48-24-50-00	6.200 + 100						
95 - VAL-D'OISE								
2 pces + jard. + parik. parik, 50 m ² , r.-de-ch.	Montmorency 126, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3070 + 855						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



GROUPE GTF



RESIDENCES HOTELIERES



GROUPE UAP

Préparer son déménagement

La saison d'été arrive. C'est aussi pour certains d'entre vous le moment que vous avez choisi pour déménager. Cessez-tête en perspective ? Pas forcément si, dès à présent, vous commencez à le préparer.

Plusieurs formules sont envisageables. Le tout est de bien calculer vos risques. Vous avez décidé de faire ça entre copains, pourquoi pas. Sachez que la casse ou la détérioration de vos meubles ou bibelots sont à vos risques et périls. En revanche, si vous optez pour une entreprise de déménagement, nous vous conseillons vivement de veiller à ce qu'elle soit membre de la Chambre syndicale des entreprises de déménagement et garde-meubles de France. Cette dernière a fait adopter par tous ses adhérents une charte commune qui vous garantit, en cas de litige ou de défaillance de votre déménageur, un recours à la caisse de garantie professionnelle. Avant de prendre votre décision, faites établir un ou, mieux, plusieurs devis écrits afin de mieux comparer les prix et prestations de chacun. Ces devis, gérés, doivent mentionner la description détaillée des services, la date ou période d'exécution, le prix et les modalités de paiement, le volume du mobilier, la distance et éventuellement la valeur du mobilier déclaré.

Actuellement trois catégories de prestations peuvent vous être proposées :

Catégorie 1. — La plus chère. Elle n'est valable que si vous possédez un mobilier de valeur très fragile. L'entreprise se charge non seulement du déménagement traditionnel, mais aussi de la réinstallation dans votre nouveau logement.

Catégorie 2 ou standard. — C'est un déménagement traditionnel.

Catégorie 3. — La plus économique car elle sous-entend la participation du client. Ce dernier démonte et remonte lui-même son mobilier et emballage son contenu. L'entreprise n'intervient que pour les opérations de manutention et de transport.

Quelle que soit la formule retenue, le déménageur est le maître d'œuvre et il est astreint à une garantie de bonne fin.

Il est vivement conseillé de déclarer la valeur globale de votre mobilier et la valeur individuelle des objets estimés à plus de 5 000 francs. A défaut, une estimation est faite sur la base moyenne de 1 500 francs par mètre cube.

Une fois le devis accepté, il a valeur de contrat. Il engage le déménageur autant que vous-même. Pas question pour vous de rajouter un petit meuble ou pour lui de vous réclamer un supplément prétendant une mauvaise évaluation. A ce devis doit être jointe la lettre de voiture de déménagement qui accompagne le mobilier et qui doit être également signée.

A la fin des opérations, la facture doit porter la même somme que la lettre de voiture. Reste la lettre de décharge. Ne jamais la signer avant d'avoir pris le temps de vérifier. C'est sur cette dernière que doivent figurer vos réserves détaillées et précises. Les mentions « sous réserve de déballage » ou « sous réserve d'avarie » sont insuffisantes. Ce qui ne vous dispense pas d'une lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard dans les trois jours.

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Universités pas comme les autres

Les étés studieux du troisième âge

L'université d'été de Paris a ouvert ses portes à l'intention de ses élèves, le plus souvent du troisième âge, qui ont depuis longtemps cessé d'être tenaillés par l'obsession du diplôme.

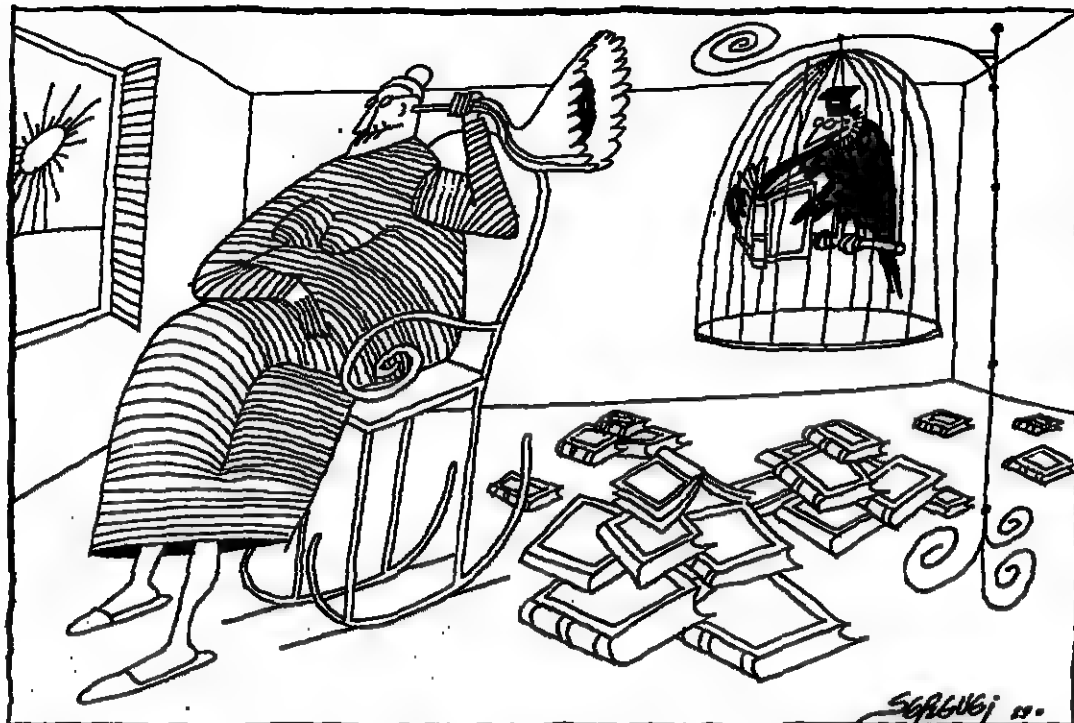
D'un autre côté, une université très particulière, modeste mais très utile, créée en 1985, à Levallois-Perret, fait de la formation à la carte pour les chômeurs des Hauts-de-Seine.

QUAND l'homme au chapeau de paille est monté sur l'estrade, la salle a applaudi. Il s'est excusé. La conférence prévue cette après-midi là, « L'évolution de l'image anatomique de l'appareil locomoteur au service du chirurgien », était annulée. Pour que ceux qui s'étaient déplacés ne se soient pas à une porte fermée, l'homme au chapeau de paille, François de Fontette, professeur agrégé à la faculté de droit de Paris, a puisé dans ses dossiers un thème de rattrapage : « L'histoire du mariage ». « Ne vous attendez pas à un vaudeville », a-t-il précisé.

La salle a ri. Céline, un peu plus que les autres peut-être. Il y a bien sûr des gens qui s'étaient déplacés pour l'Université d'été de Paris. Et François de Fontette, elle le connaît bien. « C'est un bon professeur, dit-elle avec un sourire taquin. Depuis qu'elle est à la retraite, Céline, « soixante-quinze

ans, mais faut-il encore dire mon âge à mon âge ? », aime à retrouver l'atmosphère d'été de l'université. Elle a, sans chercher à reconquérir sa sociabilité en soirée, elle découvre « des tas de connaissances », et cette variété lui plaît.

Bac +



scolaire particulier. Disons que les conférences ont un niveau de bon plus quelque chose. C'est sur la base du volontariat que les universitaires parisiens animent des séances. Cela explique peut-être les changements ou les annulations qui touchent le programme, au grand dam des auditeurs.

magistraux ne les passionnent guère, soit, suivant la remarque de l'animatrice de Céline, que « les femmes tiennent mieux la distance ».

Réveiller la curiosité

François de Fontette, en juriste appliqué, aborde la théorie des empêchements, l'inceste interdit. Dans les rangées, l'ambiance est studieuse, certains prennent des notes. « Comme dit la chanson, la mémoire fait le camp », justifie-t-il. D'autres se laissent bercer par l'atmosphère dédoublée. Le conférencier sait à propos trouver la complicité avec son public, par une petite phrase décalée qui provoque les rires. Il sait aussi à quel moment une pause est nécessaire, « histoire de soulager les articulations ». Arlette en profite pour bavarder un peu. Cette ancienne employée de la Sécu, qui participe depuis cinq ans à ces conférences, dit son plaisir à être là, à entendre des discours « qui éveillent sa curiosité ». Ses deux voisines, Jeanine et Marie-Thérèse, à la retraite depuis peu et nouvelles

arrivantes, sont déjà convaincues. Ensemble elles parlent des universités d'été qu'elles vont suivre à la Sorbonne, « mais payantes, 210 F les douze séances », alors que celle de l'été reste gratuite.

Elles avaient en pas prêter le moindre intérêt au diplôme délivré à la fin de chaque cycle. Trente participations suffisent pour l'obtenir. Céline l'a déjà décroché plusieurs fois. Mais elle apprécie tant les lectures de l'Hôtel de Ville de Paris, les petits fours qui agrémentent la cérémonie de remise des prix qu'elle ne peut plus s'en passer. Simone s'en moque. Cette secrétaire à la retraite choisit dans le programme les sujets qui l'intéressent, barrant d'office tout ce qu'elle soupçonne de pencher vers la technique ou la science. Et si, malgré sa vigilance, une conférence vient à l'ennuyer, elle n'hésite pas à quitter la salle pour aller apprécier encore une fois les cours intérieurs et les jardins de l'Hôtel-Dieu, pour elle, « un lieu magique ».

* Les conférences ont lieu à l'université Pierre-et-Marie-Curie, 15, rue de l'École-de-Médecine, 75006 Paris. Tél. : 40-27-98-00.

Chercheurs d'or

L'autre fièvre du samedi soir

« D'EVENEZ chercheur d'or en Ile-de-France » : qui résisterait à pareille invitation formulée en titre d'une petite brochure ? On s'est donc réuni, au restaurant, au siège de l'association, à la recherche de l'occurrence francilienne (1) regroupée au sein de la Fédération française d'orpaillage et de recherches (FFOR). Des renseignements qui ont fait rire...

neires d'une dizaine de nations essentiellement européennes. Mais, dans un pays qui ne possède guère plus d'or que de pétrole (3) ; les Français ne se montrent pas malsadroits. Pierre-Christian Guillois, photographe, a été champion du monde des orpailleurs amateurs en 1986, et Philippe Rivière, contributeur à la SNCF, a terminé troisième de cette épreuve l'année suivante.

Dextérité : c'est la principale qualité exigée en compétition. Il s'agit, le plus rapidement possible, de lever au moyen de la batée, unseau de sable qui contient un nombre précis de paillettes d'or connu du seul jury. Rien à voir avec un concours de pêche, la moindre paillette, dans les rivières d'Ile-de-France.

Lors de leur dernière sortie dans les rivières de Courcouronnes (Seine-et-Marne), en mai dernier, les adhérents de l'association ont une fois de plus renoué leur exploration dans le Petit et le Grand Morin aussi breloques que s'ils étaient allés à la pêche, aux moules. Alors, publié mensongère ? En fait, expliquent les responsables de Francilienne, s'agit pour les orpailleurs amateurs de la région parisienne de trouver au siège de Bures-sur-Yvette (Yvelines) des informations « sur tout ce qui touche l'orpaillage », de s'inscrire au de la batée (2), de prospecter en groupe les rivières qui, elles, sont autorisées — notamment dans l'Aréage, l'Ardecho, le Gard, le Limousin, en Franche-Comté et en Bretagne — et même de participer à des compétitions. Bref, un loisir original pour occuper les week-ends, une autre fièvre du samedi soir...

Dextérité

A dire vrai, cette passion — car c'en est une, déclarent les intéressés, et elle peut saisir n'importe qui — est encore ultra confidentielle en France : Francilienne compte qu'une trentaine de membres, et la FFOR réduit au total deux cents licenciés « de tout âge et de tout milieu », indique son président parisien, Pierre-Christian Guillois.

Passion récente aussi, ce qui peut expliquer ce caractère méconnu : l'intérêt pour l'orpaillage date seulement d'une dizaine d'années, et la FFOR n'a été créée qu'en janvier 1987. Mais dès 1988, la jeune fédération a, sous l'égide de la Goldpanning World Association, organisé à Foix les onzièmes championnats du monde, où les Finlandais, orfèvres en la matière, se sont particulièrement distingués.

Certes, ce ne sont pas les Jeux olympiques, même si l'on y convoque évidemment la médaille d'or. Le championnat mondiale est généralement quelques jours, certains participants origi-

« On cherche de l'or, on ne trouve pas dessus », plaisante à demi Philippe Rivière. Amateuisme est bien le mot qui convient. Les adhérents de Francilienne et de la FFOR s'entendent toute activité marchande — aucun report, affirmement, avec les récupérateurs d'or professionnels — et, par exemple, s'il a, en dix ans de recherche en France, « amassé » 150 grammes de métal précieux, c'est à la fois le bon et le mauvais. Pierre-Christian Guillois, de même, il condamne en tant qu'amoureux de la nature l'emploi de mercure — pratique de brasseur — pour congeler l'or dans l'eau des rivières.

Paradoxe, la FFOR est pauvre. Ce n'est pas avec deux cents licenciés acquittant une cotisation annuelle de 100 francs qu'il pourrait en être autrement. Aussi recherche-t-elle en ce moment — et là elle est dans l'air du temps — des sponsors pour pouvoir participer en 1990 aux championnats du monde qui auront lieu à Klondike City (Canada), un des berceaux de la légendaire ruée vers l'or.

Michel Castaing.

- (1) Francilienne, mairie de Bures-sur-Yvette (Yvelines). Tél. : 69-29-69-90. FFOR : 21, rue E-Garret, 64000 Pau. Tél. : 16-59-81-66-39.
- (2) Côte de fer de 45 cm de diamètre et de 10 cm de hauteur, qui sert à analyser la teneur en or du sable.
- (3) Trois mines d'or sont actuellement en activité en France : la plus importante (2 tonnes d'or par an) est à Salsigne (Aude) et deux autres dans le Limousin, à Aurillac et à Bornac.

A Levallois-Perret, une formation à la carte pour les chômeurs

« NOTRE structure est la solution locale au problème du chômage. C'est ce que pense Joseph Korchia, fondateur et directeur depuis 1985 de l'Université communale de Levallois-Perret (UCLP), dans les Hauts-de-Seine. Cette association, subventionnée par la mairie de Levallois-Perret et présidée par son maire, M. Patrick Balkany, depuis (RFR), est un organisme de formation relativement classique, qui propose aux chômeurs des stages dans des domaines variés et une assistance en vue de leur réinsertion.

Son originalité réside cependant dans les deux principes qui guident son action. « Premièrement, explique Joseph Korchia, nous ne formons pas les gens pour le plaisir de les former, mais en fonction des besoins très précis des entreprises du secteur, besoins que nous avons méthodiquement recensés. Ainsi, chaque chômeur est pris en charge dans la perspective d'un emploi donné qu'il pourrait effectivement tenir. » « Trop souvent, poursuit-il, il y a dans une même commune autant de chômeurs que d'emplois vacants. Mais on ne réalise l'adéquation de l'offre et de la demande. » Ce principe du « sur mesure » peut même être appliqué avant qu'une entreprise s'installe ici ou là. « On lui demande de quelles qualifications elle aura besoin et on forme les demandeurs d'emploi en conséquence. »

L'autre idée force de l'UCLP concerne la prise en charge sociale et médicale des chômeurs : « Les chômeurs sont le plus souvent des gens « passés », estime Joseph Korchia, qui ont subi beaucoup d'échecs. L'UCLP les aide donc dans leurs différentes démarches et leur propose même une visite médicale avant embauche. » Il y a une médecine du travail, il n'est pas normal qu'il n'y ait pas de médecine du chômage », déclare-t-il encore, et il

ajoute : « Il n'y a pas en France trois millions d'incompétences, il y a trois millions d'incompréhensions. » Ces méthodes ont permis à l'Université d'assurer le placement de 50 à 60 % des quelques cinq cents demandeurs d'emploi qu'elle a accueillis. « C'est bien la preuve, dit Joseph Korchia, que notre système, inspiré du modèle suédois, est efficace ; la formation doit être assurée par des organismes publics et non par des boîtes privées, qui réalisent de confortables bénéfices sur le dos du chômage. »

L'ambition de Joseph Korchia est donc de voir se multiplier dans tout le pays ce genre de structures « à géométrie variable », adaptées à la réalité locale. « Tout le monde reconnaît à présent que notre démarche a fait ses preuves. On ne s'en dédit pas pour mon action. »

Et maintenant ? La question est de savoir si l'expérience de Levallois est effectivement transposable partout où le chômage sévit. Lorsque

l'on voit avec quelle ténacité et quel dévouement Joseph Korchia et son assistant, Fabienne Bauer, s'acquittent de leur mission, on peut se demander si la réussite de l'UCLP vient de la qualité du dispositif mis en place ou plutôt de la persévérance des gens qui l'animent. Mais l'expérience reste à suivre.

François Rollin.

Roissy l'europeén

Depuis le 16 juin et pour deux mois, l'aérogare circulaire de Roissy a revêtu un costume on ne peut plus bariolé. Une toile de plus d'un hectare composée de trente-deux drapeaux des pays de l'Europe entore les 600 mètres de son pourtour sur la hauteur de ses quatre niveaux.

Par cette initiative commune, Aéroports de Paris et le conseil régional de l'Ile-de-France veulent témoigner, devant les quatre millions de voyageurs qui passeront par Roissy pendant des deux mois, d'une volonté : celle de la région de devenir — grâce, en particulier, au premier aéroport continental — la porte d'entrée de l'Europe.

C. V.

Autoroutes nouvelles

La liaison entre les autoroutes du Sud et du Nord par l'autoroute A86 sera effective à la fin de 1990 grâce à la mise en service du tronçon de Thiais entre la RN 305 et la A6.

Cette portion de 6 km qui sera équipée d'emblée d'un dispositif d'exploitation électronique qualifié de « lourd » permettant de détecter rapidement bouchons et accidents, préfigure la nouvelle génération des autoroutes. Des caméras permettent de voir constamment l'état de la circulation et de donner aux automobilistes des informations fiables en temps réel par des panneaux électroniques constamment mis à jour.

Ce système permettra aussi en cas de difficultés (accidents ou autres) de faire intervenir les services adéquats avec les matériels nécessaires. Il fera ainsi gagner les quelques minutes qui peuvent transformer un fort ralentissement en un véritable embouteillage. Ce qui fait dire à M. Roubaud, directeur départemental du Val-de-Marne : « Tous les calculs économiques montrent que cet équipement électronique est parfaitement rentable. »

Humeur

Méto-charter

On brocarde trop injustement les entreprises publiques, leur apathie, leur inefficacité. Ainsi, les responsables de notre RATP expérimentent depuis plusieurs mois, apparemment avec succès, un procédé permettant d'écarter dans de très fortes proportions la rentabilité des transports en commun et qui mériterait certainement d'être connu des exploitants français et étrangers. C'est ce que l'on pourrait appeler le méto-charter.

Quelques explications. Habitant près de la porte de Vanves, je suis un passager régulier de la ligne numéro 13 Saint-Denis-Châtillon, l'une des plus récemment mises en service à l'intérieur de Paris, l'une des plus fréquentées aussi. De 18 heures à 19 heures, la grande boucoulade. Si je sais retarder mon départ, j'ai, à partir de 19 h 30, quelques chances de trouver une place assise ou une voiture pas trop bondée à la correspondance Miroirail. Après une journée de travail, quel soulagement ! De courte durée, car, j'ai expérimenté plusieurs fois, arrivé à la station Miroirail, une voix impérieuse vous annonce par haut parleur que ce train « ne va pas plus loin » et que « pour la direction Châtillon, il faut attendre le prochain train sur le quel en face ». Aucune autre explication. Résignés, les voyageurs descendent et attendent — plusieurs minutes — le prochain train qui arrive rempli à ras bord et dans lequel ils s'entassent à grand renfort de coups d'épaules.

La formule est astucieuse et l'on se demande pourquoi elle n'est pas étendue à d'autres stations. Elle permet à la RATP d'utiliser son matériel au maximum de ses capacités et de retrouver ses voyageurs tels qu'ils les préfèrent : comme des sardines, bien pressés.

Simone Ferlut (Paris).

Le Monde DE L'EDUCATION

Au sommaire de ce numéro :

- ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION. Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. (Attention aux filières miroirs aux alouettes).
- EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG. Les résultats en droit, sciences éco, AES, LEA, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES.
- DOSSIER SPÉCIAL : LES PREMIÈRES INSCRIPTIONS EN FAC. Paris, province : où et quand s'inscrire ; les pièges à éviter.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 132 PAGES

En vente chez votre marchand de journaux

Économie

ÉTRANGER

Pour ne pas perdre le contrôle de sa société

Björn Borg liquide la branche suédoise de son groupe

STOCKHOLM
de notre correspondant

« Borg signifie business », titre en couverture, photo de l'ancien champion du tennis à l'appui, le magazine de bord de la compagnie SAS dans son édition de juillet-août. Ironiquement, pour la trentaine d'employés du groupe en Suède, Björn Borg signifie désormais le contraire. Mercredi 25 juillet, la rupture était consommée entre Björn Borg et la direction de ce groupe qu'il avait voulu voir devenir un empire sur le modèle de l'illustre prédécesseur René Lacoste, avec une gamme complète de vêtements, de chaussures et d'accessoires pour hommes. Les rumeurs du week-end étaient confirmées par un communiqué de presse publié à l'issue d'une des dernières réunions de la direction : la branche suédoise des activités, soit Björn Borg Invest et BBDG (filiale principale de BBDG-SAM, qui a son siège à Monaco) annonçait la cessation de paiement.

Les affaires, loin de mal marcher, allaient au contraire trop bien. Le chiffre de commandes est rempli, mais la société, déjà lourdement endettée, avait un urgent besoin de capitaux frais. La solution envisagée par la direction était d'ouvrir la porte à un investisseur, M. Peter

Gyllenhammar, et sa société de financement Mercurius, moyennant une part des actions. Björn Borg, qui détiendait 60 % des parts de la société suédoise, 40 % allant à son associé, M. Lars Skarck, refusait la solution qui aurait risqué, à terme, de lui faire perdre le contrôle financier de l'entreprise. Björn Borg, en sautant la branche suédoise, entend sauver le reste, c'est-à-dire le marché européen, mais surtout les marchés américain et asiatique, où il prévoyait pour 1989 un bon décollage des affaires. C'est la partie internationale du groupe, Björn Borg Enterprises (siège social à Jersey) et BBDG-SAM, qui devrait s'en charger. Là, Borg est encore moins menacé dans ses positions : il y détiendrait 75 % des parts, pour 25 % à M. Skarck.

Une presse déchaînée

Après avoir pris sa retraite de joueur de tennis, Björn Borg, dont la fortune était alors évaluée par un expert suédois à 1 demi-milliard de couronnes (autour de francs français), s'était lancé dans les affaires en signant, en 1983, un contrat avec Eiser, un fabricant suédois en perte de vitesse, pour la vente de vêtements portant sa griffe. Deux ans plus tard, sur un bilan désastreux,

Borg rachetait Eiser, épongeant le passif et, épuisé par une saison de jeunes yuppies ambitieux choisis par un chasseur de têtes, démarrait BBDG. Son nom valait de l'argent et il s'agissait de ne pas le ternir. En nommant un ancien directeur de Volvo, M. Hakan Friestinger, à la tête du groupe, il en affirmait la sérieux. Mais, devant son refus obstiné d'accepter l'offre de renforcement de M. Gyllenhammar, les membres du conseil d'administration, « choqués », ont démissionné, et leur enthousiasme devant les perspectives de véritable développement a fait place à la colère.

La presse suédoise, qui n'a jamais été tendre envers Borg, mais qui lui avait pardonné son exil monégasque lorsqu'il était rentré en Suède en annonçant qu'il paierait ses impôts comme tout le monde, revient à la charge. « Björn Borg n'a jamais gagné que sur les courts. Pour le reste, il est seul, dans sa vie privée comme dans ses affaires », pouvait-on lire dans un quotidien du soir, qui ajoute que quelqu'un qui ne lit que des illustrés infantiles ne peut diriger une entreprise. Borg, pour sa part, reste calme devant la tempête. « Je suis désolé », dit-il laconiquement dans le communiqué qui annonçait la fin de la société suédoise.

FRANÇOISE MÉTO.

POINT DE VUE

L'accord entre le Mexique et les banques

Un succès qui n'empêchera pas la dette de continuer à augmenter

par Jacques Adda, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

L'ACCORD intervenu entre le Mexique et ses banques créancières marque incontestablement le début d'une nouvelle phase dans la gestion de la crise de la dette. Pour la première fois, en effet, les banques privées ont accepté de procéder, sur une large échelle, à des opérations de conversion de leurs créances autorisant une réduction sensible du service de la dette, extérieure d'un grand pays du tiers-monde.

Des trois options offertes aux banques, la première — réduction de la dette en capital — est celle qui s'attache le plus directement au cœur du problème. A supposer, ce qui est peu vraisemblable, qu'elle soit appliquée à l'ensemble de la dette, à plus d'un an vis-à-vis des banques, soit 54 milliards de dollars, la conversion des anciennes créances en obligations à trente ans, assorties d'une réduction de l'encours de la dette du pays de 19 milliards de dollars (sur un total de 100 milliards) et une économie sur les intérêts versés annuellement de l'ordre de 2 milliards. Les banques devraient, dans cette hypothèse, utiliser pour combler la perte une partie substantielle des provisions qu'elles ont déjà constituées.

La deuxième option — réduction des intérêts — a l'avantage pour les banques de ne pas affecter la structure de leurs bilans. Si elle était retenue par tous les établissements, la conversion des créances en obligations, à trente ans, émises sans dépôt mais portant un intérêt de 6 1/4 %, entraînerait, au taux actuel

du marché (10 % au premier semestre 1989), une économie de 2 milliards de dollars sur les charges d'intérêt.

Cette option semble avoir la faveur de la plupart des banques. Pour le Mexique, l'allègement du service de la dette serait équivalent dans l'immédiat à celui qui résulte de la première option, mais le risque est de voir ce gain potentiel annulé en cas de baisse des taux d'intérêt. Chaque variation d'un point du taux d'intérêt à six mois sur le dollar (Libor) ; London Interbank Offered Rate, cours de référence sur le marché) se traduit par une variation de même signe de 500 millions de dollars des charges d'intérêt sur la dette à plus d'un an vis-à-vis des banques. Ainsi, l'augmentation récente de ces taux, de 7,4 % au premier semestre 1988 à 10,2 % au premier semestre 1989, a entraîné un allègement du service de cette fraction de la dette mexicaine de l'ordre de 1,5 milliard de dollars. L'attrait de cette deuxième option pour les banques résulte, entre autres, d'une anticipation de la dérive prochaine des taux à court terme, dérive qui semble assez probable dans un contexte de ralentissement de l'activité et de plafonnement de l'inflation aux Etats-Unis. A plus long terme, la réduction progressive du déficit budgétaire américain contribuerait à ramener les taux d'intérêt réels à des niveaux moins substantiels que dans les années 80.

Le plan Baker encore

La troisième option rejoint la philosophie de l'ancien plan Baker en proposant aux banques un apport d'argent frais correspondant en quelque sorte au quart de leurs engagements sur la dette à plus d'un an. La durée des crédits serait de quinze ans, dont sept ans de grâce.

et le marge des risques serait maintenue à 13/16 au-dessus du Libor. Appliquée à l'ensemble de l'encours traité, cette option se traduirait par un délestage de 3,4 milliards de dollars de crédits bancaires par an entre le mi-1989 et le mi-1993. Le transfert net des ressources du Mexique vers ses créanciers, c'est-à-dire la différence entre ce qu'il verse au titre du service de sa dette extérieure et les nouveaux apports de fonds qu'il reçoit, serait ainsi réduit pendant quatre ans de 3 milliards environ par an. Mais il recommencerait à augmenter, toutes choses égales d'ailleurs, à partir de la cinquième année.

L'un des paradoxes de ce montage financier, censé concrétiser les orientations définies lors de la réunion du groupe des Sept à Washington en avril dernier, et confirmé lors du récent sommet de Paris, est qu'il pourrait fort bien se traduire par une augmentation de l'encours de la dette globale du Mexique et non par sa réduction. Indépendamment du crédit-réel mis en place par le Trésor américain (2 milliards de dollars) et des nouveaux concours offerts par le Japon et l'Espagne, il suffirait pour cela que le choix des banques porte davantage sur l'option 3 que sur l'option 1, l'option 2 n'attirant pas l'encours de la dette. On est encore bien loin d'une dévalorisation massive des créances bancaires, en rapport avec les dettes négociées sur le marché secondaire qui atteignent actuellement 80 % pour les créances sur le Mexique.

Selon les choix qu'effectueront les banques et qui dépendront de leur taux de provisionnement, de leur degré de capitalisation et de leurs anticipations de l'avenir de la dette, l'entrée en vigueur de l'accord permettra de réduire le transfert net de ressources du Mexique vers l'étranger de 2 à 2,5 milliards de dollars par an, soit le tiers environ des montants transférés chaque année depuis 1983. Ces transferts resteront donc négatifs, ce qui signifie que la ponction opérée sur l'épargne locale continuera de freiner l'effort d'investissement du pays au cours des prochaines années.

Une contribution modeste

On sait par ailleurs qu'étant financé pour l'essentiel par des emprunts extérieurs de l'Etat mexicain ces transferts alimentent la croissance d'une dette publique interne qui constitue un facteur permanent de déséquilibre des finances publiques et de tension inflationniste. Si l'accord du 23 juillet marque donc une avancée et fournit un ballon d'oxygène appréciable au gouvernement mexicain, confronté au cours des derniers mois à une crise de légitimité politique doublée d'un effondrement de ses réserves de change, il n'apporte qu'une contribution modeste aux problèmes de long terme de l'économie mexicaine, dont le PIB se situait en 1988 encore 1 % en dessous de son niveau réel de 1981, malgré une croissance démographique de 2 % par an.

(*) Auteur avec Marie-Claude Smeets de la France face au Sud, le miroir brisé (éditions Karthala, 1989).

AGRICULTURE

La France va augmenter de 25 % les primes au gel des terres

La France a annoncé le mardi 25 juillet, à la réunion des ministres de l'Agriculture des Douze à Bruxelles, son intention de relever de 25 % le montant des primes versées aux agriculteurs qui appliqueront le programme de gel des terres mis en place en février 1988 par la CEE. Comprises

entre 910 F et 2 450 F par hectare gelé pendant la campagne en cours, ces primes s'inscriront désormais dans une fourchette allant de 1 137,5 F à 3 060 F. Un exploitant doit geler au moins 20 % de ses terres arables pendant cinq ans pour en bénéficier.

Lorsque, en février 1988, la CEE s'était résignée à engager un programme de gel des terres visant à réduire la production céréalière des Douze, la France avait aussitôt manifesté ses réserves. Dès son retour rue de Valenciennes, en remplacement de M. François Guillaume, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, avait prôné une jachère « volontaire », expérimentale, et fixé des primes en conséquence ; alors que le règlement communautaire autorisait un montant d'indemnisation allant de 700 F à 4 200 F, la France avait réajusté la fourchette entre 910 F et 2 450 F.

A l'heure des premiers bilans, on découvre sans surprise que l'Holagone a été le moins prompt à geler ses terres. Alors que les pays voisins ont jouté le jeu dès l'été 1988, il a fallu attendre novembre pour que le règlement européen entre en vigueur dans les campagnes françaises.

Une jachère énergétique

La région Centre la plus active

Encore le mot vigneron est-il trop fort : selon un rapport présenté en début de semaine par la Commission de Bruxelles, la France n'a gelé que 15 707 hectares, soit moins de 1 % de ses terres arables.

Sur les quelque 434 000 hectares mis en jachère dans la CEE en 1988-1989 (pour une superficie cultivable totale de 70 millions d'hectares), la plus grande part se trouve en RFA, où près de 170 000 hectares ont été gelés. L'Allemagne de l'Ouest a, il est vrai, versé à ses agriculteurs des primes élevées, allant de 3 100 F au plafond de 4 200 F par hectare. Viennent ensuite l'Italie (155 606 hectares mis en jachère)

et le Royaume-Uni (54 779 hectares). En France, c'est la région Centre qui a le plus participé au programme de gel des terres, avec 3 698 hectares mis en jachère, devant l'Aquitaine, le Poitou-Charentes et la Midi-Pyrénées. En Alsace, sans agriculteurs n'a en revanche été tenté par l'expérience. La Commission européenne explique ce « faible succès » par l'« introduction tardive » du programme de gel en France et par le « niveau peu élevé de l'aide ».

extensif. Le ministre soulignait le risque de voir certaines régions céréalières concurrencer les régions moins favorisées dont l'élevage est la principale activité.

La France a en outre mis à l'étude un projet de « jachère énergétique » visant à produire des denrées pour la fabrication du bioéthanol. Cette perspective, qui s'adresse aux organisations professionnelles agricoles, demeure toutefois obscurcie par le coût d'une telle production, comparé à celui du carburant traditionnel. Bruxelles s'est jusqu'à présent montré sceptique quant aux chances de développement de l'éthanol, malgré les pressions des céréaliers, des botanistes ou du groupe italien Ferruzzi.

La position française, quant à la jachère, ne manque pas d'élégance. Quel chemin de Damas le ministre de l'Agriculture a-t-il rencontré pour apparaître plus royaliste que le roi — ce que la Commission, — après avoir montré auparavant tant d'incrédulité ? Il n'y a pas si longtemps qu'il fustigeait la jachère « de couleur, verte par exemple », celle prônée par son prédécesseur, M. François Guillaume.

Doit-on désormais admettre que le gel des terres est la meilleure solution pour réduire une production céréalière qui, compte tenu de la sécheresse et de l'aide aux pays de l'Est, n'a d'ailleurs plus rien de monstrueux ? Le programme de mise en jachère est une décision prise à contrecoeur par Bruxelles pour permettre à la RFA d'accepter les autres restrictions de l'Europe Verte (limitation des productions céréalières, baisses de prix) et de verser de l'argent à ses agriculteurs...

ERIC FOTTORINO.



L'AUTRE FAÇON D'ÊTRE RECONNU PAR LES PUBLICITAIRES. C'EST DE FAIRE UNE ÉCOLE RECONNUE PAR LES PUBLICITAIRES.

Il y a autant d'écoles de publicité que de façons de faire de la publicité, le tout c'est de ne pas se tromper.

Sup de Pub, c'est l'Institut Supérieur de Publicité et de Communication d'Entreprise. Depuis sa création en 1986, il propose deux cycles d'études :

le niveau 2^e cycle : 2 ans d'études, accessible aux diplômés Bac + 2
le niveau 3^e cycle : 1 an d'études, accessible aux diplômés Bac + 4.

Cette année, il s'enrichit d'un nouveau programme :
- Le Master Publicité et Communication créé par l'École Supérieure de Commerce de Paris en coopération avec Sup de Pub : habilité par la Conférence des Grandes Écoles. 1 an d'études, accessible aux diplômés Bac + 5 et Grandes Écoles.

Sup de Pub, c'est l'école de Communication reconnue par les professionnels de la Pub.

Dernières sessions d'admission Septembre 89. Pour obtenir la brochure de l'école, la date des tests d'admission ou tout autre renseignement, adressez-vous à : Sup de Pub 3, rue Hassard 75019 Paris - Tél. : (01) 41 42 02 26 86.

Sup Pub

LA GRANDE ÉCOLE DE LA COMMUNICATION

Établissement privé d'enseignement supérieur, reg. par la loi de 1901

REPÈRES

Etats-Unis

Le déficit du budget sera moins élevé que prévu

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a atteint 105,5 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année budgétaire 1989 (1^{er} octobre 1988-30 septembre 1989). Ce chiffre représente une réduction de presque 12 % par rapport à la même période de l'année précédente.

On estime donc que, sur l'ensemble de l'année budgétaire 1989, le déficit devrait avoisiner 137 milliards de dollars, soit moins que ce qui avait été prévu par la Maison Blanche. La semaine dernière, celle-ci avait révisé en baisse ses estimations initiales de 164,1 milliards de dollars à 148,3 milliards de dollars, après avoir constaté que la réforme fiscale mise en place en 1986 s'était traduite par des rentrées d'impôts supérieures à ce qui avait été envisagé.

Pétrole

Les cours du brut en dessous de 17 dollars

Les cours du brut, qui est la catégorie de pétrole de référence extrait de la mer du Nord, étaient le mardi 25 juillet en forte chute sur le marché pour s'établir à 16,85 dollars le baril pour livraison en septembre, leur plus bas niveau depuis un mois.

Le marché a réagi à une information de l'hebdomadaire Petroleum Intelligence Weekly publiée la veille selon laquelle la Koweït exporte 1,8 million de barils par jour alors que son quota de production fixé par l'OPEP est de 1,1 pour le second semestre 1989 et que les exportations ne devraient pas dépasser 1,35.

La dernière nouvelle qui pourrait influencer le marché pétrolier arrive d'URSS. En effet, les mineurs grévistes devraient reprendre le travail, écartant les craintes relatives à des retards supplémentaires dans les livraisons des produits soviétiques. (AFP.)

BOURSE DU 26 JUILLET

[illegible]

Comptant (collection)

Comptant (selection)						SICAV (selection)						25/7					
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Emission	VALEURS	Emission	Emission			
Obligations						Étrangères											
Obli. 5.20 5/77	123 98	1 643	C.I. Marlow	842	Machine Bull	80 10	Victoria	1840	A.A.A.	103 21	103 21	France Indus. B&W	100 78	105 68			
8.00 5/79/83	102 40	0 378	Chenier (B)	2200	Magnolia Unipol	68	Vietnam	140	Action	236 71	232 32	France Indus. B&W	451 63	450 05			
8.00 5/79/84	104 86	0 616	Chenier (L)	1131	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
12.25 5/80/80	103 58	1 824	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
15.20 5/80/80	103 12	2 810	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
14.00 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
13.40 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
12.20 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
11.50 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/81/81	108 98	0 616	Comp. Indus. Alcan.	370	Magnolia Unipol	68	Wetran	740	Action	561 70	541 48	France Indus. B&W	451 63	450 05			
10.25 5/																	

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 26/37	COURS DES BILLETS	
			Achat	Vente
Euro-Unité (\$ U.)	5 417	5 383	2 305	5 650
Algerie (100 alg.)	7 027	7 027		348
Argentine (100 p.)	10 150	836 900	150	2 560
Belgique (100 F.)	16	16	850	
Brazil (100 R.)	300 650	300 470	231	311
Canada (100 C.)	87 230	87 230	821	87 800
Chili (100 pesos)	82 340	82 230	88	87
Colombie (100 pesos)	10 150	10 150	10	10
Guatemala (100 quetzales)	3 822	3 818	3 760	4 550
Haïti (1 000 Gourdes)	7 700	7 700	4 400	4 900
Indonésie (100 Rupiahs)	250	244 530	382	404
Italie (1 000 Liras)	93 250	93 250		104
Jaïkine (100 mils)	48 170	48 150	48 700	48 700
Maroc (100 pes.)	5 406	5 406	5 200	5 700
Perou (100 n.)	4 047	4 047	3 900	4 600
Portugal (100 Esc.)	8 400	8 400	5 300	5 600
Canada (Can. \$ U.)	4 610	4 608		

Marché libre de l'ar-

MONNAIES ET DEVISES	COURS par.	COURS \$/fr
Or fin (à la livre)	77400	76900
Or fin (au gramme)	77400	76700
Or français (24 c)	446	446
Pièces françaises (10 c)	389	
Pièces françaises (5 c)	443	457
Pièces françaises (2 c)	444	458
Souverain	351	351
Pièces de 20 dollars	2840	2850
Pièces de 10 dollars	1485	1442 00
Pièces de 5 dollars	742	
Pièces de 1 dollar	2900	2886
Pièces de 10 florins	442	450
Or Londres	442	
Or Zurich	442	
Or Hongkong	442	

Hors-cote

Pro-Energy	330	.....
	850	.....
	185	285 30
(M)	978	.....
	235	340
	84	84
Seattle	180	.....
	335	.....
	188	222
	471	.....
20-Zm	210	.....
	257	.....
	240	.....
	880	.....
	380	385
	240 10	.....
	185 30	184 80
	371 80	378 20
	55 30	.....
	700	700
Mondo	567	680
	380	.....
	144	121 90 0
	1470	.....

... ..	24709 80
... ..	8857 11

1209 73	529 73
1209 73	1659 58
88 40	85 36
534 82	617 54
5320 45	5320 45
192 42	197 27
1432 37	1376 08
12572 68	12479 08
198 35	193 04
1100 61	1091 15
1393 34	1333 34
482 23	440 85
1182 33	1188 62
1121 85	1098 27
1220 02	1179 90
8939 20	8241 72
10895 84	10895 84
275 34	270 55
1 12	1 08
8837 75	8822 20
285 83	285 40

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements : -

e: coupon détaché - o: offert - °: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

TÉLÉMATIQUE

La FASP menace de passer « à l'action » en septembre

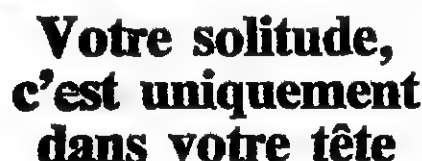
La FASP estime que sa revendication salariale n'est pas excessive : « C'est la juste prix », résume-t-elle, en soulignant que, si un policier de base-commence à 6 000 francs de salaire mensuel, son salaire de fin de carrière, « une trentaine d'années plus tard », est de 9 000 francs. « Ce qui est emporté par le budget ».

Le RPCR proteste contre l'annulation de certaines attributions de terres

Les pêcheurs fouettent les eaux de l'Adriatique

René Gonzalez quitte l'Opéra-Bastille

Jois de décentralisation, c'est-à-dire le rôle des régions, départements, communes et locaux... » Ces élus ont en fait un contrat qui, sans réflexion, ni bilan, ni analyse, ni enquête, ni concertation, ni subsidiarité, ni logique, ni principes, ni valeurs doivent être traités au vu et au saut de la responsabilité la plus proche des lieux qu'elles concernent », a dit M. Fosset, avant d'ajouter : « Le groupe UDP ne poursuivra ni développer aucune réforme de décentralisation locale qui atténuerait la prise en compte de la responsabilité à l'égard des citoyens, mais les ont élus, des conseils municipaux et régionaux de leur administration... »



■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant TEL. : (022) 46.84.88 M 45

● **Accident de la circulation**
Lorraine : 42 blessés. — (Un a-
ccident survenu, mercredi 26 juillet,
l'autoroute Nancy-Toul (Meurthe-
Moselle), entre un car de touristes
belges et néerlandais, un poids l-
et trois autres voitures, s. a.
42 blessés, dont 7 graves. Le blessé
néerlandais et les identités des blessés

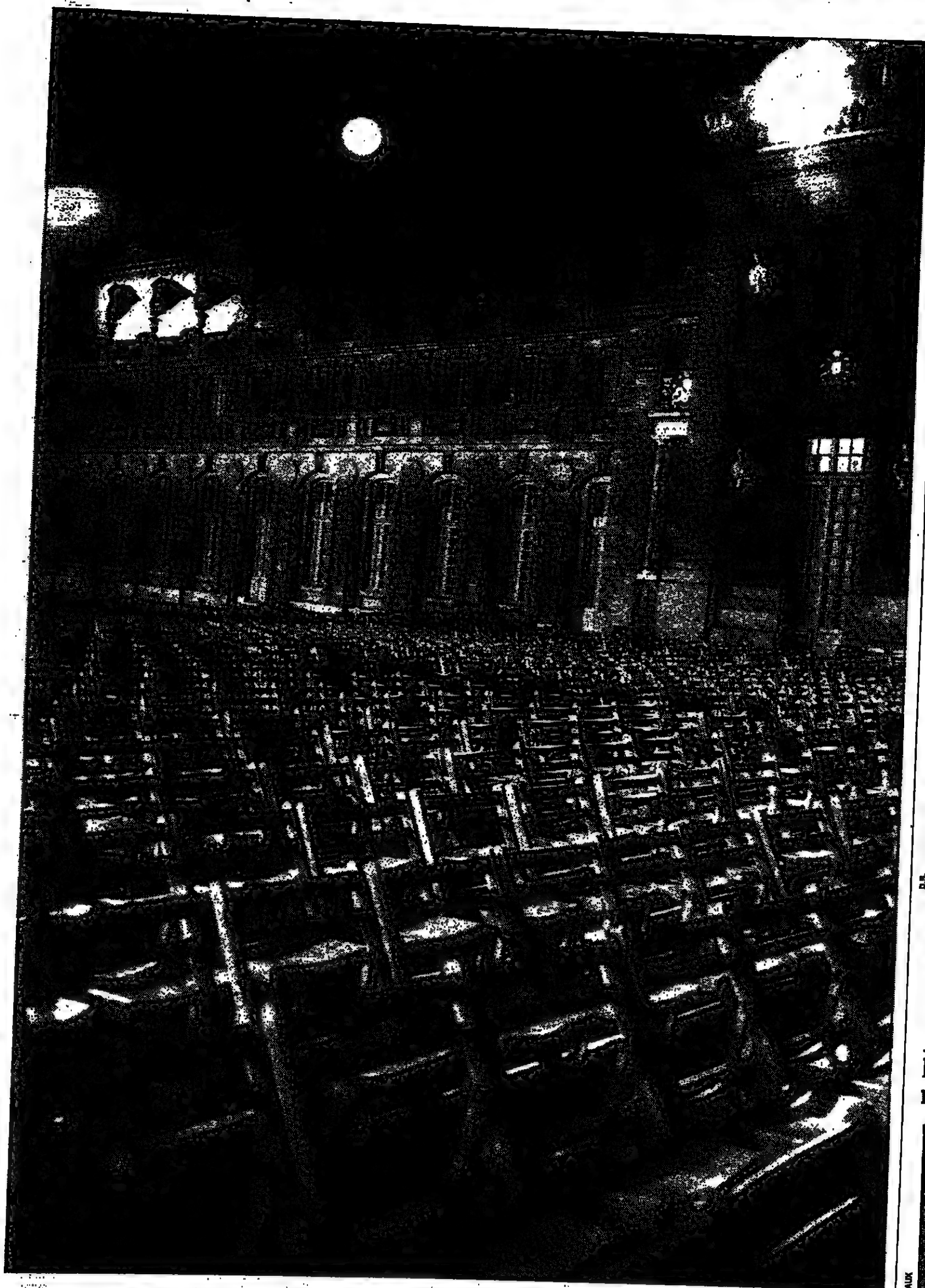
**Le numéro du « Monde »
daté 26 juillet 1982
a été tiré à 503 934 exemplaires**

A C D E F G H

● Ion International
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



JEAN-PIERRE CHARBONNIER/TOP

Chaises à (gros) porteurs

Une chaise de bois comme celle-là valait, dans les premiers rangs, entre 1 000 et 1 500 francs, le 19 juillet. 3 000 francs à deux pour voir, serrés comme des poissons, et entendre, quand un avion ne passait pas, Jessye Norman sous les étoiles. Ni dans *Tancredi*, ni dans *Alceste*, ni dans *la Marseillaise* — c'était cinq jours avant, — mais dans un récital comme elle en donne souvent, et mieux que personne, accompagnée d'un piano.

Cette soirée, en tout point exemplaire de certaines aberrations festivalières, n'est pas l'une des meilleures dont se souviendront les spectateurs du Festival d'art lyrique de Versailles, ni ses organisateurs d'ailleurs. Trois mille personnes piétinaient à l'entrée, la grande Jessye répétait encore. Découvrant les lieux, elle avait refusé l'aide du micro, fui la scène artificielle bâtie à grands frais au-dessus de la pièce d'eau devant un parterre de

5 000 personnes. Exigeant un peu d'intimité, elle avait obtenu après négociation (et, dit-on, intervention du président Mitterrand) de chanter sans amplification pour 3 100 auditeurs seulement, non dans le parc du château comme le spécifiait son contrat, mais dans la Cour d'honneur. Un récital, heureusement, ce n'est pas long. Pour 1 500 francs, cela doit même paraître très bref.

ANNE REY.

REPRISE
« La Ville dorée »
revient de loin

27



En 1943, sortait à Paris avec un immense succès *la Ville dorée* de Veit Harlan. Le réalisateur, dont on avait oublié qu'il était l'auteur de l'ignoble *Juif Süss*, filmait en Agfacolor et en costumes bohémien Kristina Soderbaum, la petite fiancée de l'Allemagne hitlérienne.

TOURNAGE
Un nouveau panache
pour Cyrano

24



Sur le tournage du *Cyrano de Bergerac* dirigé par Jean-Paul Rappeneau, fantassins et cavaliers de la figuration sont hongrois. Mais Gérard Depardieu incarne le héros au nez long, après toute une théorie d'acteurs de théâtre et de cinéma, dont José Ferrer, deux fois (notre photo).

RÉVEIL
Les Iles Marquises
retrouvent Gauguin

30



Colonisation, évangélisation avaient « normalisé » cet archipel tahitien. Gauguin, déjà, s'en était plaint (ici, deux femmes photographiées en 1894 par Henry Lemasson, et dont le peintre s'inspira dans l'un de ses tableaux). Juste retour des choses : les Marquisiens se cherchent aujourd'hui une identité. Et à partir de rien, archéologues d'eux-mêmes, réinventent coutumes, arts, objets usuels.

CLAP-MOTEUR

JEAN-PAUL RAPPENEAU FILME « CYRANO DE BERGERAC »
« Rien de plus compliqué »

« Un nez !... Ah ! mes seigneurs, quel nez que ce nez là ! On ne peut voir passer pareil nasigère sans s'écrier : « Oh ! non, vraiment, il exagère »... C'est à Gérard Depardieu qu'il reviendra de porter le plus célèbre appendice du théâtre français dans le « Cyrano » filmé par Rappeneau. Sortie en mars 1990. Sur le tournage de la bataille d'Arras, spadassins, cavaliers et fantassins grommellent en magyar : la Hongrie a été choisie en vue de très relatives - économies. Hollywood à Szilvasvarad ou le dernier triomphe d'Edmond Rostand. Le bretteur au long nez a définitivement enterré le vrai Cyrano, qui méritait peut-être plus d'honneurs.



Gérard Depardieu avec Jean-Paul Rappeneau.

DANS le jardin du Parc Hôtel d'Eger, grosse ville de province à 200 kilomètres au nord de Budapest, René Clément et Michel Seydoux (les producteurs) ont les yeux rivés au poste de télévision. Ils ne parlent le hongrois ni l'un ni l'autre, mais Jacques Weber (de Guiche) assure la traduction simultanée car il connaît le texte par cœur : ce soir, 12 juillet 1989, la télévision hongroise diffuse depuis un théâtre de Budapest *Cyrano de Bergerac*, d'Edmond Rostand. Jean-Paul Rappeneau (le réalisateur et scénariste) entre dans la pièce et reste figé un instant, les bras ballants. L'histoire qu'il est en train de tourner passe à la télévision hongroise !

Plus tard, au dîner, Gérard Depardieu (*Cyrano*) arrive après avoir vu la version magyare de la scène du balcon et se met à râler : « C'est quand même incroyable, quoi que fasse l'acteur, *Cyrano* s'en sort

toujours ». Jacques Weber, qui a joué le rôle au théâtre devant sept cent mille spectateurs, opine. Même si Christian y a les cheveux gris et Romane la taille un peu épaisse, la preuve est faite. *Cyrano* est bien une œuvre au rayonnement international.

A une trentaine de kilomètres d'Eger, dans un champ près de Szilvasvarad, capitale de l'équitation hongroise, environ deux cents biffins hongrois attendent les ordres. Par un détour imprévu de l'Histoire, ils ont abandonné l'uniforme du pacte de Varsovie pour reprendre celui des Habsbourg. L'armée hongroise est un élément essentiel du dispositif mis en place par Rappeneau pour reconstituer le siège d'Arras, le quatrième acte de *Cyrano*, traditionnellement marqué par l'arrivée sur scène d'un vrai chariot tiré par de vrais chevaux, amenant Roxane.

Ce, c'est le côté Châtelet de la pièce de Rostand. Au cinéma, Rappeneau et Jean-Claude Carrière (le scénariste) ont préféré le côté Hollywood, l'exactitude historique en plus.

En 1640, l'armée française (dont les cadets de Gascogne) assiégeait les Espagnols enfermés dans Arras. Une seconde armée espagnole vint mettre le siège autour des positions françaises. A Szilvasvarad, on ne voit rien d'Arras, rien que des champs qui descendent en pente douce jusqu'à un bosquet de saules qu'on dirait sorti d'un Ruyssdal, si ce n'était la barricade hérissée de piques et renforcée de paniers remplis de terre qui en défend l'accès. Derrière les saules, sur une petite rivière, il y a un moulin de bois patiné par les ans. Il a été construit il y a trois mois par des artisans hongrois qui sont allés chercher dans les fermes des environs les derniers paysans capables de couvrir

un toit de chaume. Le genre de détail qui ravit l'œil et fait exploser un budget si on le réalise en France. *Cyrano* a beau être le film sans doute le plus cher jamais réalisé en français (en tout cas en alexandrins), le choix de la Hongrie, avec son industrie cinématographique solide et ses coûts dérisoires selon les critères occidentaux, a permis de s'offrir des luxes inabordablement chers nous.

Pour la journée les ordres sont simples. Jean-Paul Rappeneau les a établis selon les indications du commandant Servette, spécialiste des guerres du XVII^e siècle. Les piquiers se sont avancés jusqu'à une trentaine de mètres du camp retranché français. Là ils se sont arrêtés pour laisser les mousquetaires tirer. Ensuite un détachement à cheval doit passer au galop le plus près possible du remblai en déchargeant ses armes à feu. Le carré des piquiers s'écartera alors pour laisser passer des paysans chargés de fascines qu'ils iront jeter dans le fossé afin de le combler. Les piquiers pourront charger jusqu'au pied du remblai pour y embrocher le plus de cadets possible au bout de leurs longues lances (4 mètres).

LES TROUVIONS MIJOTENT

Il faut d'abord faire répéter les cavaliers. Szilvasvarad est le berceau de la race lippizane, les chevaux de l'école de Vienne ; tous les figurants à cheval, à l'exception des cascadeurs, ont été recrutés avec leurs montures dans les manèges de la région. A la première prise, le chef des cascadeurs, un Hongrois au crâne rasé et à la moustache blonde par le soleil, belle tête de reître, tombe avant que les défenseurs n'aient tiré leur premier coup de mousquet. A refaire. Alors que tout le monde est sur le plateau depuis 8 heures du matin, il faut attendre la pause du déjeuner pour que la prise équestre (quarante-cinq secondes environ) soit en boîte. En attendant, le soleil monte et les troufions hongrois mijotent doucement sous leur morion, dans leur cuirasse. Ils s'appuient sur leurs piques, certains se sont allongés, démontrant une fois de plus l'extraordinaire faculté du fantasmin à s'endormir dans n'importe quelle condition, même déguisé en boîte de conserve. Le soir, quand ils finiront par donner

Du vrai Cyrano, Parisien libertin...

DEUX écrivains, un joli brin de plume ; acérées chez l'un, effilées chez l'autre. Ici de la satire vivement trousseée ; là, du madrigal joliment tourné. Tous deux rêvent de gloire et tous deux l'obtiendront.

Pour le premier, Hector-Savinien de Cyrano de Bergerac (1619-1655), elle sera éclatante, posthume, équivoque avant tout ; pour le second, Edmond Rostand (1868-1918), elle sera soudaine, inespérée, trop lourde à porter.

Hors les sentiers de la gloire, rien de commun entre l'itinéraire du Marseillais Rostand, poète moudain qui traîne tous les coups avec lui aux crocs de sa moustache conquérante, et le Parisien Cyrano, écrivain libertin, c'est-à-dire affranchi de tout préjugé, invalide de

guerre impécunieuse et — sans doute — plus porté à jouer, comme dit le poète, « les atouts de même couleur » qu'à courtoiser le beau sexe.

Simon que, lors du soir mémorable de décembre 1897 où sa pièce fut créée, le premier a donné du second un portrait superbe et généreux, éclatant de gaieté et de vie, truculent et pathétique à souhait. Faux presque de bout en bout. Au point que, désormais, tout éditeur des œuvres de Cyrano de Bergerac prend soin de commencer par préciser qu'il s'agit du « vrai » Cyrano, comme si, après Shakespeare et Brecht, on se croyait obligé, en introduction à *La Guerre des Gauls* de parler du « vrai » César.

Dans le vrai *Cyrano*, les amateurs de science-fiction n'ont voulu voir que le père fondateur — avec le Grec

Lucien — du genre, avec son *Autre monde*, publié après sa mort, en deux temps (en 1657 l'*Histoire comique des états et empires de la Lune* et en 1662 l'*Histoire comique des états et empires du Soleil*), mais dont la version complète ne sera accessible qu'en 1921. Pittoresque voyage dans les étoiles mais qui se rapproche davantage du *Micromégas* de Voltaire et des *Spéculations* d'un Fontenelle que des *Chroniques martiennes* de Ray Bradbury. D'où l'abus de réduction qui ne vit dans l'écrivain que le visionnaire à l'imagination fertile, inventeur dans ses textes du parachute et du magnétophone.

Hector Savinien fut en réalité un auteur complet ayant tâté de tous les genres à la mode à son époque : l'épistolaire (ses *Lettres* ont été publiées en 1649), le comique (*Le Pédant joué* qui inspira les *Fourberies de Scapin* de Molière date de 1647), le tragique (sa *Mort d'Agrippine* fut jouée en 1654). Un écrivain et un philosophe fréquentant Gassendi et le cercle de ses amis, Chapelle, d'Assolvi, Tristan l'Herminette, et dont la pensée libertine — au sens étymologique du terme et non à celui qu'il aura au siècle suivant — attirait sur lui les foudres de la censure (rapidé retrait de la *Mort d'Agrippine* pour l'impudicité de quelques vers) et sera peut-être cause de sa mort. A moins que ce ne soit quelque maladie vénérienne qu'il dut contracter vers 1645 ; ou encore les suites de la blessure à la gorge qu'il reçut au siège d'Arras en 1640, et qui mit un point final à sa carrière militaire.

Car Cyrano fut cela aussi, un rimailleur plein de verve et un bretteur de talent. Il savait pousser une ballade pour quelque cruelle, ridiculiser un comédien comme Montfleury, et affronter, à la porte de Neales, quelques dizaines de spadassins. Certes, Rostand n'a pas tout inventé. Mais il a failli sur deux points capitaux : son héros, parangon de l'indépendance et de la fierté, n'a pas hésité dans la vie à changer parfois de camp et de protecteur, devenant mazariniste après avoir brocardé le cardinal. Et surtout le plus grave : le Bergerac qu'il ajoute à son patronyme n'est que le nom d'un fief familial sis... en la vallée de Chevreuse.

Ni Gascon ni panache ! Mais du pittoresque, beaucoup de pittoresque, au point que, deux siècles après sa mort, Théophile Gautier lui consacre une place de choix dans ses *Grotesques* (1844). Leur lecture charma le jeune Rostand, qui ne rêvait que de gloire théâtrale et dont les *timides Essais* n'avaient rencontré qu'un succès d'estime. Certes, on avait loué pour les *Deux Pierrots* (1980), les *Romanesques* (1893), la *Princesse lointaine* (1894) la grâce et la fluidité du vers. On vanta aussi la haute inspiration de la *Samaritaine* (1897). Mais le succès se faisait attendre. Il fallait au jeune poète, époux fraîchement comblé de la délicate Rosemonde Gérard (auteur de l'immortel distique « Aujourd'hui plus qu'hier et bien



José Ferrer (Gordon), 1951.

moins que demain », une muse, un héros, une histoire, un acteur, un public. La muse, ce fut Sarah Bernhardt, à qui il avait dédié la *Princesse lointaine* ; le héros ce fut Cyrano, qui l'avait tant séduit chez Gautier. L'histoire se devait d'être d'amour et d'héroïsme ; elle broda, en combinant les deux personnages d'une authentique précieuse et d'une lointaine cousine, sur une passion impossible à satisfaire. Pour l'acteur, seul le puissant organe de Coquelin aîné (que Sarah Bernhardt appelait « mon coq ») pouvait faire vibrer à la fois le parterre et l'alexandrin sonore.

Restait le public, celui de la France de cette fin de siècle. Un public qui se gargarisait d'héroïsme de quatre sous ; qui s'en allait à la revue « voir et complimenter l'armée française » et « l'héroïque général Boulanger » ; qui cherchait dans l'aventure coloniale et l'affrontement avec la perfide Albion un apaisement à la défaite de 1870. L'œil fixé sur les provinces perdues, le petit doigt sur la couture du pantalon cocardier que lui avaient taillé sur mesures les ligues nationalistes et les auteurs de pamphlets, Mazarin, Déroutelle, le jeune Barrès, tous acharnés à cloier au pilori le « traître » Dreyfus et prompts à entonner la *Marseillaise* ou le *Salut au drapeau*.

Et que lui offrait-on à ce public ? Du « théâtre libre », du théâtre expérimental, des auteurs comme



Claude Dauphin (Fernand Rivers), 1945.

هكذا الرجل

هكذا الرجل

CLAP-MOTEUR

EN HONGRIE ET EN ALEXANDRINS

«...que ce siège d'Arras...»

L'assaut à la position française, on aura du mal à les arrêter. Trois siècles plus tard, les principes de l'art militaire restent inchangés, plus longtemps on laissera le soldat mariner, plus l'assaut sera féroce.

La veille, ils étaient mille soldats, figurants espagnols, qui ont chargé au pas à travers champs. En novembre de l'année dernière, les producteurs avaient fait ensemencer de seigle un pré qui fait face au camp retranché. Pour la couleur et surtout pour que les premières lignes s'avancent dissimulées jusqu'à la poitrine.

Les cavaliers ayant fait leur office, c'est au tour des paysans d'aller combler le fossé sous le feu. A la troisième prise, Jean-Paul Rappeneau crie : « C'est du seigle ! » et passe à la scène suivante. Malgré le retard pris dans la matinée, le plan de travail de la journée sera respecté. Comme d'habitude sur un plateau de cinéma, tout va très lentement, à une vitesse inversement proportionnelle à l'ampleur des moyens cinématographiques. Quand les choses semblent traîner au-delà du supportable, Rappeneau prend son mégaphone et dit : « Bon, qu'est-ce qui nous empêche d'avancer ? » ; le signe infaillible, en général, que l'on tournera dans la demi-heure qui suit. Le réalisateur avoue que, « pourvu que ça ne s'éternise pas », il prend un certain plaisir à jouer au général en campagne. Mars et Jupiter tonnant sont avec lui. Depuis un mois que l'équipe est à Eger, il n'a jamais plu pendant la journée (en revanche la nuit est détrempée par des orages terribles, et l'air est perpétuellement chargé d'humidité), le siège d'Arras s'achèvera donc en temps et en heure.

LE MARÉCHAL EST SUPERBE

Le 14 juillet, pendant que Paris célèbre le Bicentenaire, une poignée de Français héroïques défendent le camp retranché. Les attaquants de la veille font relâche, il s'agit de filmer Depardieu-Cyrano montant au canon sur le remblai, aidé de Philippe Morier-Genoud (Le Bret) et de quelques cadets. L'après-midi sera consacré à la scène des aveux de Christian à Cyrano. Sous le feu des obusiers espagnols, Vincent Perez (Christian) essaie de persuader Cyrano d'aller avouer son amour à Roxane.

Si l'on était assis en face de Depardieu-Cyrano dans le métro, on le regarderait bien en face en cherchant

ce qui cloche : le nez est sans doute un peu gros. Puis il tournerait la tête pour regarder par la fenêtre et l'on surcroquerait, il a un nez très... grand. Improbable mais pas invraisemblable. Une hypertrophie, mais pas un postiche. C'est Michele Burke, responsable des troupes de la Guerre du feu, qui a créé ce nez. Depardieu en consomme un par jour de tournage.

Avant que Cyrano et Christian ne s'expliquent, De Gaiuche-Weber doit monter au feu et tirer deux coups de pistolet. En cuirasse damasquinée d'or recouverte d'un col de dentelle, le maréchal est superbe. A la pensée, il explique sa présence dans ce film, dans ce rôle : « Si quelqu'un d'autre que Gérard Depardieu avait joué Cyrano, j'aurais refusé. Le jour où je suis arrivé sur le plateau, j'avais une certaine appréhension. Je l'ai vu avec le nez, j'ai ressenti une émotion très forte. Depuis tout va bien. » Jacques Weber connaît la pièce et son histoire par cœur. La veille il a

longuement parlé avec Depardieu de la blessure à la tête du dernier acte, du traditionnel bandeau qui la masque au théâtre et de son inutilité au cinéma. Mais sur le plateau, il est De Gaiuche, le grand du royaume, secrètement fasciné par Cyrano, « un beau rôle ».

L'après-midi, on fait huit prises de la scène entre Christian et Cyrano. Vincent Perez a longtemps travaillé avec Chéreau et il commence sa carrière au cinéma : il a tourné dans la Maison du jade, de Nadine Trintignant. Le rôle de Christian n'est a priori pas très gratifiant. « Je l'aurais refusé au théâtre », dit Perez. C'est peut-être pour ça qu'il est contracté, on dirait qu'il cherche la veine tragique de ce personnage qui souvent ne reste qu'un bellâtre. Une fois qu'il est en train, Depardieu insiste pour refaire la scène en jouant encore plus mélo. « Regardez Peter O'Toole dans Lawrence, il n'y allait pas avec le dos de la charrue. Quand on parle d'amour au milieu des explosions, on ne joue pas en retrait. » Anne Brochet (Roxane)

est venue faire un tour sur le plateau. Elle ne travaille aujourd'hui. Dans son dos, ses collègues, les producteurs, le réalisateur se répandent en louanges, au-delà de ce que les conventions exigent.

L'équipe est rentrée à Eger. A Paris, l'Opéra Goudie bat son plein, mais en Hongrie on tourne même le samedi. L'équipe célébrera le Bicentenaire le 15. Jean-Paul Rappeneau revient de la projection des rushes. Il en a l'air content mais il dit, comme si on venait de lui apprendre qu'on tourne Cyrano avec un budget de 100 millions de francs et Gérard Depardieu dans le rôle-titre : « Je suis très impatient de voir ce que ça va donner. » Pourtant, « à un moment de la préparation, j'ai comme une morlote dans la tête, explique le réalisateur de la Vie de château, et je monte le film avant de le tourner. Sur le plateau, j'essaie de refaire le film que j'ai vu à ce moment-là. » Il tourne en scènes extrêmement courtes, bâtit ses films autour des rythmes, des images, des mots. Ici, il est au milieu du gué et c'est la première fois qu'il tourne sur un texte qu'il n'a pas écrit : « Jusqu'ici, je prenais le commandement de bateaux que j'avais construits. Et là, je me retrouve à la barre d'un vieux navire grinçant. »

Avec Jean-Claude Carrière, il a sérieusement redessiné l'engin. Le film ne durera pas plus de deux heures, la plupart des tirades ont été très sérieusement élagués (sauf celle du nez, bien sûr). Carrière a rajouté quelques vers de ci de là pour que les dialogues coulent plus facilement. Et il n'a pas résisté au plaisir d'écrire tout seul une lettre à Roxane : « Loin de ce monde obscur, vulgaire et mensonger/Il existe un pays pour les cœurs raffinés/Loin de ce monde amer violent et tortueux/Il existe un pays pour les amants heureux. »

Chez Rappeneau, Depardieu et Weber on retrouve la même exaspération affectueuse face à la pièce : la versification est souvent lourdingue, les plaisanteries « nulles, affligeantes », dit Rappeneau. « Mais au dernier acte, quand Roxane dit à Cyrano : « c'était vous », j'ai un frisson, rien qu'en le lisant. » Dans les salles, on frissonnera à partir du 28 mars 1990.

THOMAS SOTINEL

Un vilain nez de 100 millions de francs

En 1983, lorsque la pièce de Rostand tombe dans le domaine public, Gaumont propose à Jean-Paul Rappeneau d'en réaliser une adaptation. Le réalisateur (qui n'avait rien tourné pour le cinéma depuis Tout feu tout flamme, en 1981) écrit une première adaptation, mais le projet en reste là. En 1988, René Clément, de Hachette Première, entre en scène. A son initiative, Jean-Claude Carrière et Rappeneau résistent un scénario, beaucoup moins respectueux de la pièce, multipliant les décors, taillant dans le texte. Pour des raisons économiques, le tournage se déroule en grande partie en Hongrie. Un premier budget prévisionnel atteint 70 millions de francs. Le coût total sera, en fait, de 100 millions.

Hachette Première ne peut assurer à elle seule le risque financier, et René Clément invite Camera One, la société de Michel Seydoux (producteur, entre

autres, d'Un homme amoureux, de Diane Kurys), à s'associer à part égale avec Hachette. Avec 4,5 millions de francs d'avance sur recettes, les participations d'Antenne 2, de Canal Plus, d'UGC et d'une SOFICA, SOFIMERGIE, le film est déjà financé à hauteur de 47 millions de francs. Hachette Première et Camera One ont assuré, pour un même montant chacun, le reste du financement.

Malgré la taille du projet, Cyrano n'a pour l'instant pas bénéficié de l'aide aux grosses productions dont le ministre de la Culture avait annoncé la mise en place au début de l'année. Le mécanisme d'aide (des participations privées, garanties par le Centre national de la cinématographie) est défini, mais, pour l'instant, l'argent se fait toujours attendre...

Th. S.

...au mythe Cyrano, Gascon étincelant

Cassel) aime et courtisent les deux plus célèbres beautés de l'époque, Marion Delorme et Ninon de Lenclos. Mais celles-ci préfèrent changer de partenaire sans qu'elles s'en aperçoivent. On imagine les quiproquos et les rebondissements possibles. Ce film méconnu, injustement boudé par la critique, est sans doute la seule fiction sérieuse sur Cyrano, celle qui ose enfin ébranler le mythe tout en le confortant, retrouver le Cyrano de l'histoire tout en conservant celui de la légende. Avec ironie et tendresse, soutenu par un scénario qui associe Dumas à Rostand.

Plus de vingt ans après, l'australien Fred Schepisi dans Roxane (1987) met en scène un moderne Cyrano, pompier américain. Mais il faudra le Retour des mousquetaires (notre supplément « Arts et Spec-

tacles » du 27 avril) et l'irrévérencieux Richard Lester pour un ultime décapage. Il fait de Cyrano (interprété ici par Jean-Pierre Cassel) un rêveur à macelle, un hurluberlu un brin fanfaron, plus soucieux dans son ballon dirigeable de courants d'air que de panache.

Cyrano ne serait-il, au fond, comme son ballon et comme sa bandouche de créateur, qu'une outre remplie de vent, écho vibrant et creux de nos rêves d'enfant ? Un joli bibelot d'innanités sonores ?

CLAUDE AZIZA

* Une nouvelle édition de Cyrano de Bergerac, avec dossier iconographique et notice historique sur le vrai Cyrano, paraît en septembre chez Presses Pocket.



José Ferrer (Abel Gance), 1933.

«Ibén venus tout droit des brumes nordiques, et qui s'écroulaient la critique. Alors que pouvait faire ce public, lui qui avait en son temps fait triompher le Cid et Hernani, lui qui s'était nourri de feuilletons et de mélodrames, que pouvait-il faire d'autre que d'acclamer une comédie héroïque en cinq actes et en vers, qui résumait ses plus secrètes aspirations ? Et dont la mayonnaise savamment dosée allait prendre, bien au-delà des espérances de son auteur, terrifié, malade de trac, puis porté en triomphe, bientôt décoré, très vite sacré roi de Paris.

Rostand ne se remit jamais du succès de Cyrano, au point que les pièces suivantes — l'Aiglon (1900) et l'Écho et de l'impuissance, la seconde parfaitement illisible et injouable. Qu'importe ! Parfaite adéquation entre l'attente d'un public et les aspirations d'un auteur, Cyrano avait échappé à son créateur, avait définitivement enterré l'autre, le « vrai ». Avait enfin réussi le tour de force de réconcilier les tendances conciliantes avec l'esprit anarchiste, Cernille avec Hugo, Eugène Sue avec M^{me} de Scudéry. Ainsi chassant toute bonne conscience, peut-il frémir, pleurer, rire, applaudir : il y en a pour tous les goûts, pour tous les âges et pour toutes les classes sociales. Mais attention, ne creusons pas, ne nous interrogeons pas

trop sur le trio Cyrano - Roxane - Christian. Ne cherchons pas à savoir qui aime qui, qui peut et ne peut pas. Car dans Cyrano — qui figurerait ? — on ne voit pas plus loin que le bout de... son nez.

Voilà, le mot est lâché, le mot tabou, le mot-tirade. En avait-il ou pas, de nez, le « vrai » ? Oui et non. Il l'avait long, certes, si l'on en croit ses portraits et son ami d'Assolvi, mais plutôt recourbé, en bec de perroquet. D'ailleurs un long nez n'a jamais nui, dit-on, auprès des dames. Il semble au contraire faire des promesses que, chez Rostand, Cyrano ne tient pas. Notre héros national aurait-il les signifiétés nouées ou, pis encore, domerait-il dans le « mignon » surtout si ce mignon est beau comme Christian ?

Trêve de sacrilège. Force est bien de constater que Cyrano de Bergerac a été joué sur les scènes du monde entier, toujours avec le même succès. Nos plus grands comédiens s'y sont essayés : après Coquelin aîné, Pierre Dux, Jean Marais, Daniel Sorano, Jean Fiat, Jacques Destoop, Jacques Weber... Quant à la mise en scène elle est restée — chez tous, et même chez Savary — figée, immuable, comme s'il s'agissait d'un monument national qu'on visite religieusement en suivant les flèches.

On aurait pu croire alors que, seul, le cinéma saurait décapier le mythe. D'autant que, dès 1898, les romanciers avaient fait de Cyrano un héros de roman dont se multipliaient exploits et aventures, jusqu'au chef-d'œuvre baroque en sept volumes (1925-1928) où Paul Féval fils et M. Lassez l'opposèrent à d'Artagnan. On y voyait même notre héros, débarqué à Alger et devenu Sidi S'Rano ben S'Rano sauver des Turcs le fameux mousquetaire !

Mais non, le cinéma n'osa pas. En un siècle, trois adaptations fort sages, très orthodoxes, où ne manquaient ni un alexandrin, ni un soupir, ni un poil de nez. Celle de l'Italien Augusto Genina, avec Pierre Magnier, eut pour seul mérite d'être la première (1923), celle du Français Fernand Rivers (1945) permit à Claude Dauphin de composer un Cyrano moins pâle que celui de son prédécesseur. Ni l'un ni l'autre ne furent à la hauteur de José Ferrer, qui en 1931 donna de Cyrano, dans l'adaptation, américaine cette fois, de Michael Gordon un portrait inoubliable, à l'égal de celui des plus grands acteurs dramatiques.

Sans doute avaient-ils laissé transparaître quelque chose du Cyrano historique, pour qu'en 1963 Abel Gance confiât au même Ferrer, dans Cyrano et d'Artagnan le soin de faire enfin revivre en couleurs, et le plus souvent en vers, le libécin et le philosophe du XVII^e siècle. L'intrigue en était coquette à souhait : Cyrano et d'Artagnan (interprété par Jean-Pierre



Steve Martin (Fred Schepisi), 1987.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

L'Amour à quatre temps

de Robert Greenwald, avec Don Johnson, Susan Sarandon, Jeff Daniels, Elizabeth Perkins. Américain (1 h 40).

Dans la douce quiétude d'une petite ville des Etats-Unis, deux couples vivent confortablement sans se poser trop de problèmes jusqu'à ce que Wiley Boon (Don Johnson) juge son existence morne et étiquée. Il passe alors sa vie à se poser des problèmes métaphysiques insolubles. Pour ne gêner personne, il plante là ses amis, sa femme et ses enfants, et part soigner sa déprime à la découverte du monde.

Après la série justicière de *Deux flics à Miami* et un film de la même trempe (*Dead Bang*), Don Johnson casse l'image et veut prouver qu'il est un acteur, un vrai. Susan Sarandon, elle n'a plus rien à prouver : elle sait tout faire, et avec talent. Avec un seul film de cinéma (raté) à son palmarès (*Kanada*), Robert Greenwald a tout à gagner.

VO : Forum Orient Express, handicapée, 1^{re} (43-53-42-28). VF : Fouette, 1^{re} (43-51-58-86).

Cœurs de couleur

de Pierre Uiel, avec Eddie Arnall, Anne Thibault, Marc Gesteau, Gilbert Lemaire, Patrick Michino. Français (1 h 29).

Le difficile retour d'un jeune étudiant dans sa terre natale, la Guadeloupe, après deux ans d'études dans la métropole. Entre-temps les amis ont grandi, et les amours s'écroulent. Tourne entièrement à la Guadeloupe avec des comédiens amateurs et semi-professionnels, le film de Pierre Uiel découvre un pays et évoque les douleurs de sa vie quotidienne.

Sept Perennas, 14^e (43-20-32-20).

Les dieux sont tombés sur la tête...

de Jamie Uys, avec N'Xau.

Lena Fargia.

Hans Strydom, Eira, Nadine, Eric Brown. Américain (1 h 45).

Après leur énorme succès, les dieux nous tombent une seconde fois sur la tête. On pouvait craindre une mauvaise chute comme c'est souvent le cas des suites de films qui ont fait un malheur et beaucoup d'argent. Mais l'atterrissage s'effectue en douceur. Jamie Uys, spécialiste des films à sketches (*Les Anges se font des guêles*) a imaginé quatre histoires en une seule. Cette fois-ci Xico le bushman (N'Xau, qui n'a rien perdu de son flegme étouffé) n'est pas confronté au monde des « gens lourds ».

Il recherche ses deux enfants perdus dans la nature, embarqués par erreur dans le camion de deux trafiquants d'ivoire. A quelques kilomètres de là, un broussard boursin (Hans Strydom) et une charmante avocate new-yorkaise (Lena Fargia) font naufrage dans le désert.

Un peu plus loin, deux soldats, l'un cubain, l'autre américain, sans doute, jurent à cache-cache dans les brousses. Images en accéléré, rencontres inopinées, il y a matière à de nombreux gags plus ou moins faciles mais parfois sautés de bon sens.

B.M.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1^{re} (46-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 2^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 2^e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 2^e (43-55-32-32) ; U.G.C. Bercy, 2^e (46-62-20-40) ; 14 Juillet, Beauvilliers, 1^{re} (45-75-79-79) ; U.G.C. Maitrot, handicapée, 1^{re} (47-48-06-06).

VF : Rex, 2^e (42-36-33-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapée, 2^e (43-87-35-43) ; Pathé Française, 2^e (47-70-33-88) ; Les Nations, 2^e (43-43-04-04) ; U.G.C. Lyon Bastille, 2^e (43-36-23-44) ; Métro, 14^e (46-32-43) ; Pathé Montparnasse, 2^e (43-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 1^{re} (45-74-33-40) ; Pathé Wapler, 2^e (46-22-44-01) ; La Gambetta, THX, 2^e (46-36-10-86).



Sing

de Richard Baskin, avec Lorraine Bracco, Peter Dinklage, Jessica Steen, Louise Lasser, George Dicoen. Américain (1 h 38).

Trois petites notes, un générique-vidéo clip rythmé par une musique balzamique, revêtait une comédie musicale américaine, un croissement de *Fame* (Alan Parker) et de *Footloose* (Herbert Ross). Richard Baskin, dont c'est le premier film, est un réalisateur de clips et cela se voit. La chorégraphie est excellente. C'est la grande, mais la seule qualité de ce film au scénario indigent. Comment une école de Brooklyn qui va disparaître réussit-elle à durer quarante-cinq ans et de

neuf fois à monter *Sing*, son traditionnel spectacle de fin d'année, qui a fait danser des générations d'élèves. La musique est ici une thérapie quasi universelle. Elle réconcilie la mère et la fille, ramène un petit loup dans le droit chemin grâce à la poigne de fer d'une professeur obstinée (Lorraine Bracco, irrésistible), l'italienne, comme lui, et qui danse très bien, comme lui, ça aide.

B.M.

VO : Forum Orient Express, handicapée, 1^{re} (42-33-42-28) ; George V, 9^e (46-62-44-66). VF : Pathé Française, 9^e (47-70-33-88) ; Fouette, 2^e (46-22-44-01) ; Images, handicapée, 1^{re} (45-22-47-94) ; La Gambetta, 2^e (46-36-10-86).

Certains font chanter les voyous. Dans la comédie musicale *Sing*, Lorraine Bracco les fait danser, à coups de frappe s'il le faut. Cette comédienne new-yorkaise connaît la musique : elle anime une émission de rock sur une grande radio française.

B.M.

VO : Forum Orient Express, handicapée, 1^{re} (42-33-42-28) ; George V, 9^e (46-62-44-66). VF : Pathé Française, 9^e (47-70-33-88) ; Fouette, 2^e (46-22-44-01) ; Images, handicapée, 1^{re} (45-22-47-94) ; La Gambetta, 2^e (46-36-10-86).

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Arise my Love

de Mitchell Leinen, avec Claudette Colbert, Ray Milland, Donald O'Connor, Walter Abel, Dick Carroll, Esther Dale. Américain, noir et blanc (1 h 40), inédit (1946).

Une photographie à l'affût d'un scoop saute en Espagne au héros des mains des franquistes pour pouvoir l'interviewer, puis débarque à Paris... en 1939. Pétillante Claudette Colbert en reporter intègre dans une comédie légère, tendre et très réussie.

VO : Action Christine, 9^e (43-28-11-30).

Bagdad Café

de Percy Adlon, avec Marianna Sägebrecht, C.C.H. Foerster, Jack Palance, Christian Kaufmann, Moritz Calhoun, Darrin Flagg, George Aguilar. Américain (1 h 31).

Le curieux voyage d'une Allemande pauvre qui fait fleurir la vie au milieu d'un désert arabe des Etats-Unis à coup de tours de magie et de sourires humains. Deux fois « César » (meilleur film étranger et meilleure œuvre européenne), *Bagdad Café* a permis de découvrir un réalisateur très poétique et un drôle de bonhomme terriblement attachant. Avant *Bagdad Café*, passez donc voir *Zuckerbaby*. Après *Bagdad Café*, offrez-vous *Rosalia* fait ses courses pour les retrouver tous les deux.

VO : La Triomphe 79 (M).

Bird

de Clint Eastwood, avec Forest Whitaker, Diane Venora, Michael Zehaf, Samuel E. Wright, Keith David. Américain (3 h).

La saga de Bird - Charlie Parker - sublime et étonnante saxophoniste qui traitait ses divines improvisations, sa gouaille et sa gueule de bois dans les boîtes enfumées de New York. Clint Eastwood, inspiré, a choisi un comédien inconnu, une révélation : Forest Whitaker.

VO : Ripaille Cinéma, 2^e (46-06-51-33).

Borning Secret

d'Andrew Birkin, avec Faye Dunaway, Klaus Maria Brandauer, David Elia, Ian Richardson, John Nettleton. Britannique (1 h 45).

Lorsque Klaus Maria Brandauer s'ennuie dans un hôtel de montagne, il séduit Faye Dunaway et joue les infidèles. Infidèle aussi, Andrew Birkin qui collectionne les trahisons, converti la très belle nouvelle de Stefan Zweig.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1^{re} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapée, 2^e (47-42-72-62) ; La Pyramide, 7^e (46-33-73-88) ; U.G.C. Biarritz, 2^e (45-62-20-40) ; La Bastille, handicapée, 1^{re} (43-54-07-78) ; Sept Perennas, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juillet, Beauvilliers, 2^e (45-75-79-79).

Buster

de David Green, avec Phil Collins, Julie Walters, Larry Lamb, Stephanie Lawrence, Ewan Stewart, Michael Aspinall. Britannique (1 h 43).

Le meilleur du film réside dans la chronique conjugale menée par un Phil Collins très à l'aise pour un débutant. Mais cette version de l'attaque du train postal, courses-poursuites, considérations sociologiques et reconstitution d'époque, se traine laborieusement.

VO : George V, 9^e (46-62-44-66) ; Sept Perennas, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juillet, Beauvilliers, handicapée, 1^{re} (45-75-79-79). VF : Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-62).

Do the Right Thing

de Spike Lee, avec Danny Aiello, Ruby Dee, Ossie Davis, Giancarlo Esposito, Richard Edson, BN Nima. Américain (1 h 59).

Flammées de racisme généralisées par un jour chaud à New-York. Le mérite de Spike Lee est de faire voir la façon brutale et imprévisible dont les comportements deviennent haineux et irrationnels. C'est sans nuance

et sans point de vue, d'un l'ambiguïté du film. Mais c'est frappant.

VO : Gaumont Les Halles, 2^e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; 14 Juillet, Odéon, 2^e (43-25-59-53) ; Gaumont Champs-Élysées, 2^e (43-59-04-07) ; 14 Juillet, Bastille, handicapée, 2^e (43-57-50-51) ; Gaumont 14^e (43-27-64-20) ; Gaumont Paroisse, handicapée, 2^e (43-35-30-40).

Framers From the Edge

d'Adrian Maben, avec la participation exceptionnelle de Catherine Deneuve, Sigourney Weaver, Karl Lagerfeld, Charlotte Rampling, Jane Newton, Capucine. Allemand (1 h 32).

Nas, publicités, mode ou portraits, l'art du photographe allemand dans tous ses états, décoré par la caméra d'Adrian Maben. Et, en plus, ses égarées et administratrices, Catherine Deneuve, Sigourney Weaver ou Charlotte Rampling, assurent qu'il a du génie. On les croit.

VO : Les Trois Lignes, 9^e (46-33-57-77).

J'écris dans l'espace

de Pierre Esch, avec Marc Rooy, Roger Trap. Français (40 min).

L'histoire de Claude Chappé et de ses frères, qui, sous la Révolution française, inventent et mettent en pratique un système de communication à distance connu sous le nom de télégraphie. Grâce à l'omnipotence, Pierre Esch offre une vision panoramique de l'aventure des frères Chappé, les inventeurs du télégraphe. Ce procédé, inédit pour un film de fiction, diffuse l'image sur 180 degrés. Un très bel hommage aux pionniers de la communication.

La Géode 173 (194).

No Time for Love

de Mitchell Leinen, avec Claudette Colbert, Fred MacMurray, Rex Chase, Richard Haydn.

THÉÂTRE : SÉLECTION PARIS

Amour pour amour

de William Congreve, mis en scène d'André Stiegler, avec Catherine Salviat, Dominique Rozan, Claude Michoux, Guy Michel, Marcel Bouchet, Louis Arheiser, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymanin, et Thierry Hancloche.

Congreve a vingt-quatre ans quand il fait jouer, en 1695, *Love for love*. On s'aperçoit très vite, et l'on redécouvre aujourd'hui, qu'il n'a pas son pareil pour créer sans cesse, avec cynisme et brusquerie, des tons de voix, des images, presque des hallucinations. Sa pièce met aux prises, autour d'un trio pas vraiment habituel - un jeune homme, une jeune femme, le père du jeune homme - toute une ronde d'obédience. Toute l'affaire consiste à rejoindre un fil ou son équivalent... Le décor de Claude Lemaire est splendide, la mise en scène d'André Stiegler remarquable et l'interprétation des comédiens du Français d'une pureté parfaite.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{re}. Le vendredi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F. Dernière représentation le 28 juillet.

L'Amour-Goût

de Crispian Fila, mise en scène d'Éric Lormeau, avec Annie Blanchet, Dominique Borg, Florence Montagnier, Stéphanie Cornille, Patrick Coudane, et Éric Lormeau.

Reprise à Paris de cette pièce qui a obtenu l'an passé le prix du Festival off d'Avignon. L'occasion d'entendre l'un des grands dramaturges du XVIII^e siècle et de retrouver Dominique Borg, comédienne et costumière qui a reçu le César 89 des meilleurs costumes pour *Camille Claudel*.

Œuvre, 55, rue de Cléry, 9^e. Du mardi au samedi à 22 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 1 h 35. De 26 F à 180 F.

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jean-Paul Rousillon, avec Michel Etcheverry, Michel Aumont, Françoise Seigner, Alain Pralon, Dominique Rozan, Jean-Paul Moulinot, Jean-François Hémi, Catherine Sirey, et Michel Favory.

Reprise d'une mise en scène imaginée par Jean-Paul Rousillon en 1969 pour son ami Michel Aumont, qui a joué le rôle d'Harpagon le soir de la première, il y a quelques semaines, pour la deux cent cinquante fois. Autant dire que, comme Françoise Seigner (Rosine) et Alain Pralon (La Flèche), qui tiennent ces rôles depuis le premier jour mais avec un tout petit moins de constance, Aumont est absolument à l'aise dans les frusques de cet avare qui bouleversent les beaux yeux de Mariane (Véronique Vella).

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{re}. Les lundi et jeudi à 20 h 30.

Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 45. De 40 F à 180 F. Dernière représentation le 31 juillet.

Le Bal de N'Dinga

de Tchicaya U Tamsi, mise en scène de Gabriel Guzman, avec Pascal N'Zouli, Christine Sirtaine, Henri Delmas, Henri Delmas, et Jack Robinson.

Nouvelle reprise d'un spectacle qui, dès sa création, nous plait instantanément. Pour sa mise en scène d'un biblique simplicité. Pour la liberté de ton d'une œuvre d'un maître africain qui l'on découvre en cette occasion. Pour une troupe de comédiens d'une rare généralité. Et pour une chanson entêtante qui, mine de rien, en dit long sur un continent en révolution. De théâtre en théâtre, de festival en festival, ce spectacle - une heure trente d'une promenade drôle et émouvante dans la Kinsasa libérée des Belges le 30 juin 1960 - est reçu partout avec la même ferveur.

Œuvre, 55, rue de Cléry, 9^e. Du mardi au samedi à 20 heures.

20 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 1 h 30. De 26 F à 180 F.

Cats

de T. S. Eliot, mise en scène chorégraphiée de Gillian Lynne. A Paris après Londres il y a huit ans, New-York et Tokyo, avec le luxe et les moyens qui ont fait la légende de Broadway, une vraie comédie musicale adaptée de courtes histoires de chats signés T. S. Eliot. Pas toujours de très bon goût mais une lyrique de « tubes » distrayants.

Théâtre de Paris, 15, rue Stancie, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 19 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-80-08-30. Durée : 3 heures. De 170 F à 290 F.

Comment devenir une mère juive

de Paul Fels, d'après Dan Greenberg, mise en scène de Todd Mason, avec Marthe Villalonga, André Valéry, André Bada, Charles Capozzi.

Nathalie Mazen, Cyril Aubin et Catherine Akover.

Reprise à Paris d'un grand succès du pour une bonne part à la gouaille, la spontanéité créative d'une drôle de petite bonne femme, Marthe Villalonga, ni mère, ni juive à la ville, se souvient de ses frères d'Algérie et endosse sans arrière-pensée un rôle qu'on croirait écrit pour elle. Spectacle chaleureux pour les temps chauds.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 42-81-05-43. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.

L'opéra et l'opéra

de Marguerite Duras, mise en scène de l'auteur, avec Claire Daloz, René Bruck, et Nathalie Karym.

Un classique que retrouveront avec plaisir les fans de Marguerite, dont le spectacle est repris par les comédiens de la création dans la mise en scène imaginée par le célèbre écrivain. Lucernaire Forum-Centre national d'art et d'essai,

53, rue Notre-Dame-des-Champs, 9^e. De lundi au samedi à 20 heures. Tél. : 46-44-57-34. Durée : 1 h 20. De 68 F à 130 F.

Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Sarda, Geneviève Casle, Alain Pralon, Dominique Rozan, Catherine Salviat, Dominique Constant, Richard Fontana, Claude Michoux, Véronique Vella, et Jean-François Réol.

Première mise en scène d'Antoine Vitez depuis qu'il a pris l'an passé la tête de la Comédie-Française, ce *Mariage* a un peu déçu. En raison surtout d'une interprétation malheureusement peu convaincante et aussi d'une vision de l'œuvre un peu trop alambiquée. Un travail sérieux, incontestablement, trop sérieux même. Un spectacle important malgré tout pour ceux qui aiment - et ils sont nombreux - l'œuvre de celui qui bissa Chaillet au meilleur niveau européen.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{re}. Les mercredis et dimanches à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

Monsieur Songe

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Seiler, avec Nadia Barentin, Danièle Lebrun, Jacques Boudet, et Jacques Seiler.

Deux clowns de la grande espèce, Jacques Seiler et Jacques Boudet, épaulés par deux parfaits comédiens, Danièle Lebrun et Nadia Barentin, astucieux les mots d'un des auteurs contemporains les plus réjouissants, Robert Pinget. Si la tristesse vous prend, ou si elle ne vous a pas pris, allez voir *Monsieur Songe*. C'est à mourir de rire.

Poche-Montparnasse, 76, bd de Montparnasse, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Tél. : 46-48-52-87. Durée : 1 h 30. De 100 F à 180 F.

La sélection théâtre a été établie par Olivier Schmitt.

CINÉMA

REPRISE DE « LA VILLE DORÉE », DE VEIT HARLAN

Un objet tombé de la Lune

« Aujourd'hui incongru et désuet, le premier long métrage en Agfacolor fut réalisé en 1943 par le cinéaste Veit Harlan, favori du régime nazi. »

Le 19 mars 1943 sortait à Paris un film allemand, *La Ville dorée*, de Veit Harlan. Annoncé comme un événement, il était en effet le premier grand film en couleurs réalisés en Europe, et avec un procédé européen, l'Agfacolor. Trois cent cinquante mille spectateurs virent de film pendant les vingt semaines d'exploitation à Paris. Un record, et le public de province suivit. Les Français occupés, privés de films américains en Technicolor, ne résistèrent pas à la curiosité. Tant pis si Veit Harlan avait été le réalisateur du *Juif Süss*, il n'allaient pas boudier un mélodrame de la plus belle eau, situé dans des décors de rêve (1), la surprise enchantée des couleurs sur lesquelles la presse française de l'époque n'a pas eu assez d'éloges.

Historiquement, *La Ville dorée* (1942) n'est pourtant pas vraiment le premier film en Agfacolor. Ce titre revient à *La Belle diplomate*, de Georg Jacoby, tourné en 1941, avec Marika Rokk. Mais Goebbels le trouva si mauvais qu'il le fit interdire. *La Belle diplomate* sortit plus tard. *La Ville dorée* triompha à la Biennale de Venise, alors essentiellement festival fasciste, et sa vedette Kristina Söderbaum reçut la coupe Volpi de la meilleure interprétation. Cela peut-il encore nous passionner, nous concerner quarante-six ans plus tard ? Voilà bien la plus étonnante reprise de l'été, une sorte d'objet tombé de la Lune. Le film n'a même pas pris le caractère mythique des *Aventures fantastiques du baron Münchhausen* de Josef von Baky qui servit, tout de suite après lui, le prestige de l'Agfacolor et de la firme UFA.

Cinéaste favori du régime hitlérien, malgré ses démêlés avec Goebbels, qu'il a longuement racontés dans un livre-plaidoyer (1), Veit Harlan, qu'il y ait été forcé ou non, a réalisé un film de trop : *Le Juif Süss*. Une infamie dont il n'a jamais pu se laver moralement, et qui a contaminé ses autres œuvres. Avec *La Ville dorée*, puis, toujours en couleurs, *Le Lac aux*



A gauche, Kristina Söderbaum, star du cinéma allemand sous Hitler.

chimères (1943) et *Offrande au bien-aimé* (1944), Veit Harlan se détourne de la politique qu'il a y revenir avec Kolberg, terminé en 1945... pour la défaite de l'Allemagne nazie, ce qui n'était pas le but recherché. S'il y a quelque chose de surnaturel (les rapports des Allemands et des Tchèques) dans *La Ville dorée*, cela ne se sent plus, si loin du contexte historique. On s'en était déjà aperçu à la télévision en 1974.

Le film est tiré d'une pièce de l'écrivain autrichien Richard Billinger. Anna Jobst, fille d'un riche paysan allemand de Bohême, rêve de connaître Prague, la « ville dorée » d'où sa mère était originaire. Celle-ci, qui ne supportait pas la vie à la campagne, s'est jetée dans le marais que le vieux Jobst refuse encore de faire assécher. Anna est destinée à Thomas, le maître-valet. Poussée par la gouvernante Marachka, qui tisse

ses filets autour de Jobst, Anna part pour Prague en l'absence de son père. Elle tombe dans les griffes de la famille maternelle, une tante tenant un bureau de tabac, un cousin, Toni, plus que gigolo sur les bords, qui la séduit, espérant l'épouser et partager ses biens. Mais Jobst déshérite sa fille et décide de se remarier avec Marachka. Enceinte, rejetée par Toni, Anna revient alors au village pour se jeter à son tour dans le marais.

Rien ne laisse entendre qu'en 1942, la Tchécoslovaquie était démembrée, annexée, martyrisée. On est hors du temps, dans un monde folklorique. La nature est belle, on assiste à une fête en costumes, à une représentation de l'opéra *La fiancée vendue*, on traverse les vieilles rues de Prague et la Moldau coule sous les ponts, au rythme de la musique de Smetana qui la célèbre, mais somme aussi kitsch dans les

« arrangements » de Hans Otto Borgmann que le paraissent à présent les images du prestigieux opérateur Bruno Mondi.

La leçon morale reste explicite : la grande ville est malsaine, il faut rester attaché à la terre et la femme coupable (dans le film, elles le sont toutes à des titres divers) doit être punie. Anna, victime, se punit elle-même. D'un mal sort un bien, si l'on ose dire. Jobst chasse la gouvernante et ordonne l'assèchement du marais sur lequel, au dernier plan, ondule un champ de blé mûr au sein duquel repose la tombe d'Anna et de sa mère. Dernier chrono d'une série où se détache Kristina Söderbaum, la Galatée du Pygmalion maudit. Un cas. Issue d'une grande famille suédoise, Kristina Söderbaum a vingt-quatre ans, en 1936, lorsqu'elle vient faire des études d'art dramatique à Berlin. Deux ans plus tard, Veit Harlan, qui est une puissance, remarque l'inconnue et lui donne le premier rôle de son nouveau film *Jeunesse*. Il l'épouse, c'est son troisième mariage. Le dernier. Kristina Söderbaum partagera avec Veit Harlan gloire et opprobre, et défendra sa mémoire. Il est mort en 1964. Elle vit toujours à Munich, et la vieille dame qu'elle est ressemble encore, mélange d'innocence et de résignation, aux personnages que lui fit créer le réalisateur. Un pastel fané.

Kristina Söderbaum fut, devant même l'autre Suédoise Zarah Leander, la star du cinéma allemand sous Hitler, la préférée du peuple allemand. Les Français, eux, n'appréciaient pas cette blonde bien en chair, au jeu stéréotypé, qu'ils prenaient pour une Gretchen. Adorée en Allemagne, donc, cela n'empêche pas qu'on l'ait surnommée « die Reichswasserleiche » (la noyée du Reich) à cause de ses suicides par l'eau. Pas si nombreux qu'on veut bien le dire mais, outre la fin malheureuse de *Jeunesse*, il y eut la noyade volontaire de Dorithea Sturm, sexuellement souillée par le « juif Süss » et celle d'Anna Jobst, imposée, prétend Harlan, par Goebbels. Cela suffit à bâtir une réputation.

JACQUES SICLIER

(1) *Le Cinéma allemand selon Goebbels*, par Veit Harlan. Éditions France-Empire, 1974. Le livre avait été rédigé en 1962. (*) Voir les salles dans notre rubrique « Répertoire ».

Paul Mischak.
Américain, noir et blanc (1 h 23).

Indélicat. (1943). Une jeune photographe de mode, lassée par son milieu, cherche et trouve un homme idéal tout en muscle et doté pour les travaux de force. Mais avant, l'amour, elle lui déclare la guerre. La comédie est un peu lourde, mais la frimousse de Claudette Colbert y met un peu de piquant.

VO : Action Christiane, 9 (43-28-11-30).

Le Peuple singe

de Gérard Vienne. Textes de Jacques Lantier, Antoine Haff, Yves Coppens dits par Michel Piccoli.

France-Indochine (1 h 25).

Enfance, jeux, fairs ou travail : la vie quotidienne des macaques, chimpanzés ou orangs outans dans quatre coins de la planète grâce à la patinoire de Gérard Vienne. Ce petit bijou rythmé par le commentaire sobre de Michel Piccoli lui a demandé cinq ans de tournage. Les singes sont de drôles de cabotins.

Forum Orient Express, Indochine, 1^{re} (43-22-43-28) ; Rex, 2^e (43-28-43-28) ; Chanty Palace, 3^e (43-54-07-78) ; Bretagne, 4^e (43-22-67-97) ; Elysées Lincoln, 5^e (43-58-38-14) ; U.S.C. Bobino, 13^e (43-58-22-44).

Prince Sign O' the Times

de Prince.

Américain (1 h 25).

Prince dans sa tournée européenne : Prince en studio, les témoignages de Prince, les chansons de Prince, les coups de Prince. Un film à la gloire de sa majesté-Prince, conçu par Prince, mais il paraît que le mégalo-magicien fait partie de son charme. Pour ceux qui pensent Prince, rêvent Prince, voient Prince et mangent Prince.

Max Linder Panorama, THO, 1^{re} (43-24-38-58).

Requiem fait des courses

1988, allemand, couleurs, 1 h 34.

Comédie dramatique de Percy Adlon avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold, Erik Strömberg, Willy Herander, Patricia Zuhantayev, John Hawkes.

La quatrième rencontre entre Percy Adlon et Marianne Sägebrecht était en compétition au dernier Festival de Cannes. Cette fois-ci, l'opéra du cinéaste allemand a quitté son pays natal et jouit à merveille avec les cartes de crédit américaines. Percy Adlon, fustigement naïf, se joue de la société de consommation.

Zucker Baby

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Eyal Golan, Hans-Joachim Dier, Toni Berger, Hans Stadler, Will Spiller. Allemand (1 h 30).

Une femme très en rodensqui travaille aux pompes funèbres, change de vie du jour au lendemain. Elle est amoureuse du conducteur du métro. Pour la joie de retrouver ou de faire connaissance avec Marianne Sägebrecht, quelques années avant *Bagdad Café* et pour goûter à la délicieuse ironie douce-amère de Percy Adlon.

VO : Gaumont Les Halles, hanté, 1^{re} (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-58-08) ; 14 Juillet Forum, 9 (43-25-58-08) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-51) ; 14 Juillet Bourgogne, 10^e (45-75-79-79).

REPRISES

Correspondant 17

d'Alfred Hitchcock, avec John McCare, George Sanders, Laraine Day, Herbert Marshall. Américain, 1940, noir et blanc (2 h).

Comment un fringant journaliste à la recherche d'un scoop démantèle un réseau nazi. Riche en péripéties, le film manque toutefois de nervosité, mais, comme d'habitude, Hitchcock a imaginé une grande scène de bravoure. C'est une poursuite effrénée, dans un champ de tulipes cochées par le vent. Il aimait décidément beaucoup faire voyager le crime dans des endroits champêtres bien tranquilles. Pour les amis de suspense.

VO : Rellet Médias Logos, 14 Louis-Jouré, 9 (43-64-42-34).

Le Faucon maltais

de John Huston, avec Humphrey Bogart, Henry Arden, Peter Lorre, Sydney Greenstreet, Gladys George. Américain, 1941, noir et blanc, copie neuve (1 h 40).

La petite statue du faucon compte parmi les accessoires légendaires du cinéma, au même titre que l'imperméable d'Humphrey Bogart qui mène son enquête la cigarette et le sourire faussement désabusé aux lèvres.

VO : Action Christiane, hanté, 1^{re} (43-28-11-30).

Guerre et Amour

Comédie de Woody Allen avec Mia Farrow, Woody Allen, Cibo George-Pont, Harold Gould, James Tolson. Américain 1975 (1 h 25).

Le film a été tourné à la fin de la guerre du Vietnam. Rambo n'était pas né, la mode était au pacifisme. Mêlant le slogan hippy (paix et amour) et Tolstoï (*Guerre et paix*), Woody Allen imagine les mésaventures, en pleine campagne de Russie, d'un certain Boris Grochenko, pacifiste donc, bourré des angoisses métaphysiques les plus drôles de l'histoire du cinéma.

VO : Cité Beaubourg, 1^{re}, Action Film Gaudin, 9 (43-25-58-08).

Holiday

de George Cukor, avec Katharine Hepburn, Cary Grant, Doris Nolan, Lew Ayres, Edward Everett Horton, Henry Kolker. Américain, 1938, noir et blanc (1 h 34).

Quand Cary Grant part faire du ski, il ramène une fiancée et un beau mariage en perspective dans ses bagages. Mais quand la sœur point le bout de son (très joli) nez, il se demande s'il ne s'est pas trompé de sexe et de style de vacances. Pen commu, cette comédie de George Cukor est aussi brillante que *Immortelle Maudslayi* Bébé ou *Women*. Cary Grant et Katharine Hepburn sont hilarants dans leur numéro de cirque.

VO : Action Christiane, 9 (43-28-11-30).

L'Homme des hautes plaines

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Verna Bloom, Marianne Hill, Mitchell Ryan, Jack Ging, Stefan Gierasch. Américain, 1972 (1 h 42).

Lorsqu'un village demande à un cow-boy inconnu de le protéger contre des bandits, il peut s'attendre au pire car leur survie a la vengeance en cœur. Dans la chaleur et la poussière, Clint Eastwood, beau ténébreux habillé tout de noir et de bleu aux yeux, joue du couteau dans un excellent film de Clint Eastwood. Les anglicistes confirmeront plus de chance d'avoir des frissons, le scénario original est en effet plus « fantastique ». La version française a imaginé Clint Eastwood en vengeur de son frère et non de lui-même, faisant de lui un cow-boy bien vivant et non le fantasme de l'histoire originale.

VO : Cité Beaubourg, hanté, 1^{re} (43-27-52-38) ; Action Film Gaudin, 9 (43-25-58-08).

VF : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

La Porte du paradis

Drame de Michael Cimino avec Kris Kristofferson, Christopher Walken, Isabelle Huppert, Sean Westerman, John Hart, Joseph Cotton. Américain, 1980 (2 h 40).

S'il existe aujourd'hui un cinéaste épique, c'est bien Michael Cimino. Son film *La Porte du paradis* était déjà maudit à sa sortie pour avoir ruiné ses producteurs, et fut effroyablement coupé. Neuf ans plus tard, toutes les histoires d'argent sont oubliées et la grande épopée de Cimino sur l'immigration en Amérique sort enfin en version intégrale. On ne peut pas ne pas prendre trois heures quarante de son temps pour y aller. D'ailleurs on ne voit pas le temps passer.

VO : Saint-André-des-Arts 1 (9), Les Trois Salons (9).

Le Rideau déchiré

d'Alfred Hitchcock, avec Paul Newman, Julie Andrews. Américain, 1958 (2 h).

Agents doubles, valise-légitimation entre l'Est et l'Ouest, formules de physique indéchiffrables, du bon Hitchcock, pas du meilleur. Le maître du suspense fait recette. C'est la quatrième reprise hitchcockienne de l'été.

VO : Action Christiane, 9 (43-28-11-30) ; Les Trois Salons, 9 (45-57-10-40).

Tarzan et le chaudière magique

Doublé animé de Ted Berman et Richard Rich d'après « The Chronicles of Prydain » de Lloyd Alexander. Production Walt Disney en association avec Silvers Screen Partners II. Américain, 1986 (1 h 20).

Un brave berger accompagné d'un barde et de son chien délivre une princesse grâce à une épée magique qui combat toute magie. Le héros est couronné d'ambition, il ne se contente pas de protéger une princesse. Il veut carrément sauver le monde.

donnent l'impression d'avoir été copiés sur les pires produits de l'Actor Studio.

Forum Horizon (1^{re}) ; le Rex (2^e) ; UGC Montparnasse (9) ; UGC Normandie (9) ; UGC Opéra (9) ; UGC Lyon Bastille (12) ; UGC Bobino (13) ; Métro (14) ; UGC Convention (15) ; Pathé Clichy (18) ; Gaumont (20).

La Ville dorée

de Veit Harlan, avec Kristina Söderbaum, Eugen Klöpfer.

Kurt Meisel, Anne Rose, Rudolf Frank, Paul Klinger. Allemand, 1942 (1 h 40).

Un mélo, plus encore, une leçon de morale de l'Allemagne nazie. Lire l'article de Jacques Siclier ci-dessus.

VO : Les Trois Salons, 9 (48-33-97-77) ; Studio 43, hanté, 9 (47-70-43-40).

La collection cinéma a été réalisée par Colette Godard et Bénédicte Macheux.



ARTS

SÉLECTION PARIS

La sélection des expositions parisiennes de la semaine du 27 juillet (du vendredi) au 3 août (du dimanche) de notre supplément Arts-Spectacles.

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'André Ouzman, à New-York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y a qu'un pas, que l'artiste français, combinant rigueur et intuition.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 17 septembre.

Collection - passion d'Algerie de Philippe Zoummeroff

Photos sépia, peintures, gravures, cartes postales, en timbres, les cent trente ans de présence française en Algérie racontés par l'image grâce à la très belle collection de Philippe Zoummeroff.

Bibliothèque de la Poste, 34, bd de Valenciennes, Paris, 10^e. Tél : 43-20-15-30. Tous les jours sauf dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 septembre. 10 F.

Demachy, Fuyo et les autres... dans les collections

Maîtres à penser d'un mouvement inspiré de la peinture, les pictorialistes avaient le flux artistique pour objectif : créer des œuvres à la fois sensibles et perverses. Propriété de la Société française de la Photographie, ce choix copieux perpétue ce mouvement (de 1924 à 1952).

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-36-83. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 août.

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de familles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 août.

Dessins d'Ingres du musée de Montauban

Si les dessins, études ou esquisses, révèlent la genèse des œuvres du peintre, leurs traits tout en douceur, caressants et gourmands dévoilent l'aspect plutôt libidineux de ce monsieur très digne de l'Institut. Une exposition à comparer avec celle des dessins « murels » de Michel-Ange au Louvre.

Pavillon des Arts, 101, rue Bonaparte, Paris, 1^{re}. Tél : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 septembre. 25 F.

Egypte - Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douch et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris, 5^e. Tél : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 août. 30 F.

Le Traversée de Paris

Premier événement culturel de la Grande Arche de la

Défense, cette exposition offre un formidable voyage de quatre siècles dans des rues de Paris... avec un casque sur les oreilles à la mode Cinéma. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'étonnant documentaire de Romain Goupil, le ne me souviens pas, qui retrace, images inédites à l'appui, quelques grandes journées de la capitale à la fin et en hommage au 1^{er} mai soviétique de Georges Perec.

Grande Arche, La Défense, 82200 Neuilly-sur-Seine. Tél : 40-80-05-18. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48.78.75.00. Jusqu'au 31 décembre. 48 F.

Mémoires de la Terre

Vedettes de la création occidentale et inconnues venues d'Afrique, d'Océanie, de Chine ou d'Amérique centrale offrent l'exposition la plus discutée de l'année. Une raison de plus pour aller les découvrir de Beaumont jusqu'à La Villette.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 2^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 28 août. 32 F. 180 F. billes couplées Grande Halle et Centre Georges-Pompidou.

Michel-Ange dessinateur

Puis que quelques jours pour admirer les dessins d'architecture, les études pour les fresques de la chapelle Sixtine ou pour le tombeau des Médicis.

Musée du Louvre, galerie Médicis. Entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1^{re}. Tél : 40-20-81-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, mercredi jusqu'à 21 h 45, jeudi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Jusqu'au 31 juillet. 25 F + 7 F inscription du droit d'entrée au musée.

Paul de Nooijer

Révé en France en même temps que Leslie Krims, ce Hollandais de 46 ans est l'auteur d'une œuvre provocatrice et arrogante d'où est issue la jeune génération prolifique des opérateurs bataves. Moins pertinentes aujourd'hui, ses mises en scène baroques, pénétrées d'esthétique pop, incitent à

faire le point sur un genre en voie d'essoufflement.

Centre Georges-Pompidou, Galerie du forum, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 septembre.

Nos années 80

Sculpteurs, peintres, architectes et autres créateurs, personnalités du monde du sport, de la mode ou de la musique, tous ceux qui ont marqué cette décennie se souviennent et tentent de dresser un premier bilan de ces années prodigieuses pour les uns, décadentes pour les autres.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manducerie, Jussieu-Paris, 7^e. Tél : 39-58-48-48. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 novembre.

Quand Rodin exposait

Quand Rodin exposait, on en parlait et les polémiques faisaient souvent partie du jeu. L'exposition évoque notamment la saga de l'homme en son cas et du Balzac si décisif en son temps.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris, 7^e. Tél : 47-05-51-34. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 17 septembre. 18 F (prix d'entrée du musée).

GALERIES

Bayard

Des dessins photographés présentés pour la première fois au public le 24 juin 1839 aux créations de vingt-cinq photographes modernes, 150 ans d'expositions soulignent la similitude entre l'invention des précurseurs et les procédés nouveaux.

Galerie Pierre Bonaldi, 53 bis, rue de la Roquette, Paris, 11^e. Tél : 47-00-28-28. Tous les jours sauf samedi, dimanche de 9 h à 18 h. Jusqu'au 31 août.

Espace

La Galerie Défense Art 4 clôt le premier cycle de cartes blanches données par l'EPAD, depuis un an, aux galeries Durand-Dessert, Yvon Lambert, Daniel



JOHN COPLAND

Ancien peintre abstrait d'origine anglaise, émigré aux Etats-Unis en 1960, John Copland, soixante-neuf ans, rend un hommage émouvant à son corps vieillissant, à la fois matériel et instrument de représentation, sculpture et monument.

Musée Goya, Hôtel de ville, 81100. Tél : 83-55-62-63. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

Déle

Copie Une gousse sur la lune ! Les mille visages de Raoul Damonte, son vrai nom. Celui du dessinateur, le père de la Femme assise ou celui de l'homme de théâtre à l'humour caustique, qui, dans sa dernière pièce, Une visite inopportune, se moquait de son côté.

Musée municipal, 85, rue des Arènes, 33000. Tél : 84-72-27-72. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 17 septembre.

Miro

Dans les trois galeries Maeght, pour bien dire la saison : Miro. Avec un choix d'œuvres, peintures, sculptures, lithographies, de toutes les époques, même des débuts.

Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac, Paris, 7^e. Tél : 45-48-45-15. Du mardi au samedi de 9 h 30 à 18 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} septembre.

RÉGIONS

Aurillac

Alain Fleischer, rétrospective. Jeu de miroir et de renversement sur l'illusion à travers vingt ans de travail, brassant installations et séries inédites, l'itinéraire labyrinthique d'un manipulateur d'images, à la fois photographique, cinématographique et plasticien.

La Galerie et les écuries du Jardin des Carmes, rue des Carmes, 18000. Tél : 71-64-86-80. De 12 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 17 septembre.

Castres

Les élèves espagnols de David. Le classicisme du peintre de l'Empire s'exporte à merveille en Espagne. L'exposition en évoque les contours à travers des œuvres, pein-

tures, dessins ou gravures, d'Alvarado, Lacombe, Ribera, Madiaro ou des sculpteurs d'Alvarez y Cabero.

Musée Goya, Hôtel de ville, 81100. Tél : 83-55-62-63. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

Marseille

John Copland : autoportrait. Cet historien et critique d'art reconstruit dans la photo à un sujet exclusif : son corps. (Voir notre photo légendée.)

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Perpignan

Les clochers de Willy Marches. Au lieu d'envoyer des cartes postales de remerciements, soixante amis du peintre Willy Mucha ont préféré lui

laisser leur vision de l'adorable petit clocher de Collioure qu'ils admirent de la terrasse du peintre. Parmi eux, il y avait Dali, Picasso ou Dufy.

Palais des rois de Majorque, place du Docteur-René-Pégo, 66000. Tél : 83-34-42-23. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 septembre.

Saint-Etienne

Long et Neuman

Encore une petite pioche de collection Panza, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois, il s'agit de grandes robes de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierres ou de bois de l'un, constructions avec miroirs et vidéos de l'autre.

Musée d'art moderne, la Turbie, 42000. Tél : 77-83-59-58. De 10 heures à 19 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Saint-Paul

L'œuvre ultime

Représenté par des œuvres tardives et parfois même par leur dernier tableau, le testament artistique de Cézanne, Rodin, Monet, Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso ou Dubuffet.

Fondation Maeght, 08570. Tél : 93-32-51-53. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Toulon

Paul Gauguin

La Provence vue par un de ses plus grands sculpteurs. Peintre marginal dans l'Impressionnisme naissant, Gauguin a peint le même sujet à diverses saisons et à différentes heures de la journée. Ce qui devait faire quelques années plus tard un certain Matisse.

Musée de Toulon, 113, bd de la République, 83000. Tél : 94-93-18-84. De 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Vaison-la-Romaine

Bourdelle

Trente-huit bronzes et trois statues du sculpteur évoquent ses principaux thèmes d'inspiration : Bourdelle et son entourage, la femme, le cheval, la musique, et l'Antiquité.

Fort de Vaison, avenue Bernard-Mélat, 84110. Tél : 90-38-08-25. De 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Valence

Saint Sébastien-Saint-Roch

Quand les hommes impuissants devant la peste en appellent à ces deux saints protecteurs spécialisés dans la maladie, ils exultaient de splendides ex-voto, peintures ou sculptures. L'exposition présente une trentaine de leurs œuvres, du seizième au dix-neuvième siècle.

Musée, 4, place des Ormeaux, 26000. Tél : 75-43-93-00. De 14 heures à 18 heures et également de 9 heures à 12 heures les mercredi, samedi et dimanche. Jusqu'au 4 septembre.

Villeneuve-d'Ascq

Daniel Dezaize

En trois cents œuvres, une rétrospective ou presque, d'un ancien de Support/Surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire, dont le travail sur la peinture, l'espace, le vide, aussi théorique qu'il puisse être, fait toujours preuve de sensibilité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59800. Tél : 20-05-42-43. De 10 heures à 19 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 août.

La sélection Arts a été établie par :

Geneviève Breccia, Philippe Dagen, Bénédicte Mathieu et Patrick Roegiers.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.E. : prix moyens des repas • J. H. : ouvert jusqu'à 11 heures

DINERS	
CAVEAU FRANCOIS-VILLON 10, rue de l'Arbre-Sec, 1 ^{er} 42-36-10-92 JOHN JAMISON 10, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-08-08 LE SALARDAIS OUV. TOUT L'ETRE 2, rue de Valenciennes, 8 ^e 45-22-23-62 LE GOURMAND CENDRE 43-80-41-41 5, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e (pl. Faidherbe)	LA VIGNE 42-40-13-55 30, rue de l'Arbre-Sec, 1 ^{er} An 1 ^{er} B, le premier restaurant de Paris, 48, Basse, spécial de menu brassé et potes d'été, menu déjeuné à 55 F, le midi, le soir, le week-end, le plus grand choix de vins de France, 2 h de nuit. DE, dîner à 22 h, CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, omelette, DINNER PÉRIGOURDIN 130 F, une spécialité. Carte 200-250 F. HUILLET/ADOU F/Hm. Din. Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.
RIVE DROITE	
KAMAI 20, rue Rousselot (angle rue de Sévres) 7 ^e 47-34-66-29 RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e LE TAGORE 25, avenue du Maine, 15 ^e 45-44-94-41 T.L.J.	CHEZ COLINOT 45-67-66-42 1, rue Flandre-Louise, 7 ^e Un 1 ^{er} B, le premier restaurant de Paris, 48, Basse, spécial de menu brassé et potes d'été, menu déjeuné à 55 F, le midi, le soir, le week-end, le plus grand choix de vins de France, 2 h de nuit. Spécialité de confit de canard et de canardlet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert tous les jours, y compris le dimanche. « L'un des meilleurs restaurants étrangers de France » (Gault-Millau). Authentiques spécialités MUGLAI servies dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A midi, menu à 70 F et 100 F.
RIVE GAUCHE	
<p>Un indien de plus ! Mais aussi de sa clientèle parisienne depuis 12 ans. Vous le retrouverez installé dans son nouveau restaurant. Menu à déjeuner à 85 F et au dîner à 120 F.</p> <p>Spécialité de confit de canard et de canardlet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert tous les jours, y compris le dimanche.</p> <p>« L'un des meilleurs restaurants étrangers de France » (Gault-Millau). Authentiques spécialités MUGLAI servies dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A midi, menu à 70 F et 100 F.</p>	
SOUPERS APRÈS MINUIT	
<p>LA TOUR D'ARGENT HUITRES TOUTE L'ANNÉE - POISSONS DU MARCHÉ Plats traditionnels - Vins à découvrir - Dégustation - Remise de L'Art - TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin 6, place de la Bastille, 43-42-90-32</p>	
DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24	
<p>CONGRES MAILLOT Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée HUITRES, COQUILLAGES toute l'année POISSONS, VIANDES à vos grâces 45-74-17-34 - Ouvert T.L.J.</p>	

Galerie Paul Vallotton SA
Grand-Chêne 6 Lausanne
19-41-21/312.91.66 et 312.96.66

VOILLARD
(1868-1940)

Huiles, pastels, dessins
jusqu'au 2 septembre 1989

Catalogue sur demande

DÉCOUVERTES

Carmine Barone :
Le Grand Mystère
de la Passion

Marcel Peres (instruments),
Joseph Baret,
Joseph Cabre (instruments),
François Fauché,
Bruno Boret,
Jean-Philippe Emptaz,
Samuel Huser,
André Maugard,
Sylvain Quiry,
Cyrille Garatzenhaber,
Pascal Mourry,
Antoine Sicut,
Dominique Vieux,
Philippe Cantor,
Florence Lizon,
Pascal Poulard,
Pierre Barret (saxophone),
Ensemble Clément Janssens,
Ensemble Organum,
Marcel Peres (direction).

Ce n'est pas du « tube » de Carl Orff qu'il s'agit, qu'on se rassure. Mais des chants en allemand, en haut et bas latin, profanes, profanateurs ou grivois, exhumés autrefois par les chercheurs autrichiens du Clemencic Consort. De ce recueil instantané, constitué entre les XI^e et XIII^e siècles, Orff ne s'est inspiré que de très loin. Le voici reconstitué par l'expert français du grégorien, Marcel Peres, dans une mise en scène de Pierre Barret. Les chorales de Péters sur ce répertoire, dont il a révolutionné l'exécution, sont aussi contestées qu'indiscutées. C'est l'honneur du Festival de Montpelier, relayé par celui du Picard noir, de leur donner aussi largement droit de cité.

Le 26, Clermont-Ferrand, Église Saint-Paul, 21 h 30. Tél. : 67-98-33-18. De 70 F à 100 F.

Le 27, 21 h 30, Abbaye de Fontfroide. Tél. : 68-48-11-06. De 70 F à 100 F. Le 28, 21 h, Abbaye de Saint-Amand-de-Colly. Tél. : Festival Périgord noir, 65-51-56-17. De 70 F à 150 F.

Wyschnegradsky
Préludes pour deux pianos
Dialogues pour deux pianos
Étude sur le carré magique
Composition II pour deux pianos

Stéphane Leach,
Yves Raute (piano).

Les pianistes qui jouent Wyschnegradsky ne sont pas légion : s'embarquer avec un instrument tempéré et pré-accordé dans une écriture qui utilise les micro-intervalles - quarts et sixièmes de ton - est en soi une aventure : chapeau à l'accordeur, Frédéric Tassard. Ensemble, Leach et Raute utiliseront des instruments accordés différemment. L'étude pour le carré magique, également au programme, est une œuvre expérimentale, explorant les possibilités des « capotes non octavantes ». Terme barbare dont la définition sera fournie sur place et dans l'action. Bref, un programme pour auditeurs - et interprètes - curieux.

Le 27, Auditorium des Halles, à Paris, 19 heures. Tél. : 46-04-58-01. Location Fina, Postal. De 60 F à 90 F.

Schütz

Passion selon saint Matthieu
The Hilliard Ensemble.

Heinrich Schütz est mort vieux (à quatre-vingt-sept ans) et a beaucoup plus écrit que ne le laisse supposer une discographie en expansion depuis peu (un anniversaire, en 85, a quelque peu arrangé les choses). Se sentant pris par le temps à quinze ans de sa mort, il s'est mis à composer à un rythme accéléré ses œuvres les plus hiératiques et austères. Notamment, entre une *Histoire de la Naïveté* et son *Magnificat*, trois passions dont cette *Saint Matthieu* que les Hilliard ont enregistré (EMI) et qui est un sommet de spiritualité. Ainsi d'ailleurs que ces *Lamentations de Jérémie* de Thomas Tallis qu'ils donnent, même heure même lieu, deux jours auparavant (paru en CD chez ECM).

Le 28, Aix-en-Provence, Cathédrale Saint-Sauveur, 12 heures. Tél. : 42-23-11-20. De 120 F à 240 F.

SÉLECTION
PARIS

Mercredi 26 juillet

Duphy

Extraits des 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e livres

Carl-Philipp Emanuel Bach

Sonata W 57

Cooperin

Aria con variazioni
La Romance de Miss : variations

Geduppi

Sonata en do mineur

Soler

Deux Sonates en do mineur

Noëlle Spieth (clavessin).

Le répertoire des clavés-

nistes est caractérisé par la

brèveté, ou le morcellement

des pièces. Plus encore

qu'un pianiste, un clavés-

niste doit donc savoir « com-

poser » son programme

comme un tout dont on n'ait

pas envie de s'évader au gré

d'une page plus faible. C'est

ce qu'a fait Noëlle Spieth

pour le Festival estival

(dont ces brefs concerts en

soirée sont dans l'ensemble

le bonheur du Parisien non

festivier et pas forcément

noctambule). Duphy, C-

Ph. E. Bach, Galuppi,

Armand-Louis et Pierre-

Louis Couperin, Soler, tous

morts dans les années 80

(du dix-huitième siècle),

ont vécu chacun à sa façon

le céphalopode de leur instru-

ment et la montée du piano-

forte. Musiciens de l'expres-

sion, interprète à la pensée

vive, riche en images : un

vrai thème en de bonnes

maïns.

Auditorium des Halles,

18 heures. Tél. : 46-04-58-01.

Location Fina, Postal. 60 F.

Mardi 1^{er} août

Beethoven

Trio pour clarinette n° 4 op.

11

Brahms

Sonata pour clarinette et

piano n° 1 op. 120

Trio pour piano, clarinette et

violoncelle op. 114

Michel Portal (clarinette),

Christoph Henkel (violon-

celle),

Georges Pludermacher

(piano).

La vedette de ce 24^e Festi-

val estival est, comme on

sait, la clarinette. Et la clari-

nette était - qui l'ignore-

rait ? - l'instrument préféré

du vieux Brahms. Place

donc à l'Allemand barbu

pour les deux tiers de ce

beau programme confié à un

trio royal. Portal en tête, et

sa clarinette vocale.

Auditorium des Halles,

19 heures. Tél. : 46-04-58-01.

Location Fina, Postal. De 60 F

à 90 F.

RÉGIONS

Aix-en-Provence

Schubert

Le Chant du cygne

Claf Bar (baryton),

Geoffrey Parsons (piano).

Olaf Bar est le baryton qui

monte. Plus précisément, ce

jeune Est-Allemand, formé

de la plus célèbre école

d'enfants de cette région du

monde (celui de Dresde), a

déjà atteint le sommet puis-

que notre confrère Jacques

Drillon n'a pas craint de le

présenter comme « le nou-

veau Fischer-Dieskau ». C'

était l'an dernier, quand

Bar figurait à l'affiche du

Cos d'Aix. Autre garantie :

cet élève de Hans Hotter

fut naguère l'invité de tous

les Lundis de l'Athénée.

Enfin, preuve suprême de sa

supériorité, il s'est allié

l'immense talent de Geof-

frey Parsons, l'accompagnate-

ur des plus grands, dont

Hotter, précisément. Un peu

jeune pour chanter le

Voyage d'Hiver ? C'est la

seule question qu'on peut en

effet se poser. C'est pen-

être pourquoi il a choisi le

Chant du Cygne.

Le 28, Cour de l'hôtel

Magnifique d'Oppède, 18 h 30.

Tél. : 42-23-11-20.

De 60 F à 110 F.

Gordes

Mozart

Sonates pour piano K 310 et K

570

Sonata pour deux pianos K

448

Bartok

Sonata pour deux pianos et

percussions

Jean-Etienne Bayouzet,

Laurent Cabanis (piano),

Philippe Poncet,

Lionel Pontolice (percussions).

L'œuvre pour deux pianos et

percussions de Bartok est à

préférer sous cette forme

crystalline et craquante, la

version avec orchestre per-

dant beaucoup de nervosité.

D'après jeunes pianistes de

Cabasso et Bayouzet

devraient y faire des éton-

nelles. La sonata pour deux

claviers de Mozart, c'est

autre chose : il faut la

grâce, le feu sacré. Ce soir-

là, les grillons aident, peut-

être...

Le 1^{er} août, Théâtre des Ter-

rennes, 22 heures. Tél. : 90-

72-08-14. De 70 F à 100 F.

Monaco

Donizetti

Mozart

Puccini

Verdi

Airs d'opéra

Luciano Pavarotti (ténor),

Orchestre philharmonique de

Monaco.



Noëlle Spieth (en bas à droite), claviériste, plusieurs disques à son actif, élève de Gilbert et de Leonhardt, déjà presque une habituelle des hauts lieux du métier ; Raut et Leach (en haut), pianistes nomades, inconnus pour le premier, seuls en ensemble dans un répertoire au quart de ton ; la jeune génération Festival de Paris. Les concerts de 19 heures à l'Auditorium des Halles.

mer musicologique, dont la dixième de Mahler constitue l'un des avatars les plus singuliers. Un compositeur, Ernst Krenek, puis une musicologue, Deryck Cooke, ont tenté leur chance ; résultat minime : pour le premier (deux mouvements, seulement, reconstitués à partir des ébauches), audacieux pour le second, puisque cinq mouvements, pas un de moins, devaient sortir tout armés de ses mains. Alma les réécrit d'abord, en fit l'épique finalement. En tout état de cause, l'adagio est inouïment obligatoire pour ce testament de seconde main.

Le 28, Cour Jacques-Cœur,

22 heures. Tél. : 67-52-53-53.

De 60 F à 100 F.

Cherubini

Capriccio pour piano

Dussek

Les Souffrances de la reine de France

Liszt

Lyon

Daniel Blumenfeld (piano).

Encore un programme

comme on ne peut en enten-

dre qu'à Montpellier. Cher-

ubini n'étant pas précisé-

ment réputé pour sa

production pianistique, et

Dussek, virtuose incontesté

de l'ascension napoléon-

ienne, auteur de sonates

pour clavier aux titres singu-

liers, restant presque un

inconnu pour le commun des

mortels.

Le 28, Coran, salle Pasteur,

19 heures. Tél. : 67-52-53-53.

De 40 F à 60 F.

Saint-Amand

Haendel

Le Messie

Greta de Reyghere (soprano),

Joseph Cornwell (ténor),

Charles Bratt (contre-ténor),

Werner van Mechelen

(basse),

l'Ensemble vocal des Flandres

de Bruges,

Patrick Péro (direction).

Encore le Messie ? Oui,

mais par une équipe à dimi-

nante belge et sur instru-

ments anciens.

Le 28, Abbaye, 21 heures.

Tél. : 53-51-56-17. De 70 F à

100 F.

Tours

Schumann

Fantasiestücke pour clarinette

et piano op. 73

Märchenbilder : 4

pièces pour clarinette, alto et

piano op. 132

Mozart

Trio pour piano, alto et clari-

nette K 498 Des quilles

Bruch

Trois pièces pour clarinette,

alto et piano n° 2, 7, 8

Youri Bashnet (alto),

Michel Portal (clarinette),

Michael Mountain (piano).

Michel Portal qui, dans sa

défroque de musicien classi-

que, voyage décidément pas

mal cet été, croise Youri

Bashnet et son alto infail-

lible au bord de la Loire, à

Tours, seconde patrie des

interprètes soviétiques. A en

croire son prénom, le pia-

niste (à découvrir) semble

lui aussi un concitoyen de

M. Gorbatchev.

Le 27, Église Saint-Saturnin,

21 heures. Tél. : 47-06-57-27.

De 70 F à 170 F.

Vichy

Bellini

L'ŒIL VAGABOND

LES ILES MARQUISES SE RÉINVENTENT UN PASSÉ

Sauve qui peut, la tradition

Fin juin a eu lieu dans l'île de Nuku-Hiva le deuxième Festival des arts marquisiens. Là-bas, comme dans beaucoup de pays privés de leur culture par la colonisation, un peuple s'en va désormais à la recherche de ses traditions détruites, interdites, finalement oubliées. Résurrection saine ou réanimation quelque peu artificielle ? Contrairement à ce que prétend l'adage, quand on chasse le naturel, il ne revient pas forcément au galop.

COMME l'écrivait déjà Max Radiguet en 1859, les Marquisiens sont les derniers sauvages. En 1842, l'amiral Dupetit-Thouars, dont Radiguet était le secrétaire, établit l'autorité de la France de Louis-Philippe sur l'archipel des Marquises, quelques années avant de l'imposer à Tahiti. Jusqu'à là, ces îles n'appartenaient qu'à leurs habitants. Des navires baleiniers y faisaient escale de temps en temps, et très prudemment, car les insulaires passaient pour belliqueux et point hostiles à l'anthropologie. Un marin déserteur nommé Herman Melville avait passé quelques semaines chez les Taipis de l'île de Nuku-Hiva et tira de l'épisode la matière d'un roman mi-ethnographique, mi-fabuleux. Rien de tout cela n'avait affecté les Marquisiens.

Après 1842, ils découvrent pêle-mêle l'élevage des moutons, les cotonnades, les boissons fortes, le commerce des objets dits de curiosité et la morale des missionnaires. Ces derniers, catholiques pour l'essentiel, forts de l'appui des autorités et de leur succès aux îles Gambier, ont progressivement modifié mœurs et modes de vie. Par des interdictions nombreuses, ils ont démantelé le « système » traditionnel : interdiction de la nudité, interdiction des tatouages bleus, interdiction des vêtements de tapa — écorces d'arbres écorcées — interdiction des chants et danses rituels, interdiction, naturellement, des cérémonies dédiées aux divinités représentées par les tikis.

AMNÉSIE COLLECTIVE

Discrettement, et efficacement, en dépit des prophéties de Radiguet et des fureurs de Gauguin (qui découvrit un demi-siècle plus tard les natifs d'Atuona « moralisés » et occidentalisés), l'action des missions et des collèges religieux a presque complètement métamorphosé les habitants. L'évangélisation et l'oubli allant de pair, ce qui était encore, vers 1842, la culture autochtone a déperlé au point de disparaître entièrement. Les Marquisiens ont été victimes d'une amnésie collective à peu près universelle. Les « derniers sauvages » n'étaient plus en rien des « primitifs ».

De nos jours, Taiohae et Atuona, les deux plus gros bourgs de l'archipel, ont l'électricité, le téléphone et la télévision. On y roule en Toyota et en Nissan, on s'y habille de jeans et chemisettes. Depuis deux ans, avec l'appui des autorités métropolitaines et la bénédiction — réelle et spectaculaire — de l'évêché, un Festival des arts marquisiens s'organise à Taiohae. Ce qui était prosaïque, les tatouages, les danses, les sculptures sacrées, est autorisé et même encouragé. Au nom de l'identité culturelle d'un peuple, on l'invite à reprendre ses traditions. Seulement, ces traditions, il ne les connaît plus depuis un siècle ! Résultat : il faut réinventer le primitif et recréer l'authentique de toutes pièces, avec l'aide de ceux-là mêmes qui éradiquaient



Un art néo-primitif passablement mouvementé...



... et cauchemardesque

jadis les coutumes dont ils souhaitent désormais la restauration.

Les figures de danse et les chants, mal ne les connaissait plus. A Atuona, deux vieilles personnes, les doyens du village, s'en souvenaient vaguement. A l'aide de leurs reminiscences et des relevés ethnographiques des missionnaires et visiteurs d'autrefois, les « néo-primitifs » d'aujourd'hui ont pu les reconstituer par pur labeur d'archéologues. Il a fallu fabriquer conques et instruments de bois d'après les livres, et s'entraîner dans le gymnase de béton et de métal du

village ou sur un terrain de basket, afin de s'inventer de nouveaux gestes « ancestraux », comme on dit dans les guides.

Pour les tatouages, même difficulté et même remède : il existe des gravures très précieuses dans les enquêtes du siècle dernier. Mais pas question de se tatouer — pour de vrai — le front, les bras et les chevilles. Au lieu des sucs d'autrefois, les danseurs ont eu recours au très moderne stylo-feutre noir ou bleu et ont consciencieusement recopié sur leurs corps les modèles anciens. Une fois la danse finie, il suffit d'une douche et le tatouage pittoresque s'efface... Voilà le primitivisme d'aujourd'hui, propre et rapide. Que l'on ne croie pas les Marquisiens dupes de l'exercice : s'ils prennent quelque plaisir à retrouver les us et coutumes de leurs aïeux, c'est avec le sentiment de la distance. Dans leurs danses, ils mettent quelque ironie et jouent d'autant plus volontiers aux Marquisiens d'autrefois que, le jeu terminé, les jeunes filles vêtues de paillettes reprennent leur robe imprimée et leur walkman, et les garçons leur moto tout-terrain.

Le soir de la grande fête inaugurale, le 28 juin dernier, sur la plage de Taiohae, la bizarrerie du spectacle tenait moins aux costumes, très fidèles aux gravures d'époque, et aux danses rythmiques, qu'au mélange des genres. Les groupes donnaient leur représentation entre les projecteurs de la télévision régionale, les perches des preneurs de son et les flashes des photographes. Génés ? Nullement. C'était un spectacle, pas un rite : qu'il soit retransmis n'avait rien de sacrilège. Il n'y avait que quelques Européens de l'assistance pour s'émouvoir de l'outrage fait au sacré, un sacré qui n'existait que dans leur rêve d'amateurs de sauvagerie.

Appliquée à la peinture et à la sculpture, la restauration des règles oubliées a d'autres effets. Pour les motifs peints à l'aide d'un jus végétal sur un tapa d'écorce de banyan, pas de mystère. Aucun non plus pour les objets de bois, pagaies, haches et coupes : ce sont des copies, des pastiches, d'exactitude et d'habileté d'exécution inégales. Les femmes qui peignent les

tapas ne sont guère capables d'expliquer la symbolique des motifs qu'elles ont empruntés à des recueils imprimés. Quant au meilleur des sculpteurs sur bois, il doit sa réputation à la fidélité des reproductions, qu'il exécute à partir d'objets anciens contenus dans des musées.

Ses confrères se bornent souvent à des imitations plus rudimentaires, et l'on a peine à distinguer leurs travaux d'une production « folklorique » destinée à la consommation touristique. Il semble que la part d'invention et de renouvellement soit très faible et le risque du stéréotype et d'autocritique très réel. Il suffit d'examiner certains tikis surchargés d'ornements, ou bizarrement traités dans un style naturaliste d'importation, pour vérifier l'équivoque du programme. Si résurrection il y a des arts marquisiens, encore faudrait-il qu'elle ne tourne pas à la parodie commerciale.

Il n'y a guère qu'une discipline qui échappe nettement à tout soupçon : la sculpture de la pierre. Les raisons de cette singularité ne sont guère aisées à discerner. Est-ce parce que les Marquisiens ont continué à voir, à proximité de leurs villages, les grands tikis de basalte taillés par leurs ancêtres ? Est-ce par respect du monumental et du durable ? Quoi qu'il en soit, les groupes de figures anthropomorphes et animales, sculptés dans des blocs énormes, et disposés le long de la mer à l'occasion du Festival, relèvent d'un effort complexe de citation et de modernisation alternées.

Il ne s'agit pas cette fois de copies : les tikis d'aujourd'hui — si le mot peut encore servir — ne cherchent pas à ressembler à ceux qui demeurent dans la montagne, sous les bananiers et les fougères. Leurs auteurs s'emploient à composer des groupes, des agrégats de formes où le poisson, l'oiseau et le monstre s'enroulent et s'enlacent. Ils tirent de la roche des apparitions, non point serres et majestueuses comme jadis, mais tourmentées et passablement cauchemardesques. Il paraît peu douteux que les traditions locales ne les inspirent pas seules et que ces sculpteurs très peu primitifs regardent au-delà de leur terre natale.

MODERNISME INTERNATIONAL

Au reste, ils ne se font pas scrupule d'utiliser des techniques et d'instruments modernes. S'ils se servent encore de la hache et de l'herminette, la scie électrique, les perceuses et les polisseuses leur sont plus familières. Certains d'entre eux ont la virtuosité des praticiens de New-York ou Paris. Et en ont au reste les ambitions. Tel artiste, venu aux Marquises alors qu'il vit et travaille dans l'île de Pâques, en a profité pour s'enquérir de la démarche qui le mènerait au Musée d'art moderne et lui permettrait de réaliser son programme : une exposition personnelle dans chaque pays de la Communauté européenne. Rien de plus naturel à ses yeux, car il sait que si l'art traditionnel d'Océanie n'existe plus que dans les musées d'ethnographie d'Occident, il reste un espoir de voir croître et se développer un art nouveau, moins marquisien peut-être et teinté de modernisme international, un art de synthèse en somme.

La renaissance après l'amnésie ? On veut croire la chose possible. Si elle ne l'était, il ne demeurerait plus qu'un simulacre de souvenir, qu'une parade bien imitée à usage des visiteurs. Le triomphe de ce faux-sembant, mis en scène avec le secours de toutes les institutions, signifierait alors que l'oubli l'a définitivement emporté.

PHILIPPE DAGEN

Le fantôme de Gauguin

Paul Gauguin passa les deux dernières années de sa vie à Atuona, dans l'île d'Hiva-Oa, l'une des plus méridionales des Marquises. Il y mourut en 1903 et y est enterré dans un caveau de pierre sombre, parmi d'autres sépultures plus simples aux croix noires et blanches. Le cimetière est à flanc de montagne, au-dessus du village et de la baie, au pied des pentes plantées d'arbres et de fougères que l'on voit dans les derniers paysages qu'exécuta le peintre des tropiques.

Mais du village où il vécut, il ne reste plus rien. Les maisons à toits de tôle se sont substituées aux cases d'autrefois. Les sœurs du collège religieux contre lequel il vitupérait logent dans un collège de béton. Il y a le téléphone, à Atuona, des lampadaires le long des rues et une quantité surprenante d'automobiles. Pis : la cocoteraie qui ornait la plage a été détruite aux trois quarts pour laisser place à un terrain de football et à un gymnase gigantesque, qui suffit à lui seul

à défigurer le site. De l'endroit où Gauguin avait construit sa case, la Maison du Joueur, il ne demeure que d'indécis souvenirs. L'édifice a été détruit, son emplacement à demi oublié...

Tout cela rend dérisoire le projet, souvent agité, de reconstruire in situ la Maison du Joueur. Ce serait un pastiche plus ou moins habile, près des terrains de tennis du village, une pseudo-curiosité pour touristes, si tant est qu'il en vienne dans cette île du bout du monde. Il n'empêche : l'idée connaît ces temps-ci un regain de faveur auprès de quelques entrepreneurs de spectacles. Il paraît qu'un groupe japonais serait prêt à financer le chantier et qu'un architecte de Papeete pourrait être chargé de son exécution. Faute de l'avoir jugé à sa juste valeur de son vivant, Tahiti et les Marquises offriraient ainsi un simili-mausolée à Gauguin. Etrange façon de se faire pardonner leur aveuglement de jadis...

Ph. D.



« Dans deux ou trois endroits fréquentés, les naturels, si fiers, si élégants alors qu'ils étaient nus, portent quelques pièces disparates de nos costumes, qui, tombant vite en loques, témoignent d'une misère dont le spectacle n'avait jamais offensé nos regards. A Taiohae, les femmes, surtout ont substitué au manteau de tapa, si pittoresque et si souvent renouvelé, des paillettes d'indienne et de mousseline, qui, bientôt imprégnées d'huile, souillées de terre, déchirées par les broussailles, les font ressembler aux mendiants les plus sordides, les plus déguenillés. »

MAX RADIGUET

(Les Derniers Sauvages. La vie et les mœurs dans les îles Marquises, 1859)